



**COMMISSION EUROPÉENNE**

**EQUATEUR**

**DOCUMENT DE STRATÉGIE PAYS**

**2007-2013**

**10.04.2007 (E/2007/621)**

## DOCUMENT DE STRATÉGIE PAYS – ÉQUATEUR 2007-2013 – TABLE DES MATIÈRES

	RÉSUMÉ	5
1.	LES OBJECTIFS DE LA COOPÉRATION COMMUNAUTAIRE	7
1.1	Les objectifs du traité UE en matière de coopération au développement	7
1.2	La déclaration commune sur la politique communautaire de développement – «Le consensus européen » (2005)	7
1.3	La communication de la Commission sur «Un partenariat renforcé entre l'Union européenne et l'Amérique latine» (2005) et la déclaration de Vienne (2006)	7
2.	LE PROGRAMME POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ÉQUATORIEN	8
3.	ANALYSE DE LA SITUATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE	9
3.1	La situation politique	9
3.2	La situation économique	11
3.3	Le commerce extérieur	12
3.4	Le contexte social	13
3.5	La situation environnementale	14
3.6	L'évaluation du processus de réforme	14
3.7	Les questions transversales	15
3.7.1	Démocratie et bonne gouvernance	15
3.7.2	Les droits de l'homme incluant les droits des enfants et de la jeunesse	16
3.7.3	Les droits des populations indigènes	16
3.7.4	L'égalité hommes-femmes	17
3.7.5	Durabilité environnementale	18
3.7.6	HIV et SIDA	19
4.	VUE D'ENSEMBLE DE LA COOPÉRATION COMMUNAUTAIRE PASSÉE ET ACTUELLE: COORDINATION ET CONTENU	19
4.1	La coopération communautaire passée et actuelle	19
4.1.1	La coopération communautaire avec l'Équateur jusqu'en 2001	19
4.1.2	La coopération communautaire avec l'Équateur entre 2001 et 2006	20
4.1.3	Les enseignements tirés	21
4.2	Les programmes des États membres de l'UE et des autres donateurs	22
4.3	La cohérence avec les politiques UE/CE	23
4.3.1	Le cadre général des relations politiques et autres	23
4.3.2	La politique commerciale	24
4.3.3	La cohésion sociale	25
4.3.4	L'agriculture – La politique agricole commune	25
4.3.5	Le contrôle sanitaire et phytosanitaire et la protection des consommateurs	25
4.3.6	La politique environnementale	26
4.3.7	La politique de recherche et de développement et la société de la connaissance	26
4.3.8	La prévention des conflits	26
4.3.9	La politique de lutte contre la drogue	27
4.3.10	La migration	28
5.	LA STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA CE	28
5.1	Les objectifs et les principes généraux de la coopération	28
5.2	Les secteurs centraux et les objectifs spécifiques de la coopération	31
5.2.1	Contribuer à l'augmentation des dépenses sociales de l'État pour améliorer l'accès des communautés marginalisées et défavorisées aux services sociaux	31
5.2.2	Créer des débouchés économiques durables et promouvoir l'intégration régionale en soutenant des micro-entreprises et des petites et moyennes entreprises compétitives	33

6	LE PROGRAMME INDICATIF NATIONAL	36
6.1	Contribuer à l'augmentation des investissements sociaux du gouvernement – Éducation (codes secteur CAD 11110, 11220, 11230)	36
6.2	Créer des débouchés économiques durables et promouvoir l'intégration régionale (codes secteur CAD 250, 25010, 331)	38
6.3	Calendrier indicatif de mise en œuvre	40
ANNEXES		
Annex 1	Map of Ecuador	41
Annex 2	Ecuador at a glance	42
Annex 3	Ecuador Data Profile	43
Annex 4	Country Environment Profile – Ecuador	48
Annex 5	Matriz de donantes	55
Annex 6	Overview of current EC cooperation with Ecuador	64
Annex 7	Ecuador's participation in horizontal cooperation programmes	66
Annex 8	Ecuador y la migración	72
Annex 9	Description du processus de coordination et harmonisation entre les bailleurs de fonds en Équateur	76
Annex 10	Participación de la sociedad civil en el proceso de preparación del CSP 2007-2013	78
Annex 11	Ecuador's Prospects for meeting the Millenium Development Goals	79

## Acronymes<sup>1</sup>

@LIS	Programme latino-américain pour la société de l'information
ACT	Amazonian Cooperation Treaty / Traité de coopération de la région des Amazones
AEC	Project for the establishment of a common external tariff for the Andean States / Projet d'établissement d'un tarif extérieur commun pour les États andins
AIS	Andean Integration System / Système d'intégration andine (inclut toutes les institutions régionales andines)
ALADI	Association latino-américaine d'intégration (États membres du Mercosur et du Pacte andin, plus Mexique, Chili et Cuba)
ALENA	Accord nord-américain de libre-échange: Canada, Mexique et États-Unis
ALFA	Latin America Academic Training Programme / Programme de formation universitaire latino-américain
ALINVEST	Programme-cadre de coopération industrielle et de promotion des investissements en faveur des pays d'Amérique latine
APIR	Project for the acceleration of the regional integration process / Projet pour l'accélération du processus régional d'intégration
ATPDEA	Andean Trade Preferential Drug Eradication Act (Accord commercial préférentiel et d'éradication de la drogue) des États Unis
BEI	Banque européenne d'investissement
BID	Banque interaméricaine de développement
BM	Banque mondiale
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CAF	Corporation andine de développement
Calidad	Projet régional andin sur les normes de qualité
CAN	Communauté des nations andines: Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou + AIS
CE	Communauté européenne
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
DG	Direction générale
DIPECHO	Programme ECHO de prévention, d'atténuation et de préparation aux catastrophes
DG ECHO	Direction générale pour l'aide humanitaire à la Commission européenne
ECLA	Economic Commission for Latin America / Commission économique pour l'Amérique latine
ETE	Entraves techniques aux échanges
FMI	Fonds monétaire international
GRANADUA	Projet régional andin de coopération douanière
IDE	Investissements directs étrangers
IDH	Indice de développement humain des Nations unies
Mercosur	Marché commun du cône Sud: Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OEA	Organisation des États américains
OLADE	Organisation latino-américaine de l'énergie
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PPLÉ	Initiative de la Banque mondiale en faveur des pays pauvres lourdement endettés
Règlement ALA	Règlement (CEE) n° 443/92 du Conseil, du 25 février 1992, relatif à l'aide financière et technique et à la coopération économique avec les pays en développement d'Amérique latine et d'Asie
S&T	Science et technologie
SPG	Système de préférences généralisées
SPS	Sanitaire et phytosanitaire
UE	Union européenne
URBAL	Programme urbain latino-américain (pour l'établissement de réseaux d'autorités locales dans diverses zones d'activité)

<sup>1</sup> Ces acronymes sont les plus couramment utilisés; ils ne sont pas nécessairement basés sur des noms français.

## RÉSUMÉ

Petit pays (256 370 km<sup>2</sup>) de la région des Andes, l'Équateur présente une grande diversité de systèmes géographiques et écologiques, une population composée de divers groupes ethniques de cultures différentes et des économies locales très différenciées. Le pays est une démocratie présidentielle, et a tenu des élections présidentielles et législatives fin 2006. Le nombre total d'habitants était estimé à 13,2 millions en 2005, dont une forte proportion de jeunes. La démographie évolue au gré des effets antagonistes d'un taux élevé de natalité et d'un taux élevé d'émigration.

Le pays peut être divisé en quatre régions nettement différentes au point de vue géographique, culturel et économique:

- au centre, la région andine, où se situent la capitale, Quito, ainsi que les villes d'Ambato, Cuenca et Loja, qui sont des centres importants pour le commerce et l'économie rurale;
- à l'ouest, la zone côtière du Pacifique qui, au cours de l'histoire, a absorbé les principaux flux de population (Arabes et Africains de l'époque de l'esclavage, Asiatiques, et, plus récemment, Européens de l'Est). Le commerce et l'industrie se sont développés dans des centres économiques tels que Guayaquil (le plus grand port et la plus grande ville du pays), Manta et Santo Domingo de los Colorados;
- la région amazonienne, qui couvre plus de 50 % du territoire national et qui abrite d'importantes réserves de bois et de pétrole, les deux principaux actifs économiques du pays. Cette région est faiblement peuplée et l'habitat y est dispersé;
- la région insulaire de l'archipel des Galápagos, une réserve naturelle vouée au tourisme et à la pêche.

Après la crise financière de 1998 et la dollarisation en 2000, le pays a fait preuve d'une solide capacité de rebond économique au cours des trois dernières années: l'inflation est désormais sous contrôle et le taux de croissance annuel, généré principalement par les prix élevés du pétrole, est estimé à 5,5 %. Le taux de croissance hors pétrole, relativement faible, s'établit à 2 % et dépasse à peine celui de la population, qui était de 1,6 % en 2004.

Le pays fait face à deux grands défis **internes**: la faiblesse du gouvernement central, résultat d'un système de représentation politique dépassé et d'un système judiciaire qui a souffert de l'interférence de la politique et qui nécessite une modernisation, et la grave détérioration du capital humain, qui résulte de la répartition extrêmement inégale des richesses et des dépenses sociales très faibles consenties par les gouvernements successifs. La combinaison de ces facteurs explique le pourcentage élevé de pauvreté (57 % du total de la population au dernier recensement, dont 19 % dans une extrême pauvreté) et les niveaux alarmants d'inégalité et d'exclusion.

Les principaux défis **externes** comprennent les difficultés du processus d'intégration andine, les retombées du conflit armé en Colombie et l'impact de l'activité des trafiquants de drogue colombiens. Certaines zones des provinces septentrionales de l'Équateur servent de base arrière aux belligérants colombiens (guérilla des FARC et groupes paramilitaires), tandis que le nombre de demandeurs d'asile enregistré dans le pays en 2005 approchait les 45 000.

Face à ces défis, la **réponse stratégique de la CE** devrait se concentrer sur deux objectifs: (i) encourager le gouvernement à consentir des dépenses sociales plus importantes et plus judicieuses; (ii) stimuler la compétitivité et l'entrée sur le marché des petites et moyennes

entreprises, qui représentent le principal espoir de création d'emplois. Ces deux secteurs coïncident avec deux des trois priorités politiques du gouvernement de Rafael Correa qui a été élu Président de l'Équateur en novembre 2006.

Au titre de l'instrument de coopération au développement (ICD), une allocation indicative de 137 MIO EUR a été prévue pour l'Équateur pour la période 2007-2013. Ces ressources peuvent être complétées par des projets et programmes financés au titre des programmes régionaux pour la Communauté Andine et pour l'Amérique Latine et au titre de divers programmes thématiques.

## **1. LES OBJECTIFS DE LA COOPÉRATION COMMUNAUTAIRE**

### **1.1 Les objectifs du traité UE en matière de coopération au développement**

Selon l'article 177 du traité établissant la Communauté européenne, la politique communautaire en matière de coopération au développement vise à promouvoir un développement économique et social durable dans les pays en développement, l'intégration harmonieuse et progressive des pays en développement dans l'économie mondiale et la lutte contre la pauvreté. La politique communautaire dans cette région vise à contribuer au développement et à la consolidation de la démocratie et l'État de droit, ainsi qu'au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Sur la base de l'article 179 du même traité, un nouvel Instrument de Coopération au Développement (ICD) a été adopté en décembre 2006. L'Équateur est éligible pour participer aux programmes de coopération financés au titre de l'IDC (Règlement (CE) du Parlement Européen et du Conseil No 1905/2006 du 18 décembre 2006, établissant un instrument financier pour la coopération au développement.)

### **1.2. La déclaration commune sur la politique communautaire de développement – «Le consensus européen» (2005)**

La nouvelle stratégie pour la période 2007-2013 s'inscrit dans le contexte de la déclaration de l'Union européenne sur la politique de développement, intitulée «Le consensus européen sur le développement» et adoptée par le Parlement européen, le Conseil des ministres, les États membres et la Commission européenne en décembre 2005. Cette déclaration souligne que la coopération au développement de l'UE a pour objectif principal et prioritaire l'éradication de la pauvreté dans le contexte du développement durable, et notamment de la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Elle souligne également l'importance d'une relation de partenariat avec les pays en développement et de la promotion de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et de la démocratie en vue d'instaurer une mondialisation juste et équitable. La déclaration prévoit une approche différenciée en fonction du contexte concerné et des besoins, et propose un cadre thématique commun incluant la cohésion sociale, l'emploi, le commerce et l'intégration régionale parmi les priorités de la coopération communautaire.

La déclaration sur la politique de développement contient également un chapitre spécifique sur l'intégration des questions transversales. Elle fait référence en particulier à la promotion des droits de l'homme, de l'égalité hommes-femmes, de la démocratie, de la bonne gouvernance, des droits des enfants et des peuples indigènes, de la prévention des conflits, du développement environnemental durable et de la lutte contre le VIH/sida. Ces questions transversales, qui constituent des objectifs en soi, sont également des facteurs cruciaux pour le renforcement de l'impact et de la durabilité de la coopération.

### **1.3. La communication de la Commission sur «Un partenariat renforcé entre l'Union européenne et l'Amérique latine» (2005) et la déclaration de Vienne (2006)**

En décembre 2005, la Commission européenne a adopté une communication concernant une nouvelle stratégie visant à renforcer le partenariat stratégique UE-Amérique latine. Dans la perspective du 4<sup>e</sup> sommet UE-Amérique latine/Caraïbes qui s'est tenu en mai 2006 à Vienne, la communication analyse les défis actuels et propose des recommandations concrètes en vue

de redynamiser le partenariat. Elle suggère ainsi d'accélérer le dialogue politique entre les deux régions, de stimuler les échanges économiques et commerciaux, d'encourager l'intégration régionale, de s'attaquer aux inégalités et de mieux adapter la politique européenne d'aide et de développement aux conditions qui prévalent en Amérique latine. La déclaration de Vienne, adoptée par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne, d'Amérique latine et des Caraïbes le 12 mai 2006, réaffirme l'engagement pris d'élargir et d'approfondir la coopération entre l'UE et l'ALC dans tous les domaines, dans un esprit de respect mutuel, d'égalité et de solidarité.

## **2. LE PROGRAMME POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ÉQUATORIEN**

Ces dernières années, l'Équateur a traversé une grave crise politique et de gouvernance, ce qui rend très difficile toute prévision quant à la ligne que suivront les politiques nationales au cours des prochaines années. En plus des difficultés sérieuses rencontrées pour atteindre un accord sur des stratégies nationales de long terme pour l'Équateur, l'impact réel en termes de mise en œuvre de politiques adoptées a été faible ces dernières années. Des élections générales ont eu lieu en 2006 dans un contexte de polarisation des forces politiques et sociales et de désenchantement généralisé à l'égard des principales institutions démocratiques, telles que les partis politiques traditionnels, le Congrès et même la Présidence. Bien que Rafael Correa ait été élu président au deuxième tour avec un score convaincant de 57 % des voix, son parti, *Alianza País*, n'a pas de députés au Congrès et il devra dépendre de l'appui d'autres partis politiques. Cela veut dire que le gouvernement de Correa qui entrera en fonction en janvier 2007 pourrait se heurter à des difficultés dans la détermination et la mise en œuvre efficace de politiques claires sur des enjeux vitaux, comme la santé, l'éducation et la réduction de la pauvreté. Si des réformes politiques majeures ne sont pas réalisées il est fort possible que l'atmosphère de tension sociale permanente qui a prévalu pendant la dernière décennie continue de peser sur la gestion quotidienne du pays.

Le débat politique récent s'est focalisé sur deux aspects du fonctionnement institutionnel du pays: la consolidation de l'État de droit par la modernisation du système judiciaire et la décentralisation administrative et budgétaire. Il existe deux conditions préalables à la consolidation du système judiciaire: la Cour suprême doit être rendue opérationnelle et le Tribunal constitutionnel, le bureau du médiateur (*Defensoría del Pueblo*) et les commissions électorales doivent être réformées. Le gouvernement qui parviendra à relever ces défis jettera les bases de la modernisation du secteur au cours des prochaines années. En ce qui concerne la décentralisation, des instances comme l'Association des communes équatoriennes (AME) et le Consortium des conseils provinciaux (Concope) se sont fait les défenseurs des indispensables réformes, obligeant le gouvernement national à tenir compte de leurs revendications. Les plans stratégiques de ces deux organes incluent deux objectifs essentiels: le renforcement de la gouvernance locale et le développement territorial. Il ne fait aucun doute que ces objectifs constituent un préalable fondamental à toute consolidation démocratique et politique du pays.

Malgré l'absence de cadre politique clair qui pourrait créer un plan national de développement ou un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), les autorités équatoriennes se sont engagées à suivre certaines lignes stratégiques, qu'elles conserveront probablement à court terme. L'Équateur s'est résolument engagé à construire, consolider et développer une société démocratique, même s'il subsiste encore de profonds désaccords quant aux formes que ce mouvement doit prendre. Sur le plan social et humain, le pays a réalisé des progrès significatifs en développant un cadre juridique pour l'égalité hommes-femmes, le respect des droits de l'homme, la protection de l'environnement et la reconnaissance des valeurs

culturelles et des droits spécifiques des peuples indigènes. Toutefois, il y a encore un écart inquiétant entre l'existence du cadre juridique et sa mise en œuvre.

L'Équateur s'est également engagé à concrétiser les objectifs du millénaire pour le développement. Il a enregistré des progrès considérables dans l'extension de la couverture des services de base, de l'éducation et de la santé, même si des efforts supplémentaires sont encore nécessaires dans ces domaines pour réduire les niveaux de pauvreté et créer des débouchés économiques pour la majorité de la population, qui reste exclue de la vie nationale. Ces dernières années, des progrès importants ont été réalisés en matière d'éducation, tels que la diminution du taux d'analphabétisme, mais l'accès à l'enseignement reste lié aux niveaux de revenu, au sexe, à l'origine ethnique et à la localisation géographique. La qualité de l'enseignement est préoccupante, en particulier en ce qui concerne la désuétude et la centralisation excessive des programmes scolaires, peu en phase avec les réalités locales et les besoins du marché du travail. De même, dans le domaine de la santé, divers indicateurs montrent une nette amélioration, mais les populations rurales les plus pauvres ont un accès limité à des soins de bonne qualité. La majorité significative (entre 64 et 67 %) en faveur des trois propositions soumises à referendum en fin 2006, toutes dirigées à augmenter l'investissement social en particulier en santé, éducation, et réactivation économique, donne au gouvernement Correa un mandat clair pour faire des efforts dans ces secteurs. Une réforme du secteur public, qui vise à rendre la gestion des affaires publiques plus efficace, est en cours depuis plusieurs années. Ses résultats sont encore inégaux et les efforts déployés présentent un certain manque de continuité.

### **3. ANALYSE DE LA SITUATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE**

#### **3.1 La situation politique**

Après avoir connu une succession de régimes militaires, l'Équateur est revenu à un régime démocratique en 1979, mais pâtit d'un système judiciaire très politisé et d'une instabilité politique chronique particulièrement marquée ces dix dernières années. Depuis l'achèvement du mandat du président Durán Ballen en 1996, aucun président élu de l'Équateur n'est parvenu à la fin de son mandat. Avec la démission forcée du président Gutiérrez en avril 2005, ce fut la troisième fois en dix ans qu'un président équatorien a été contraint de quitter ses fonctions. L'Équateur traverse une période de transition marquée par une question centrale concernant le système politique: comment les institutions actuelles peuvent-elles adopter les réformes nécessaires à une gouvernance démocratique efficace du pays?

L'Équateur montre tous les signes typiques d'une gouvernance faible, notamment les fréquents changements de président, de ministres et des fonctionnaires responsables des politiques au sein des ministères. La politique équatorienne est dominée par la fracture entre le haut pays et les régions côtières, et par les divisions régionales au sein des partis politiques. Les partis traditionnels sont une source importante de problèmes de gouvernance, car ils sont les héritiers de la tradition des fiefs locaux et manquent de politiques clairement définies et de structures de représentation consolidées. Les principaux d'entre eux traversent de graves crises qui remettent en cause leur crédibilité, leur légitimité et leur efficacité, et qui sont exacerbées par la primauté des intérêts privés et du régionalisme. Malgré ces problèmes, les six plus grands groupes politiques dominent les travaux du Congrès. En outre, alors que le pays connaît de profondes fractures sociales, ethniques et régionales, l'actuelle Constitution équatorienne contient des dispositions qui ont tendance à provoquer des conflits plutôt qu'à

favoriser la collaboration entre l'exécutif et le législatif, ce qui crée un manque de confiance généralisé dans les institutions démocratiques.

L'ancien Président Alfredo Palacio n'a pas été capable de réaliser les engagements qu'il avait pris à son arrivée au pouvoir en 2005, lorsqu'il avait promis de "refondre la République" à travers une réforme politique et constitutionnelle. La tâche de mener à bien la réforme politique incombe donc au gouvernement de Rafael Correa qui exercera le pouvoir à partir de janvier 2007. Selon la mission d'observation électorale de l'OEA, les élections de 2006 ont obéi aux standards nationaux et internationaux. Cependant, comme mentionné au chapitre 2 ci-dessus, le résultat risque de rendre difficile la collaboration entre la Présidence et le Congrès. Si la proposition de Correa de convoquer une assemblée constituante est approuvée, cela pourrait permettre une amélioration de la démocratie en Équateur; mais de tels processus délibératifs comportent aussi des risques.

Dépassé et désorganisé, le système judiciaire est peu crédible et ne présente qu'une faible capacité à remplir correctement son rôle de garant de l'État de droit. Il est également très politisé, bien que la nomination des membres de la Cour suprême en 2005 sur la base du mérite signifie peut-être la fin d'une époque et l'amorce d'une volonté d'amélioration dans ce domaine. Non seulement ces problèmes réduisent l'accès des citoyens à la justice, mais ils font également obstacle aux investissements nationaux et étrangers, qui sont cruciaux pour le développement durable des ressources naturelles et économiques de l'Équateur, en particulier pour l'industrie pétrolière, qui est la principale source de revenus du pays et dont les résultats en termes de productivité et de rentabilité sont cependant médiocres, à cause de l'insuffisance des niveaux d'investissement.

Parallèlement – peut-être justement à cause des moyens limités des organes politiques nationaux (le Congrès, les ministères) –, la capacité de gestion des autorités locales, notamment aux niveaux provincial et municipal, s'est remarquablement améliorée ces dernières années. Les organisations nationales qui représentent les pouvoirs locaux, le Concope et l'AME, militent pour une plus large redistribution des compétences administratives et financières, extrêmement limitées jusqu'ici, ainsi que pour des améliorations dans l'assiette et la collecte des impôts locaux.

L'une des conséquences de la série de facteurs décrits ci-dessus est que la grande majorité des populations indigènes, Afro-équatoriens et métis, ne disposent que d'une représentation politique limitée. Ils n'ont jamais eu la possibilité d'exprimer leurs aspirations sociales et politiques au sein des partis traditionnels, qui ont toujours été dominés par de petits groupes d'influence inamovibles. Lors des élections de 2002, l'alliance entre le parti qui représentait le mieux les populations indigènes (Pachakutik) et le candidat Lucio Gutiérrez a finalement été un échec. Tant qu'une grande majorité de la population sera exclue du processus politique national, la stabilisation et le fonctionnement efficace de la démocratie équatorienne seront difficilement concevables, même si ces catégories participent de plus en plus à la gestion locale.

Le processus de décentralisation, qui est à l'ordre du jour du gouvernement depuis plusieurs années, n'avance pas, et, malgré les résultats positifs obtenus précédemment par des pouvoirs locaux qui avaient assumé une certaine responsabilité dans la fourniture de services à leurs administrés, les ministères concernés ne cachent pas leur réticence face à la décentralisation de la fiscalité et d'autres compétences.

L'Équateur, qui partage de longues frontières avec la Colombie au nord et le Pérou à l'est et au sud, accorde une grande importance à ses relations avec ses voisins latino-américains. Depuis les accords de paix signés en 1995 avec le Pérou, des progrès notables ont été accomplis en faveur de l'amélioration de l'intégration le long de leur frontière commune. En revanche, les graves problèmes qui affectent la Colombie – la drogue, les FARC, le Plan Colombie – se répercutent de plus en plus en Équateur, qui est contraint d'accueillir un grand nombre de personnes déplacées et d'augmenter les effectifs de ses forces de sécurité à la frontière. Les relations entre les deux pays ont connu quelques moments difficiles ces dernières années. Les relations de l'Équateur avec l'Union européenne sont globalement bonnes. Des contacts ont eu lieu aux sommets CE-Amérique latine à Madrid (2002), à Guadalajara (2004) et à Vienne (2006) et lors des réunions du groupe ministériel UE-Communauté andine et UE-Rio en 2003 et 2005. Des membres de la délégation du Parlement européen pour les relations avec les pays de la Communauté andine ont effectué une visite en Équateur en novembre 2005.

À partir de 2007, l'Équateur devra relever les défis de l'amélioration de la stabilité et de l'efficacité des politiques publiques, de la mise en œuvre correcte du processus de décentralisation (y compris une redistribution régionale adéquate) et du renforcement de la représentativité politique, possiblement au moyen d'une assemblée constituante. Parallèlement, le pays doit faire face à de nombreux autres défis relatifs au maintien de la démocratie et de la paix sociale et à l'amélioration de l'inclusion sociale, notamment de ses populations indigènes et afro-équatoriennes.

### **3.2 La situation économique**

L'Équateur est un petit pays (256 370 km<sup>2</sup>) dont le nombre d'habitants était estimé à 13,2 millions en 2005. À la suite de la grande crise économique de 1998-2000, qui avait entraîné la fermeture de plusieurs banques, l'économie a été dollarisée en 2000. Cette décision a contribué à stabiliser la situation macroéconomique, notamment en jugulant l'inflation, qui atteignait 91 % en 2000, et a permis d'atteindre un taux de croissance significatif. Le PIB a augmenté de 5,4 % en 2001, soit le pourcentage le plus élevé en Amérique du Sud. Après un ralentissement en 2002 et 2003, sa croissance a atteint 6,6 % en 2004. Il faut cependant signaler que cette récente augmentation est principalement due aux prix très élevés du pétrole, car la croissance du PIB hors pétrole n'a pas dépassé 2 %, soit légèrement plus que le taux de croissance de la population, qui était de 1,6 % en 2004. La production pétrolière a nettement augmenté grâce à la mise en service d'un deuxième oléoduc en 2003. Cependant, si l'Équateur engrange des bénéfices quand les prix du pétrole sont élevés, il est aussi extrêmement vulnérable aux chocs économiques externes, en raison de l'importance relativement élevée du pétrole pour les revenus du pays. Bien qu'elle ait eu des conséquences négatives sur certains secteurs de l'économie, du fait de l'augmentation des prix qu'elle a dans un premier temps entraînée et de l'appréciation réelle de la monnaie, la dollarisation a permis l'émergence d'un cadre macroéconomique axé sur la stabilité.

Malgré la situation précaire de son économie, l'Équateur fait partie des pays à revenu moyen et était classé 83<sup>e</sup> sur 177 pays dans [l'indice de développement humain du PNUD](#) pour 2006; il était classé 100<sup>e</sup> en 2004. En 2005, l'Équateur affichait un PIB par habitant de 2 429 dollars par an. Les niveaux des investissements étrangers et des transferts en dollars venant de l'étranger sont élevés, bien que les investissements directs étrangers (IDE) restent nettement inférieurs au potentiel qui existe. Le programme de la politique économique des gouvernements successifs est principalement déterminé par le désir de recevoir l'approbation

du FMI afin de débloquent la possibilité d'obtenir des prêts auprès de créanciers multilatéraux, tels que la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement.

### **3.3 Le commerce extérieur**

Les principales recettes des exportations émanent des produits suivants: le pétrole et ses dérivés, les bananes et les bananes plantain, les fleurs fraîches, les crevettes et le thon frais et transformés, le cacao et le café. L'Équateur est le premier exportateur mondial de bananes et le quatrième plus gros exportateur latino-américain de pétrole brut, qui représente 25 à 30 % des revenus de l'État. Les recettes du tourisme ont aussi augmenté fortement ces dernières années.

Les États-Unis sont le principal partenaire commercial de l'Équateur, mais quelque 13,6 % de ses exportations – principalement des bananes, des crustacés et des fleurs – et environ 12,4 % de ses importations s'effectuent avec l'Union européenne. En 2004, ses importations ont augmenté de 8,4 %, soit près de deux points de pourcentage de plus que la croissance du PIB. Ses exportations vers l'UE représentaient une valeur de 1 229 millions d'euros, tandis que ses importations en provenance de l'Union s'élevaient à 718 millions d'euros. Ces chiffres ont permis à l'Équateur d'afficher une balance commerciale excédentaire de plus de 500 millions d'euros. Grâce à la clause de la nation la plus favorisée et au SPG Plus, 87 % des exportations de l'Équateur vers l'UE sont exemptées de droits de douane. Les principaux partenaires commerciaux européens du pays sont l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la France et la Pologne.

L'Équateur a joué un rôle actif dans les négociations commerciales, y compris celles qui ont eu lieu dans le cadre du processus d'évaluation commune de l'intégration économique régionale entre l'Union européenne et la Communauté andine (voir le point 4.3 ci-dessous), entre la Communauté andine et le Mercosur, et au niveau bilatéral avec d'autres pays. Des statistiques provisoires indiquent que les résultats commerciaux de l'Équateur au sein de la Communauté andine, surtout en ce qui concerne les échanges avec la Colombie et le Pérou, ont connu une amélioration significative au cours des neuf premiers mois de 2005. Ses transactions commerciales intracommunautaires ont connu un accroissement de 64 %, ce qui place le pays au troisième rang, avec 12 % du total du commerce intracommunautaire (derrière la Colombie avec 48 % et le Venezuela avec 21 %). L'Équateur a réalisé des progrès marquants dans ses négociations en vue d'un accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis, mais des obstacles majeurs subsistent, notamment sur le plan des droits de propriété intellectuelle et sur des dossiers agricoles délicats, et l'opposition équatorienne rend peu probable la signature d'un ALE avant l'entrée en fonction d'un nouveau gouvernement en 2007.

De plus, la faiblesse de la gouvernance équatorienne exerce un impact négatif sur son intégration avec les autres pays andins, surtout en ce qui concerne ses relations économiques et commerciales. N'étant pas assez compétitif, l'Équateur est dans l'incapacité de tirer pleinement parti des perspectives commerciales qu'ouvrent la baisse des tarifs douaniers et l'assouplissement des autres obstacles qui le séparent de ses partenaires commerciaux. Potentiellement, les petites et moyennes entreprises des secteurs agricole et agroalimentaire sont parmi les plus compétitives, mais elles ont besoin d'être modernisées et réclament un contexte commercial plus favorable.

### 3.4 Le contexte social

Les pouvoirs publics, tant au niveau central que local, doivent répondre aux besoins d'une société très inégalitaire et très exclusive, où les richesses sont concentrées entre les mains d'une petite minorité de la population et où le coefficient Gini est de plus en plus médiocre. Comme dans beaucoup de pays latino-américains, l'État équatorien ne joue qu'un rôle limité dans la redistribution des richesses, et les dépenses publiques en faveur des programmes sociaux sont faibles. L'Équateur affiche en effet l'un des ratios de dépenses sociales par rapport au PIB les plus faibles d'Amérique latine. En moyenne, au cours de la dernière décennie, les dépenses sociales représentaient 4,7 % du PIB, un pourcentage insuffisant compte tenu de l'absence de croissance du PIB (dans le secteur non pétrolier). En conséquence, le PIB réel par habitant n'a pas connu de hausse significative depuis les années 80. Les avancées dans le domaine social ont également été freinées par le fait que les investissements sociaux limités consentis dans ce domaine n'étaient pas ciblés adéquatement.

Malgré des progrès importants sur le plan macroéconomique, une large proportion de la population vit encore dans la pauvreté ou dans une extrême pauvreté. Les chiffres disponibles ne sont pas fiables, mais on estime que 40 à 70 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté (suivant que la méthode d'évaluation repose sur le niveau des revenus ou sur les besoins fondamentaux non couverts). Le pourcentage de la population vivant en situation d'extrême pauvreté pourrait atteindre 25 %. Les indigènes et les Afro-équatoriens sont affectés de manière disproportionnée par la pauvreté et l'exclusion sociale. Par ailleurs, le taux de natalité du pays est élevé, surtout dans les couches les plus pauvres de la société, et le chômage et le sous-emploi augmentent constamment. Cette situation conduit de nombreux Équatoriens à chercher des débouchés économiques hors de leur lieu d'origine, à se déplacer des campagnes vers les villes et à quitter l'Équateur pour les États-Unis et l'Union européenne (notamment l'Espagne et l'Italie). Les envois de fonds des émigrants, qui sont la deuxième source de revenus du pays après le pétrole, se sont élevés au total à 2 005 millions de dollars en 2005, soit 6,4 % du PIB. Les déplacements massifs de population, tant internes qu'externes, qui caractérisent le pays posent des défis supplémentaires sur le plan du morcellement des familles, de la fuite des cerveaux, etc. Toutefois, à certains égards, les migrations externes ont aussi joué le rôle de soupape de sécurité en réduisant la pression sociale et politique qui pourrait, sinon, devenir ingérable, en l'absence de changements politiques profonds.

Comme dans beaucoup de pays latino-américains, les inégalités sociales sont importantes en Équateur: les 20 % les plus pauvres de la population ne reçoivent que 1,7 % du revenu total. Le coefficient Gini du pays est passé de 0,43 en 1995 à 0,57 en 2001 (une valeur de 0 indique une répartition parfaitement égale, tandis qu'une valeur de 1 correspond à une répartition totalement inégale). L'inégalité des revenus et des salaires s'aggrave également: en 1990, les 20 % les plus riches de la population active avaient un revenu 9,11 fois plus élevé que les 20 % les plus pauvres, et cette proportion est passée à 12,26 en 2002. L'exclusion et l'inégalité sont fondamentalement liées à la pauvreté, au lieu de résidence, à l'origine ethnique, à l'âge et au sexe. Être femme, pauvre, indigène ou noir, et/ou habiter dans une zone rurale sont autant de facteurs qui limitent l'accès aux infrastructures et à l'activité économique, ce qui prouve que les politiques sociales passées ont échoué à intégrer ces catégories de la population.

Le conflit colombien a un impact social grandissant en Équateur. Avec au moins 370 000 Colombiens, selon les estimations, résidant en Équateur en 2005 - dont 45 000 réfugiés recensés – certaines tensions sociales sont de plus en plus apparentes. De nombreux réfugiés et immigrants colombiens ont des compétences entrepreneuriales qui leur permettent de jouer un rôle croissant dans le secteur commercial équatorien. Cette tendance peut être source de tensions avec la population d'accueil, d'autant que certains préjugés tiennent les Colombiens pour responsables d'activités criminelles en Équateur. En outre, il a été démontré que, même à Quito, des groupes armés colombiens exercent des activités illégales, poursuivant notamment des personnes qui se sont réfugiées en Équateur pour tenter de leur échapper.

### **3.5 La situation environnementale**

L'Équateur est un pays soumis à des événements géophysiques et météorologiques extrêmes, comme le phénomène cyclique dit «*El Niño*», les éruptions volcaniques et les tremblements de terre. Le pays possède aussi d'immenses richesses naturelles, une grande biodiversité, des ressources hydrologiques et minérales abondantes et un potentiel énergétique considérable, le pétrole représentant une des ressources les plus importantes. La majeure partie du patrimoine naturel est bien conservée, bien que la déforestation et la gestion médiocre des forêts suscitent de sérieuses préoccupations. Le pays dispose d'un cadre réglementaire approprié – pas toujours appliqué adéquatement – et diverses organisations non gouvernementales très actives mettent en lumière les problèmes environnementaux. De plus amples informations sur ces questions sont exposées à l'annexe 4, «Profil environnemental de l'Équateur».

En ce qui concerne les accords internationaux conclus dans le domaine de l'environnement et du développement durable, l'Équateur a ratifié les principales conventions (biodiversité, désertification, changement climatique), notamment le protocole de Kyoto en 1999. Il s'est doté d'une législation, de stratégies et de plans environnementaux qui remontent au début des années 80. Toutefois, les derniers gouvernements ont accordé peu de place aux enjeux et aux politiques dans ce domaine et le ministère de l'environnement est inefficace.

Le changement climatique fait peser de graves menaces sur les habitants et les écosystèmes du pays, ainsi que sur des activités économiques importantes, comme l'agriculture et l'écotourisme. Les effets nocifs du changement climatique se manifestent dans une série de phénomènes, comme les inondations de plus en plus préoccupantes causées par *El Niño* et, par exemple, l'accélération de la fonte des glaciers tropicaux, qui a pour effet de réduire à la fois l'approvisionnement en eau de certaines villes et la capacité de production hydroélectrique du pays, tout en menaçant le fragile écosystème du *páramo*. L'Équateur a besoin de soutien pour poursuivre ses efforts d'adaptation et de maîtrise des effets du changement climatique.

### **3.6 L'évaluation du processus de réforme**

De janvier 2003 à avril 2005, le gouvernement de M. Lucio Gutiérrez a été caractérisé par l'absence d'objectifs politiques clairs et par des changements répétés d'alliances politiques qui ont empêché l'application des réformes promises pendant la campagne électorale. La nature transitoire du gouvernement Palacio d'avril 2005 à janvier 2007 a rendu impossible la mise en œuvre de réformes structurelles. Toutefois, certains des changements, décrits ci-dessous, qui sont intervenus durant cette période, peuvent être considérés comme les conditions préalables nécessaires au lancement d'une réforme significative au niveau sectoriel.

L'indépendance du système judiciaire est un des défis majeurs que l'Équateur doit relever. Le principal déclencheur de la démission forcée de l'ex-président Gutiérrez a été les manœuvres politiques par lesquelles il a cherché à bloquer les tentatives de réforme de la **Cour suprême**, dont le point culminant a été la décision de destituer tous ses membres. En mai 2005, le Congrès a adopté la législation établissant une nouvelle procédure de sélection des juges de la Cour suprême, qui implique la participation de la société civile et un comité de sélection soumis à une supervision internationale. Cette procédure s'est clôturée avec la nomination de 31 nouveaux juges qui ont prêté serment en novembre 2005. Elle a ouvert la voie à un processus de réforme approfondie du système judiciaire et a permis à d'autres institutions, notamment le Médiateur et le Tribunal constitutionnel, de recommencer à fonctionner en 2006.

L'Équateur a créé un mécanisme spécial, le **Fonds de stabilisation, d'investissement social productif et de réduction de la dette publique** (Feirep), pour répartir entre divers secteurs spécifiques les recettes publiques supplémentaires générées par les différentiels entre le prix réel des exportations de pétrole et le prix notionnel utilisé lors de l'élaboration du budget national. Jusqu'à la mi-2005, 70 % des ressources du Feirep ont été affectées au remboursement de la dette extérieure, 20 % à la compensation des variations du prix du pétrole et 10 % aux dépenses sociales. En juillet 2005, le Congrès a adopté une loi pour modifier la répartition entre ces utilisations et en ajouter de nouvelles, comme suit: 35 % de crédits à la production, 30 % pour des dépenses sociales accrues, 20 % pour compenser les variations du prix du pétrole, 5 % pour la recherche scientifique, 5 % pour le réseau routier, 5 % pour le redressement social et environnemental. Cette loi modifie également les règles d'application de la limite d'augmentation annuelle du budget, fixée à 3,5 %. Son impact le plus important pourrait concerner les dépenses sociales, une proposition combinée à l'intention de réduire la dépendance à l'égard de la dette extérieure pour financer les dépenses sociales et à un réexamen des stratégies des organismes financiers internationaux.

Grâce à une coordination étroite avec la communauté internationale des donateurs et au soutien de celle-ci en 2004, le gouvernement est parvenu à présenter en février 2005 son premier rapport sur l'avancement de la concrétisation des **Objectifs du Millénaire pour le Développement** (OMD) et, en juillet 2005, il a pris un décret instaurant le secrétariat national des OMD (SODEM) et a inscrit ces objectifs parmi ceux de la politique nationale. Ces initiatives ont suscité des attentes chez les donateurs internationaux, mais des problèmes majeurs restent à résoudre, entre autres la duplication des efforts, le manque de coordination entre le secrétariat technique des affaires sociales, le secrétariat national de la planification et du développement (SENPLADES) et l'institut équatorien de la coopération internationale (INECI), ainsi qu'une certaine inertie ministérielle, notamment en matière d'éducation, ce qui pourrait entraver l'avancement sur la voie des OMD.

### **3.7 Les questions transversales**

#### **3.7.1 Démocratie et bonne gouvernance**

La situation sociale et politique en Équateur est complexe et les causes potentielles de conflit sont nombreuses: sociales, économiques, politiques, géographiques, ethniques, culturelles, etc. La quasi-totalité des situations conflictuelles partagent cependant deux origines structurelles communes: d'une part les phénomènes persistants de l'exclusion, de la pauvreté et des inégalités, qui touchent une grande majorité de la population, et d'autre part la faiblesse institutionnelle profondément enracinée et l'absence consécutive d'instruments propres à gérer les crises. Au cours de la dernière décennie, le pays a connu une augmentation très marquée

des conflits. Le maintien de la démocratie et de la gouvernance constitue donc un défi important. La prévention des conflits a été un objectif indirect de la coopération de la CE en Équateur. Elle devrait néanmoins bénéficier d'une plus grande priorité et d'une plus grande attention dans le contexte des activités de coopération internationale, et des instruments spécifiques visant à traiter les causes structurelles de ces conflits tout en promouvant la bonne gouvernance et en renforçant la démocratie. Cet aspect est analysé plus en détail aux chapitres 4 et 5 ci-dessous.

### **3.7.2 Les droits de l'homme, incluant les droits des enfants et de la jeunesse**

L'Équateur possède un cadre constitutionnel et juridique adéquat qui définit les droits de l'homme et les mécanismes qui garantissent leur protection. La loi prévoit la nomination d'un médiateur pour les droits de l'homme, dont le travail est complété par plusieurs ONG respectées. Dans l'ensemble, le gouvernement respecte les droits de l'homme et des citoyens. L'Équateur a ratifié la plupart des accords, conventions et protocoles internationaux en la matière. Toutefois, des ONG nationales et internationales ont exprimé leur préoccupation concernant certains problèmes spécifiques, probablement dus à l'insuffisance des moyens institutionnels et financiers.

Dans des rapports publiés en 2003 et 2004, Amnesty International (AI) soulève le problème du système des tribunaux de police, qui fait partie d'une «juridiction spéciale» responsable des poursuites judiciaires contre les policiers, affirmant que ce système a facilité, et dans certains cas provoqué, l'impunité lors du traitement de plaintes pour violation des droits de l'homme. Les conditions des détenus en Équateur sont médiocres et donnent lieu à des mutineries fréquentes et parfois prolongées, et également à des manifestations de la part des gardiens. Les plaintes concernant des actes de torture et autres mauvais traitements infligés à des détenus ne sont pas inhabituelles, mais aboutissent rarement au jugement et à la condamnation des présumés coupables.

Environ 34 % des jeunes âgés de 10 à 14 ans ont un travail rémunéré, ce qui est un des taux les plus élevés de main-d'œuvre enfantine en Amérique latine. Le grand nombre d'enfants qui travaillent dans les plantations de bananes a fait l'objet d'un rapport critique de Human Rights Watch (HRW) publié en 2002. HRW continue à affirmer que les mesures prises par les autorités équatoriennes pour appliquer les recommandations du rapport sont insuffisantes. En 2003, l'Organisation internationale du travail (OIT) a estimé que plus de 5 000 mineurs étaient exploités à des fins de prostitution en Équateur. Selon le rapport 2005 du Département d'État américain sur la traite des êtres humains, l'Équateur enregistre de mauvais résultats, en tant que pays source, de transit et de destination pour les personnes faisant l'objet d'un trafic à des fins d'exploitation sexuelle ou de travail forcé. Il note que les autorités équatoriennes ont entamé l'élaboration d'un plan de lutte contre la traite d'êtres humains, l'exploitation sexuelle des enfants et le travail infantile. Les pouvoirs publics travaillent en collaboration avec des organisations internationales comme l'OIT sur des programmes visant à maintenir les enfants à l'école et aider ceux qui sont menacés par le travail infantile, mais doivent encore mettre en œuvre des mesures de prévention axées sur la traite des êtres humains.

### **3.7.3 Les droits des populations indigènes**

La population indigène équatorienne est composée d'onze nationalités différentes, qui représentent environ 25 à 40 % de la population totale. L'ethnie la plus importante est celle des Quechuas des Andes, qui compte plus de 2 millions de personnes et comprend plusieurs catégories distinctes, qui ont chacune leur spécificité culturelle (par exemple les Otavaleños, les Salasacas ou les Saraguros). Plusieurs autres ethnies moins nombreuses (Quechuas des

basses terres, Shuar, Achuar, Huaorani, Záparo, Cofán, Siona, Secoya et Awá) vivent dans le bassin de l'Amazonie et dans certaines régions de la côte du Pacifique. L'Équateur possède également une communauté afro-équatorienne assez importante, estimée à 5 à 10 % de la population totale, qui vit principalement dans les agglomérations, notamment dans les villes du littoral et aussi dans la province côtière d'Esmeraldas, dans le nord du pays, et dans la haute vallée de Chota.

Depuis le début des années 90, les populations indigènes équatoriennes sont de mieux en mieux représentées et actives au sein d'une série d'organisations au niveau local, provincial, régional et national. La Confédération des ethnies indigènes d'Équateur (Conaie), qui joue un rôle important dans la défense des droits des indigènes, a acquis de l'influence au fil du temps, surtout au cours de la dernière décennie, où elle s'est alliée à des formations de gauche non indigènes pour former le parti politique Pachakutik. Depuis lors, la participation des indigènes à la gouvernance au niveau local et régional a notablement augmenté, et la bonne gestion de plusieurs entités locales dirigées par le Pachakutik a été reconnue à l'échelle nationale et internationale. De janvier à août 2003, le gouvernement Gutiérrez s'est appuyé sur une alliance avec le Pachakutik, les postes ministériels clés des affaires étrangères et de l'agriculture étant attribués à des indigènes équatoriens. Bien que cette période se soit terminée dans la discorde et qu'elle ait conduit à des remises en question difficiles au sein de la Conaie, elle constitue néanmoins une expérience précieuse, car les indigènes équatoriens s'engagent de plus en plus dans le processus politique à tous les niveaux. Il sera vital d'incorporer dans la formulation et la mise en œuvre de la coopération financière 2007/2013 des actions pour prendre en compte et promouvoir les droits des peuples indigènes.

#### **3.7.4 L'égalité hommes-femmes**

L'Équateur a progressé sur la voie de la réduction des disparités entre les hommes et les femmes et dans le traitement des aspects du développement liées au sexe. La société civile est forte et les organisations non gouvernementales de femmes, notamment, sont parvenues à faire inscrire leurs préoccupations au programme politique. L'existence et l'influence du *Consejo nacional de la Mujer* (CONAMU, Conseil national des femmes), un organe quasi public, sont dues en grande partie aux efforts d'organisations de la société civile. Par rapport aux organismes du même type qui existent dans d'autres pays, le Conamu fonctionne bien et est parvenu à nouer, dans le secteur public, des alliances précieuses qui ont débouché sur des initiatives innovantes en matière d'égalité hommes-femmes. Cet enjeu semble être beaucoup mieux intégré aux programmes publics que dans de nombreux autres pays.

L'accès et le recours aux méthodes de planning familial ont augmenté, ce qui a fait baisser le taux moyen de fécondité de 5,0 naissances par femme dans les années 80 à 2,8 aujourd'hui. Cependant, cette diminution n'a pas été uniforme: les femmes au faible niveau d'éducation et celles vivant dans les zones rurales conservent un taux de fécondité très élevé (6,2 enfants en moyenne, contre 2,1 pour les femmes mieux éduquées). Les grossesses précoces sont en augmentation et un cinquième de toutes les adolescentes ont eu au moins une grossesse avant l'âge de 19 ans. Les grossesses précoces sont courantes chez les jeunes filles vivant dans les zones rurales et dans la région amazonienne et chez celles qui sont peu ou pas éduquées. Le ratio de mortalité maternelle est de 130 décès pour 100 000 naissances d'enfants vivants, mais dans certaines zones montagneuses isolées, on estime qu'il est encore plus élevé.

Le fossé entre les sexes en matière de scolarisation et de réussite scolaire a diminué de manière significative. L'enseignement primaire est désormais quasiment universel, et des chiffres récents indiquent que les filles bénéficient en moyenne de 7,0 années d'éducation,

contre 7,4 pour les garçons, mais les taux d'abandon et de redoublement sont plus élevés chez les garçons que chez les filles. Toutefois, le système scolaire continue de traiter différemment les filles et les garçons. La participation des femmes au marché du travail a augmenté régulièrement au cours des deux dernières décennies, tandis que celle des hommes a décliné. Néanmoins, la proportion d'hommes dans la main-d'œuvre reste prédominante. Du fait des différences de socialisation entre les sexes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système scolaire, les filles continuent à suivre des cursus différents de ceux des garçons, ce qui nuit à leurs perspectives d'emploi, leur potentiel de revenus et, au fil du temps, leur bien-être et celui de leurs familles. Dans le monde rural, les femmes jouent, dans la production agricole vivrière et commerciale, un rôle crucial qui est de plus en plus reconnu et apprécié, bien que certains programmes ruraux de développement aient été lents à reconnaître la «féminisation» croissante de l'agriculture. La répartition des terres – surtout dans la plaine côtière – a été faite à l'avantage des hommes.

Malgré les avancées législatives et les campagnes de prévention, la violence masculine à l'égard des femmes et à l'égard des enfants des deux sexes reste importante: on estime que le pourcentage de victimes de violences physiques domestiques est de 60 %. Bien que le nombre de femmes au Parlement et dans les autres organismes publics ait augmenté, la participation et la représentation politiques continuent à être des domaines essentiellement masculins. Globalement, le débat sur l'égalité des sexes dans le contexte de la lutte pour les droits des populations indigènes est inexistant. Il sera essentiel d'incorporer dans la formulation et la mise en œuvre de la coopération financière 2007/13 des actions qui prendront en compte l'égalité hommes-femmes et la promotion des droits des femmes et des jeunes filles.

### **3.7.5 Durabilité environnementale**

La situation de l'environnement en Équateur est décrite dans le chapitre 2.5 ci-dessus. En plus des inquiétudes soulignées dans ce chapitre, le pays doit faire face à plusieurs autres menaces graves notamment : la déforestation intensive (due principalement aux défrichements pour l'agriculture, à l'exploitation forestière et à l'exploitation des hydrocarbures), la perte significative de biodiversité, la pollution des sols et des eaux (due surtout à l'extraction minière et aux hydrocarbures), l'érosion des sols, causée par de mauvaises pratiques agricoles dans les zones vulnérables, et qui aboutit à la désertification), la faible capacité des institutions à assurer la mise en œuvre du cadre juridique et le manque de moyens au niveau local et national pour développer et soutenir une gestion efficace de l'environnement, tant en général que dans les zones sensibles, comme l'Amazone et les îles Galapagos. Le défi consiste à tenter de résoudre l'ensemble de ces problèmes sur la base d'un modèle d'aménagement et de gestion du territoire qui favorise une prise de conscience des questions d'environnement et le développement durable, veille à intégrer la réduction des risques de catastrophe dans toutes les activités, garantisse l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et, le cas échéant, protège les droits des populations indigènes et afro-équatoriennes vivant dans les zones concernées. Une attention particulière devra être accordée à la durabilité environnementale dans la formulation et la mise en œuvre de toutes les activités de la coopération financière de la CE pendant la période 2007 – 2013.

### **3.7.6 VIH et SIDA**

Selon le règlement ICD et la résolution du Parlement Européen sur le SIDA<sup>2</sup> qui appelle la CE à considérer le VIH/SIDA et la santé sexuelle et reproductive dans les documents de stratégie pays (DSP), l'agenda politique du gouvernement entrant pour ces sujets a été analysé ainsi que l'importance relative de ces inquiétudes en Équateur. Autour de 21.000 équatoriens (estimation UNAIDS) vivent avec le HIV/SIDA sur une population de 13.2 millions d'habitants. Jusqu'à la fin de 2006, des financements de plus de 16,3 million de dollars avaient été mis à disposition de l'Équateur par le Fonds Global de Lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria, pour la bataille contre le SIDA, desquels tout juste deux tiers avaient été dépensés. De plus, le VIH/SIDA et la santé sexuelle et reproductive ont été pris en compte dans le programme de santé de la CE en cours dans le cadre du DSP 2002-2006. Dans ces circonstances, et suivant le dialogue avec le gouvernement entrant, la CE ne propose pas de rendre prioritaire le VIH/SIDA dans son programme de coopération avec l'Équateur pendant la période 2007-2010. Cependant, le cas échéant, une attention particulière sera donnée pour combattre le VIH et le SIDA dans la formulation et la mise en œuvre des programmes de coopération financés par la CE pendant la période.

## **4. VUE D'ENSEMBLE DE LA COOPÉRATION COMMUNAUTAIRE PASSÉE ET ACTUELLE: COORDINATION ET CONTENU**

### **4.1 La coopération communautaire passée et actuelle**

#### **4.1.1 La coopération communautaire avec l'Équateur jusqu'en 2001**

Les relations avec l'Équateur ont commencé dans les années 70, avec le début du dialogue avec l'Amérique latine, et la CE s'est impliquée dans des activités de coopération dans ce pays dans le cadre du programme ALA à la fin de la décennie. Elle n'est devenue un des principaux donateurs du pays qu'à la fin des années 80. Sa contribution comprend principalement la coopération bilatérale, le financement d'organisations non gouvernementales et, depuis 2001, un vaste programme de sécurité alimentaire. Dans le cas de la coopération bilatérale, le bénéficiaire direct de tous les projets CE est le gouvernement équatorien via les ministères, les communes ou les organismes quasi non gouvernementaux, comme le Conseil de développement des ethnies et des peuples de l'Équateur (CODENPE). En outre, par l'intermédiaire de sa direction générale pour l'aide humanitaire (ECHO) qui a son bureau régional pour les Andes à Quito, la Commission européenne a débloqué des fonds pour l'aide d'urgence et pour la réduction des risques de catastrophe naturelle. Cette initiative a été particulièrement importante en raison de la vulnérabilité de l'Équateur à toute une série de catastrophes naturelles, notamment les éruptions volcaniques (plus de 30 % de la population vit dans une région risquée), les tremblements de terre, la sécheresse, la désertification, les glissements de terrain et le phénomène *El Niño*.

Dans les années 80 et 90, la coopération de la CE a été principalement destinée à des projets intégrés de développement rural dotés d'un volet spécifique sur l'égalité hommes-femmes, à des projets dans les domaines des infrastructures, de l'environnement et du renforcement des capacités, notamment au ministère des affaires étrangères et dans le secteur du tourisme, ainsi qu'à la coopération économique. À partir du milieu des années 90, la CE s'est impliquée dans le soutien de programmes de développement social mis en œuvre en collaboration avec les pouvoirs publics et incluant des projets dans les quartiers urbains défavorisés de Quito et de

---

<sup>2</sup> P6\_TA-PROV(2006)0526

Guayaquil, des projets en faveur des communautés rurales indigènes du Cotopaxi, et des programmes de santé et de développement rural dans la province d'Esmeraldas. Plus de 104 millions d'euros ont été octroyés à l'Équateur entre 1992 et 2000, dont 56,2 % ont été consacrés à la coopération financière et technique, 20,9 % aux projets mis en œuvre par des ONG, 6,1 % aux activités ECHO et 5,7 % aux programmes de préservation de la forêt tropicale (et 11,1 % aux divers autres programmes communautaires).

#### 4.1.2 La coopération communautaire avec l'Équateur entre 2001 et 2006

Le programme CE sur la sécurité alimentaire lancé en 2001 et doté de 16,5 millions d'euros destinés à aider le gouvernement à améliorer la disponibilité, l'accès et l'utilisation de produits alimentaires, en particulier dans les régions rurales, était important du point de vue de la coordination et de l'harmonisation des donateurs, étant donné qu'il est mis en œuvre via les ministères compétents (bien-être social et santé) et en partenariat avec un autre grand donateur (la Banque mondiale). Ce programme a été constamment et efficacement axé sur la réduction de la pauvreté, surtout à travers le programme pour la réduction de la pauvreté et le développement rural local (Prolocal). Des fonds indirects de sécurité alimentaire, utilisés pour mettre en œuvre des programmes gérés par des ONG, étaient attribués à sept projets représentant une valeur de 5,2 millions d'euros au moment de la rédaction du présent document.

Le document de stratégie 2002-2006, adopté en mai 2002, identifiait quatre secteurs prioritaires. La coopération de la CE se répartit entre les secteurs suivants:

- **l'aide à la réforme du secteur de la santé:** le programme d'aide au secteur de la santé en Équateur (PASSE) – contribution CE: 28 millions d'euros – vise à mettre en œuvre un modèle interculturel et intégré de soins, dans les domaines des soins de santé de base, de la promotion de la santé et de la prévention des maladies, en mettant l'accent sur les provinces des hautes terres de Cotopaxi, Chimborazo et Bolívar, qui comptent d'importantes communautés indigènes;
- **l'aide aux politiques environnementales** moyennant deux interventions: l'une pour soutenir le développement de l'autorité publique responsable de la gestion intégrée des ressources naturelles du bassin de la rivière Paute – contribution CE: 11 millions d'euros –, l'autre pour renforcer la capacité des institutions publiques à gérer les ressources naturelles de trois des provinces septentrionales du pays de manière durable et responsable – contribution CE: 17 millions d'euros;
- **l'aide à l'intégration physique régionale** pour favoriser les accords de paix entre le Pérou et l'Équateur et stimuler le développement des relations commerciales entre les deux pays en améliorant et en réparant l'axe routier Piura-Guayaquil – contribution CE: 26 millions d'euros pour le programme équatorien, plus 25 millions d'euros pour le programme péruvien;
- **la coopération économique:** le programme de coopération économique CE-Équateur (ExpoEcuador) soutient les améliorations du contexte économique qui contribueront à augmenter les flux du commerce et des investissements entre l'Équateur et l'Union européenne.

En ce qui concerne les activités menées dans le contexte de la communauté andine, la Commission européenne met en œuvre divers programmes visant à favoriser une plus grande implication de la société civile dans le processus d'intégration régionale et la mise en place

d'un marché commun andin, en améliorant les sources d'informations statistiques, l'assistance technique relative au commerce, l'harmonisation des règlements et des normes techniques, la politique de concurrence et la coopération douanière. D'autres projets visent à promouvoir la coopération régionale dans des domaines tels que la prévention des catastrophes et la lutte contre les drogues de synthèse. D'autres encore soutiennent le volet «sécurité» de la politique étrangère commune de la Communauté andine, encouragent la démocratie et les droits de l'homme et contrôlent les précurseurs chimiques.

#### **4.1.3 Les enseignements tirés**

Les enseignements de la coopération, qui sont présentés ci-dessous, reposent principalement sur des évaluations internes et sur les résultats de la préprogrammation demandée durant la rédaction du présent document. Au moment où nous écrivons, il n'existe que des évaluations externes limitées des programmes de coopération, qui sont actuellement en cours, à l'exception de l'évaluation du PROLOCAL entreprise conjointement avec la Banque mondiale en 2005 et dont les résultats ont servi à structurer l'analyse présentée ici. L'absence d'autres évaluations est dû en partie aux longs délais de mise en œuvre de plusieurs «anciens» programmes qui ont été adoptés avant 2001 mais n'ont pas démarré avant 2003 (deux programmes dans l'Esmeraldas, un dans le Cotopaxi et un à Guayaquil – voir le point 4.1.1 ci-dessus). Ces programmes devraient tous être évalués en 2006. Au moment de la rédaction du présent document, les nouveaux programmes qui avaient été approuvés à la suite de l'adoption du document de stratégie 2002-2006 (PASSE, les deux interventions environnementales et ExpoEcuador) en étaient encore au début de leur mise en œuvre et n'avaient pas encore fait l'objet d'une évaluation externe.

Une leçon fondamentale à retenir est que, malgré la vaste couverture géographique et sectorielle et l'ouverture de la délégation de la Commission en Équateur en juillet 2003 – deux facteurs qui ont fait connaître la CE en Équateur et qui lui ont permis de mieux appréhender les problèmes du pays –, le degré de cohérence et de coordination entre les interventions reste limité, et les moyens mis en œuvre pour lutter contre la pauvreté et atteindre les objectifs du millénaire pour le développement manquent de clarté.

Globalement, la coopération de la CE en Équateur a donné des résultats positifs mais, sauf dans le programme de sécurité alimentaire, il n'a guère été possible de surmonter les limitations inhérentes à l'approche par projets et d'ouvrir un dialogue politique avec le gouvernement sur les politiques sectorielles et leurs cadres institutionnels respectifs et sur les dispositions et les méthodes de mise en œuvre. Il s'agit d'un problème non seulement pour la CE, mais aussi pour tous les grands donateurs. L'instabilité politique prolongée qui prévaut depuis 1996 a conduit à une faiblesse chronique et à l'instabilité du cadre institutionnel et juridique de l'État, qui est la contrepartie de la CE pour tous les programmes de coopération bilatérale. Cette situation se reflète également dans la capacité limitée de l'Équateur à concevoir et à mettre en œuvre des plans concertés de développement national ou sectoriel. De plus, le manque permanent de fonds de contrepartie, que ce soit au niveau central, régional ou municipal, condamne les interventions de la CE à une mise en œuvre exagérément lente dans un contexte d'instabilité institutionnelle et l'oblige à limiter les objectifs initialement convenus.

Ces problèmes ont été particulièrement aigus dans le cas des actions de soutien aux politiques environnementales. Comme indiqué au point 3.5 ci-dessus, les derniers gouvernements n'ont guère accordé d'attention aux politiques et aux enjeux environnementaux et le ministère de l'environnement manque de fermeté. Ces faiblesses ont compliqué la mise en œuvre du programme concernant le bassin de la rivière Paute et font peser un risque sur l'avenir du programme qui vise à promouvoir la gestion durable des ressources naturelles dans les trois

provinces septentrionales. Ce programme, qui doit se poursuivre jusqu'au début de l'année 2011, a rencontré des problèmes importants tenant à l'absence de véritable cadre politique national.

Globalement, la mise en œuvre des programmes de coopération de la CE en Équateur a subi des retards importants ces dernières années. Ils sont dus avant tout à la grande instabilité de l'administration publique équatorienne, où les fréquents changements de ministres et de cadres aboutissent souvent à un bouleversement complet de l'ensemble des effectifs impliqués dans la mise en œuvre de la coopération. De plus, depuis 2003, les institutions publiques équatoriennes, faibles et instables, ont eu des difficultés à assumer les responsabilités supplémentaires imposées par l'application du nouveau règlement financier de la Commission. En outre, la capacité de la CE à fournir une aide et une assistance ciblées aux programmes de coopération en cours, surtout en matière financière, a été limitée du fait que les aspects des financements et des contrats relevant de sa délégation en Équateur sont gérés par la délégation régionalisée de la CE en Colombie.

#### **4.2 Les programmes des États membres de l'UE et des autres donateurs**

L'Équateur est un important bénéficiaire d'aides et de subventions remboursables accordées par des donateurs bilatéraux et multilatéraux (voir l'annexe 5). L'aide est répartie entre des interventions réalisées dans de nombreux secteurs et de nombreuses zones géographiques, ce qui constitue un cadre d'action très disparate. Du fait de cette situation et de la capacité institutionnelle limitée du gouvernement à harmoniser, coordonner et gérer cette aide, il est extrêmement difficile d'obtenir des données fiables. Les informations fournies dans ce chapitre et dans son annexe constituent donc uniquement les estimations les plus probables. Les efforts doivent être intensifiés pour créer une base de données pouvant servir d'appui à un meilleur dialogue entre le gouvernement équatorien et la communauté internationale. Un renforcement de la coordination et de la communication entre les donateurs et le gouvernement contribuerait aussi à éviter certains problèmes, comme celui des projets faisant double emploi, du double financement ou des situations où des personnes retirent des avantages inappropriés de la gestion simultanée de plusieurs projets.

Sept États membres de l'UE disposent de bureaux de coopération sur place et mettent en œuvre des programmes d'aide bilatérale en Équateur, les plus importants en termes de financement et de localisation stratégique étant ceux de l'Espagne, de l'Allemagne et de la Belgique. Les pays européens sont principalement actifs dans les domaines de la santé, de l'environnement, de l'éducation et du développement régional et local, tandis que les priorités clés des trois pays cités sont la gestion des ressources naturelles, le soutien à la société civile et la décentralisation. Aucun des États membres de l'UE impliqués dans la coopération avec l'Équateur n'adopte une approche sectorielle ni ne fournit de soutien budgétaire sectoriel. Bien que leurs interventions ne soient pas explicitement coordonnées avec celles de la Commission, il n'y a pas d'incohérence majeure entre elles. Les États membres tendent à confier cette gestion à leurs représentants sur place ou à des ONG européennes et locales, ce qui démontre leur confiance limitée dans la capacité des institutions équatoriennes à gérer des fonds et à faire face aux difficultés de mise en œuvre.

Les principales banques d'investissement multilatéral octroient à l'Équateur des prêts remboursables assortis de conditions préférentielles. Elles sont chapeautées par la Banque mondiale et la BID, qui canalisent leurs fonds vers différents secteurs, dont les principaux sont: la réduction de la pauvreté, le développement rural et communautaire, l'éducation, la santé, l'environnement, la modernisation de l'État et le renforcement des institutions. La SAD concentre ses actions sur l'éducation, l'environnement, la modernisation de l'État, le

commerce, l'eau et l'hygiène. Il s'agit généralement d'actions à grande échelle impliquant des dizaines de millions de dollars, presque toujours sectorielles, avec une tendance croissante à favoriser les SWAP, bien que la coopération à des projets ne soit pas exclue (voir l'annexe 5). Les Nations unies sont représentées en Équateur par neuf de leurs agences, parmi lesquelles l'Unicef, le PNUD et le HCR gèrent les programmes les plus importants, surtout sous la forme de projets plutôt que d'actions sectorielles.

Depuis 2003, la CE participe activement aux consultations thématiques (*mesas de concertación*) organisées par l'Institut équatorien de coopération internationale (INECI), une entité qui dépend du ministère des affaires étrangères et qui est responsable de la coordination de l'ensemble de la coopération au développement en Équateur. Il s'agit de forums d'information, de discussion et de programmation réunissant l'administration publique et les pays et organismes donateurs. Des consultations récentes sur la gouvernance et sur la lutte contre la pauvreté ont rassemblé les principaux organismes internationaux de coopération et ont joué un rôle important en stimulant le débat sur les progrès de l'Équateur vers la concrétisation des objectifs du millénaire pour le développement. Leur impact à long terme est toutefois souvent limité par l'instabilité politique et institutionnelle qui affecte l'Équateur depuis dix ans.

Malgré certaines difficultés à coordonner efficacement les activités de coopération de l'Union européenne en Équateur, l'élaboration du présent document a été pour la CE une réelle occasion d'approfondir et de renforcer le dialogue avec les États membres ainsi qu'avec les autorités et les organisations de la société civile équatoriennes au sujet de la future orientation de la coopération communautaire et de l'amélioration de la cohérence et de la complémentarité avec certains des programmes des États membres. Des représentants de l'aide bilatérale suisse et canadienne, de l'USAID et du PNUD ont également participé à des séances de présentation et aux discussions sur un document préparatoire visant à cerner les domaines possibles de la coopération future.

### **4.3 La cohérence avec les politiques UE/CE**

#### *4.3.1 Le cadre général des relations politiques et autres*

Les échanges politiques entre l'Union européenne et l'Équateur ont lieu non seulement au niveau bilatéral, mais également dans le cadre des relations régionales UE-Communauté andine, notamment à travers le dialogue politique, le dialogue de haut niveau sur les drogues et l'accord-cadre de coopération. Depuis quelques années, la CE déploie des efforts importants pour soutenir l'intégration de l'Équateur au sein de la Communauté andine.

En mai 2004 à Guadalajara, lors de la réunion au sommet entre l'Union européenne et les dirigeants latino-américains, l'UE et la Communauté andine ont déclaré que leur objectif stratégique commun était de conclure un accord d'association englobant un accord de libre-échange entre les deux régions. Avant d'ouvrir des négociations dans ce sens et afin de favoriser le processus interne d'intégration économique régionale des Andes, une évaluation commune a été entreprise en 2005. À la suite de l'engagement pris à Guadalajara, mais en gardant à l'esprit la crise provoquée par le départ du Venezuela de la Communauté andine, lors du Sommet de Vienne en mai 2006, il a été convenu que l'UE et la Communauté andine chercheraient à clarifier et définir, dans un avenir proche, les bases d'une négociation permettant aux parties de participer pleinement, au bénéfice de tous. Après plusieurs semaines de coopération et de contacts diplomatiques, un rapport conjoint portant sur l'exercice d'évaluation a été adopté en juillet 2006 et vers la fin de 2006 les perspectives de lancement des négociations semblaient très prometteuses.

Dans un contexte bilatéral, l'Union européenne a délégué une mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOE) pour surveiller les élections présidentielles et législatives équatoriennes à la fin 2002. Cette mission a conclu que, même si des améliorations pouvaient être apportées dans certains domaines, le processus électoral s'était déroulé conformément aux normes internationales et à la législation nationale. L'UE a publié trois déclarations présidentielles entre 2003 et 2005, qui exprimaient chacune, à des degrés divers, sa préoccupation quant à la protection et au renforcement de la démocratie, des institutions démocratiques et de l'État de droit, tout en soulignant l'importance du dialogue pour promouvoir la réalisation de réformes avisées et efficaces, ainsi que la stabilité politique et économique et la cohésion sociale.

Au début du 21<sup>e</sup> siècle, les relations entre l'UE et l'Équateur ont été dominées par le développement de la dimension de la coopération et par les questions commerciales et agricoles, notamment les exportations de bananes équatoriennes vers l'Union. L'émigration est également devenue un dossier important, étant donné le grand nombre d'Équatoriens qui vivent dans l'UE et qui effectuent des transferts substantiels de fonds de certains États membres vers l'Équateur. D'autres politiques, qui ont une importance relativement moindre dans ces relations, sont décrites ci-dessous de manière plus détaillée.

#### *4.3.2 La politique commerciale*

La Commission s'efforce de renforcer et de développer les relations commerciales sur la base de règles multilatérales transparentes et non discriminatoires, notamment par des mesures de facilitation des échanges et de simplification douanière, l'acceptation de normes internationales telles que le cadre de normes visant à sécuriser et à faciliter le commerce mondial élaboré par l'OMD, ainsi que les négociations de l'OMC ouvertes à Doha. Elle vise également à encourager l'intégration économique de l'Équateur à la Communauté andine, grâce à l'évaluation commune évoquée plus haut, l'objectif final étant la conclusion d'un accord d'association et d'un accord de libre-échange, entre les deux régions.

Entre 1990 et 2005, l'Équateur a bénéficié du système communautaire des préférences généralisées (SPG «Drogues»), qui a permis l'importation sans taxe vers l'Union européenne de la grande majorité des produits originaires d'Équateur et des autres pays qui se sont engagés à lutter contre la production et le trafic de stupéfiants. À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2005, ce régime a été remplacé par le nouveau régime «SPG Plus», qui sera applicable jusqu'en 2015 aux pays qui s'engageront à ratifier et à mettre en œuvre efficacement une série de conventions des Nations unies et de l'OIT sur les droits des travailleurs et les droits de l'homme, la protection de l'environnement et la bonne gouvernance. L'Équateur s'est plié à ces exigences et conserve donc, grâce au SPG Plus, l'accès privilégié au marché de l'UE dont il disposait en vertu du régime SPG Drogues. Bien que ces régimes permettent à 87 % des exportations de l'Équateur d'entrer sans taxe dans l'Union, le pays n'a pas su tirer pleinement parti des ouvertures sur le marché qu'ils permettent. Il doit donc prendre des mesures supplémentaires pour relever le défi de la diversification de ses exportations et renforcer ses relations commerciales avec l'UE.

Ce défi a été partiellement relevé par le programme ExpoEcuador (voir le point 4.1.2 ci-dessus), ainsi que par plusieurs programmes mis en œuvre au niveau régional dans le cadre du document de stratégie régionale 2002-2006. Pour la période 2007-2013, la nouvelle stratégie régionale prévoit d'autres interventions régionales, tandis que, dans le cadre de la stratégie de réponse pour l'Équateur exposée ci-dessous, des actions visant à créer des débouchés économiques durables viendront compléter les activités déployées au niveau

régional en incluant des éléments appropriés, axés sur le commerce de l'Équateur avec la région andine et avec l'Union européenne.

#### *4.3.3 La cohésion sociale*

Lors des Sommets de Guadalajara, en 2004, et de Vienne, en 2006, les dirigeants latino-américains et de l'UE ont placé la promotion de la cohésion sociale parmi les grandes priorités des relations entre les deux régions. À l'échelle de l'Amérique latine dans son ensemble, le financement communautaire sert à compléter le financement du programme EUROsociAL, qui vise à renforcer la sensibilisation des responsables politiques à l'importance de la cohésion sociale et à améliorer les capacités des pouvoirs publics en Amérique latine à formuler et à appliquer des politiques efficaces de promotion de l'inclusion et de la cohésion sociales. Au niveau de la région andine, la CE a apporté son soutien à la mise en œuvre du programme intégré de développement social (PIDS) de la Communauté andine, et devrait maintenir cette aide dans le cadre du document de stratégie régionale 2007-2013. Dans le cadre de la stratégie de réponse pour l'Équateur exposée ci-après, les deux interventions prioritaires incluront la promotion de la cohésion sociale parmi leurs objectifs principaux.

#### *4.3.4 L'agriculture – La politique agricole commune*

À la notable exception des bananes, très peu des produits agricoles couverts par la politique agricole commune de l'UE (PAC) sont en concurrence directe avec ceux produits par l'Équateur. La politique européenne sur les bananes a longtemps été une source de friction et de mécontentement pour l'Équateur et ses producteurs de bananes. L'UE a abandonné le 1<sup>er</sup> janvier 2006 un système complexe d'importations fondé sur une combinaison de droits et de contingents pour les bananes NPF au profit d'un régime basé uniquement sur les droits de douane (fixés à 176 euros la tonne), tout en continuant à accorder une préférence aux bananes des pays ACP conformément à l'accord de partenariat ACP-CE (accord de Cotonou). Bien que les exportations de bananes équatoriennes vers l'UE semblent maintenues en 2006 après l'entrée en vigueur du nouveau régime et par rapport à l'année précédente, le pays se plaint que le tarif a été fixé à un niveau trop élevé. Dans la stratégie de réponse pour l'Équateur, les interventions visant à créer des débouchés économiques durables tiendront compte des évolutions des marchés européen et international de la banane.

#### *4.3.5 Le contrôle sanitaire et phytosanitaire et la protection des consommateurs*

La politique communautaire dans le domaine du contrôle sanitaire et phytosanitaire et de la protection des consommateurs vise à garantir la protection des intérêts économiques et de la santé des consommateurs européens, ainsi que de la sécurité alimentaire et de la santé publique en Europe. Les mesures prises par l'UE dans cette optique sont parfois perçues par les producteurs et les exportateurs équatoriens comme des obstacles non tarifaires au commerce qui limitent l'accès de certaines exportations, de produits agricoles en particulier, aux marchés européens. Le programme ExpoEcuador avait pour but d'aider l'Équateur à veiller à ce que ses produits soient conformes aux normes européennes (voir le point 4.1.2 ci-dessus). Les prochains programmes devraient intégrer d'autres mesures visant à créer les débouchés économiques durables envisagés dans la stratégie de réponse 2007-2013.

#### 4.3.6 *La politique environnementale*

La politique environnementale communautaire relative à l'Équateur et à ses voisins andins est centrée, notamment, sur le sixième programme d'action communautaire pour l'environnement (6<sup>e</sup> PAE, 2002-2011) et sur les efforts visant à encourager l'Équateur à appliquer ses engagements internationaux conformément aux accords environnementaux multilatéraux. L'UE a élaboré des politiques détaillées pour les enjeux environnementaux critiques – le changement climatique, la pollution, la biodiversité, la gestion durable des ressources naturelles, comme les forêts et l'eau – et joue un rôle important dans ces domaines.

La gestion durable des ressources naturelles est un des secteurs prioritaires visés dans le document de stratégie 2002-2006. Toutefois, comme indiqué au point 4.1.3 ci-dessus, le ministère de l'environnement est peu efficace et la mise en œuvre des interventions communautaires dans ce domaine a été particulièrement problématique. De ce fait, la stratégie de réponse 2007-2013 définie ci-dessous propose que les questions environnementales soient pleinement intégrées en tant que thème transversal dans les deux secteurs prioritaires. Dans le contexte équatorien, cette méthode pourrait s'avérer plus efficace que de donner la priorité à des actions environnementales en tant que telles dans le document de stratégie.

#### 4.3.7 *La politique de recherche et de développement et la société de la connaissance*

Les politiques de l'Union européenne dans le domaine de la recherche et du développement, de l'éducation et de la culture et de la société de l'information sont des éléments importants de la coopération de la CE avec l'Équateur. Les programmes-cadres de recherche adoptés par l'UE encouragent la coopération internationale avec les pays d'Amérique latine et renforcent le partenariat avec cette région. L'Équateur pourra bénéficier des nouveaux mécanismes mis en place dans le cadre du 7<sup>e</sup> programme-cadre de recherche (2007-2013), comme les échanges de chercheurs et les programmes de coopération bilatérale auxquels participent les États membres et les pays tiers. Des plateformes de promotion des sciences et technologies récemment mises en place avec l'Amérique latine permettront d'étendre la portée de la coopération, dans un large cadre régional auquel l'Équateur pourra prendre part.

Les programmes culturels et éducatifs incluent des bourses d'études et la création de réseaux d'universités.

Dans le domaine des technologies de l'information, les principaux objectifs de la coopération avec les pays d'Amérique latine comprennent: la promotion d'une société de l'information basée sur l'intégration régionale et l'intégration des pays d'Amérique latine dans la société de l'information planétaire, la promotion des intérêts des entreprises européennes et des acteurs concernés en Amérique latine, et le renforcement de la coopération technologique dans le domaine de la société de l'information, notamment par le truchement des programmes de recherche et de développement technologique de l'UE.

#### 4.3.8 *La prévention des conflits*

L'Union européenne dispose d'une série d'instruments de prévention des conflits, parmi lesquels la coopération au développement, le commerce, les politiques sociales et environnementales, les instruments diplomatiques, le dialogue politique et des outils spécialisés, tels que l'instrument de stabilité de la CE. La communication de la Commission sur la prévention des conflits (2001) et la stratégie européenne de sécurité adoptée par le Conseil européen en 2003 soulignent l'importance d'adopter une approche intégrée de la prévention des conflits et de la gestion des crises. Comme indiqué dans le consensus européen

sur le développement adopté en novembre 2005, l'objectif de la CE est de développer des plans globaux pour les pays où il existe un risque important de conflit, afin de soutenir la prévention et la résolution des conflits en s'attaquant à leurs racines, notamment la pauvreté, la dégradation des infrastructures, l'exploitation, la distribution et les inégalités d'accès à la terre et aux ressources naturelles, la faiblesse de la gouvernance, les violations des droits de l'homme et l'inégalité entre les sexes.

Comme nous l'expliquons au point 3.7.1 ci-dessus, les niveaux et l'intensité des conflits ont augmenté ces dernières années en Équateur. Leurs causes sont fréquemment liées à l'exclusion sociale et à la fragilité des institutions démocratiques du pays. Dans la stratégie de réponse pour l'Équateur définie ci-dessous, les interventions dans les deux secteurs prioritaires auront pour but de promouvoir la cohésion sociale, et des actions visant à renforcer les institutions et à promouvoir la bonne gouvernance seront intégrées à toutes les politiques pour attaquer à la racine les importantes sources de conflit en Équateur.

#### *4.3.9 La politique de lutte contre la drogue*

La politique communautaire de lutte contre la drogue se reflète dans les cinq principes de la politique internationale contre la drogue adoptée par l'assemblée générale des Nations unies en juin 1998, dont elle s'inspire et qui sont les suivants: la responsabilité partagée, le multilatéralisme, l'approche équilibrée, l'intégration du développement et le respect des droits de l'homme. Les efforts de l'Union européenne pour lutter contre la consommation, la production et le trafic de drogue s'inscrivent dans la stratégie communautaire contre la drogue (2005-2012) et dans le plan d'action communautaire contre la drogue (2005-2008), qui forment une approche équilibrée et intégrée de cette problématique. La stratégie est centrée sur des actions visant à réduire l'offre et la demande, mais elle englobe également la coopération internationale, c'est-à-dire le renforcement de l'action de l'UE en vue de promouvoir une approche équilibrée du problème de la drogue dans les organisations internationales et de fournir une assistance aux pays tiers pour réduire l'offre et la demande de drogue dans le cadre de la coopération au développement, y compris par une action coordonnée contre le trafic de drogue. Le volet du plan d'action 2005-2008 relatif à la coopération internationale prévoit qu'une attention particulière doit être accordée à la coopération avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Pour les Andes, la responsabilité partagée de l'Union européenne dans la lutte contre la drogue se traduit dans les activités de coopération décrites en détail dans le document de stratégie régionale de la CE. À ce jour, la coopération régionale a été centrée sur les précurseurs des drogues et les drogues de synthèse, et le document de stratégie régionale 2007-2013 décrit les actions de soutien à la lutte contre la drogue comme étant l'un des principaux domaines de la coopération. Ces activités de coopération complètent d'autres moyens, notamment la participation aux discussions multilatérales dans le cadre des instances suivantes: la commission des stupéfiants des Nations unies, le dispositif de coordination et de coopération pour la drogue entre l'UE et l'Amérique latine et les Caraïbes, les dialogues spécialisés et réguliers de haut niveau UE-CAN sur la drogue, et les accords et les réunions entre la CE et les cinq pays de la Communauté andine sur les précurseurs chimiques.

Même si certains cas isolés de culture de coca aient été signalés en Équateur, le pays n'est pas considéré comme un pays producteur de coca. À ce jour, le principal motif de préoccupation a été le transit du trafic de drogue par le territoire équatorien et le blanchiment de revenus illicites générés ailleurs. Au cours du processus de consultation avec les autorités

équatoriennes et les organisations de la société civile entrepris lors de l'élaboration du présent document, aucune proposition n'a été faite concernant des interventions de l'Union européenne dans le domaine du développement alternatif. Toutefois, il serait possible d'incorporer aux programmes visant à créer les débouchés économiques durables envisagés dans la stratégie de réponse 2007-2013 des actions spécifiques visant à stimuler la promotion de moyens d'existence durables dans les régions qui sont particulièrement vulnérables à l'incursion de la culture de coca venant des pays voisins, la Colombie et le Pérou.

#### *4.3.10 La migration*

Dans sa communication de 2002 sur «L'intégration des questions de migration dans les relations extérieures de l'UE», la Commission européenne déclare que la coopération avec les pays tiers dans le domaine de l'émigration doit traiter les causes profondes des mouvements migratoires, créer des partenariats en matière d'émigration sur la base des intérêts communs avec les pays concernés et inclure la prise d'initiatives concrètes et spécifiques pour aider les pays tiers à améliorer leurs capacités dans le domaine de la gestion de l'émigration. La communication de 2005 intitulée «Migration et développement: des orientations concrètes» recense une série de voies par lesquelles l'UE peut contribuer à la réalisation de réels progrès sur les questions liées à la problématique migration-développement, en partenariat avec les pays d'origine des personnes immigrant dans l'UE. Bien que l'Amérique latine ne soit pas une région prioritaire spécifique pour la politique communautaire en matière d'émigration et d'asile, l'émigration est devenue un enjeu politique, économique et social majeur pour de nombreux pays d'Amérique latine. Le dialogue politique et l'accord de coopération UE-CAN signé en décembre 2003 contient une clause concernant la coopération dans le domaine de la migration.

L'Équateur, qui est un des pays les plus touchés par le phénomène de l'émigration, se préoccupe activement de certains aspects de ce phénomène, notamment des droits des migrants équatoriens dans le pays d'accueil. L'annexe 8 contient une analyse détaillée de l'importance de l'émigration en provenance de l'Équateur et de son impact. Comme indiqué au point 3.4 ci-dessus, les transferts d'argent par les émigrés constituent la deuxième source de revenus du pays après le pétrole. Dans le cadre de son programme Aeneas, qui fournit une assistance financière et technique aux pays tiers dans le domaine de l'émigration et de l'asile, la CE envisage une aide visant à faciliter les transferts de fonds des émigrés de l'UE vers l'Amérique latine et les Caraïbes, une initiative qui revêt un intérêt direct pour l'Équateur. Dans le cadre des programmes visant à créer des débouchés économiques durables prévus dans la stratégie de réponse 2007-2013 définie ci-dessous, la mise en place et la promotion d'activités manufacturières non seulement réduiraient le sous-emploi et le chômage et augmenteraient les revenus des ménages, mais elles pourraient aussi endiguer le flux d'émigrants, voire encourager les personnes vivant actuellement à l'étranger à revenir au pays. Il serait également intéressant d'étudier des méthodes innovantes de canalisation des transferts de fonds des émigrés vers des mécanismes de financement et de crédit pour promouvoir des débouchés économiques et des moyens d'existence durables.

## **5. LA STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA CE**

### **5.1 Les objectifs et les principes généraux de la coopération**

Au moment de la rédaction du présent document, l'Équateur ne possédait pas de stratégie globale de lutte contre la pauvreté sur laquelle les futures relations de la CE avec le pays pourraient s'appuyer. La faiblesse de la gouvernance en Équateur a eu un impact négatif, non

seulement sur la qualité de la vie de ses citoyens, mais également sur la mise en œuvre efficace et en temps opportun de la coopération européenne. L'orientation future de la situation politique, qui est encore instable, dépendra de la capacité du nouveau gouvernement qui entrera en fonction en janvier 2007 à fonctionner efficacement et à engendrer et mettre en œuvre des réformes politiques. Certains défis et besoins fondamentaux resteront néanmoins constants à long terme, indépendamment des changements de gouvernement et de l'organisation politique et administrative de l'État. Les principaux défis que doit relever le pays en matière de développement concernent la gouvernance, la cohésion sociale, la compétitivité économique, la sécurité des citoyens et l'émigration. Après avoir procédé à une analyse approfondie de ces besoins, suivie d'un processus de concertation et de dialogue avec le gouvernement et les acteurs de la coopération internationale et de la société civile (voir l'annexe 10), la Commission européenne a élaboré une stratégie de réponse pour ses relations avec l'Équateur pendant la période 2007-2013.

L'analyse de la situation politique en Équateur, exposée au point 3 ci-dessus, fait apparaître que le pays souffre d'une gouvernance médiocre, à tous les niveaux, ce qui est source de nombreux obstacles pour les acteurs et les institutions politiques cherchant à contribuer de façon ordonnée et organisée au développement du pays. Les effets néfastes de cette gouvernance médiocre se manifestent dans tous les aspects de la vie publique - politique, sociale, économique et judiciaire. Mais la prestation globale d'un pays en matière de gouvernance ne peut simplement s'améliorer par la seule volonté de coopérer dans ce domaine. Rafael Correa a été élu à la fin 2006 sur la base de son engagement à attaquer les problèmes de gouvernance connus de longue date en Équateur, mais le détail des propositions pour ce faire doit encore être développé à l'heure de l'adoption du DSP, à l'exception de son plan pour appeler à un référendum en vue d'installer une assemblée constituante.

Afin de contribuer de façon efficace aux efforts visant à améliorer la gouvernance en Équateur dans ces conditions incertaines, la CE croit que la meilleure voie est d'identifier des secteurs clés à l'intérieur desquels, sur la base d'initiatives nationales, l'appui des donateurs puisse simultanément soutenir les réformes indispensables et apporter l'appui financier nécessaire pour faciliter l'atteinte d'objectifs sectoriels convenus. La stratégie de réponse de la CE s'articule autour de deux axes: le soutien aux politiques nationales et la concentration de la coopération. En soutenant les politiques nationales dans les secteurs de l'éducation et de la génération d'opportunités économiques, la CE cherchera à améliorer tous les aspects de la gouvernance dans ces secteurs depuis la définition des politiques et stratégies de long terme en passant par leur inclusion dans le budget national, la distribution des responsabilités entre les institutions concernées et le renforcement des capacités de ces institutions, l'adoption de mécanismes financiers et de contrôle des dépenses, la mise en œuvre d'un monitoring orienté sur les résultats, l'implication des bénéficiaires dans leur évaluation ainsi que d'autres thèmes. Tous ces efforts sont importants pour améliorer la gouvernance et promouvoir la bonne gestion. En concentrant les fonds de coopération sur un nombre limité de secteurs, la CE peut en plus acquérir la masse critique nécessaire pour appuyer, avec d'autres donateurs, la mise en œuvre effective de politiques nationales de long terme, tout en évitant la dispersion des efforts et l'inefficacité qui peuvent accompagner les tentatives de répartition trop large d'un budget limité.

La finalité ultime des interventions de la CE, décrites en détail ci-dessous, est de réduire la pauvreté et de favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ces activités seront centrées sur la promotion de la cohésion sociale – c'est-à-dire la réduction de la pauvreté, des inégalités et de l'exclusion sociale – et sur l'intégration régionale. En raison de

la faiblesse des institutions nationales, une attention particulière sera donnée aux mesures de renforcement des capacités institutionnelles et à la promotion d'une gouvernance améliorée dans toutes les interventions financées par la CE dans ces deux secteurs.

Les domaines d'intervention stratégiques ont été classés par ordre de priorité sur la base des principes exposés ci-dessus et d'une analyse approfondie du soutien apporté par les autres donateurs et/ou bailleurs de fonds à l'Équateur, pour garantir que cette stratégie réponde adéquatement aux besoins futurs qui ne seront pas couverts par d'autres intervenants. Comme indiqué au point 4.1.3, un des principaux enseignements tirés du document de stratégie 2002-2006 est que, lorsque les institutions de contrepartie sont faibles et instables, les interventions basées sur des projets risquent d'en être fortement affectées sur le plan de leur efficacité, de leur continuité et de leur impact à long terme. L'instabilité politique et institutionnelle chronique de l'Équateur rend la conception et la mise en œuvre de politiques sectorielles cohérentes particulièrement difficiles. Toutefois, en adoptant une approche sectorielle, la CE pourra, espérons-le, contribuer à améliorer de façon durable la capacité du pays dans ce domaine. En effet, l'élaboration préalable de cadres concertés pour les politiques et les investissements à moyen terme, de systèmes de suivi sectoriel et de mécanismes renforcés de coordination entre les donateurs et le gouvernement équatorien font partie intégrante de cette approche.

Les opérations seront coordonnées et harmonisées avec les autres acteurs de la coopération internationale et le gouvernement, notamment aux stades de l'identification et de la formulation opérationnelles, en mettant spécialement l'accent sur la recherche d'une complémentarité avec les États membres de l'Union européenne. La détermination de priorités entre ces secteurs stratégiques devra tenir compte de l'expérience et des avantages comparatifs que la CE a acquis dans ses relations avec l'Équateur. Certains secteurs, mieux adaptés aux procédures et au règlement financier de la CE, ont également été choisis parce que les interventions peuvent y être plus efficaces. On veillera également à obtenir une cohérence interne maximale entre les différents programmes communautaires.

La prévention des conflits, qui est une préoccupation croissante en Équateur, pourrait nécessiter sa prise en considération dans toutes les interventions de la CE. Parmi les différentes sources de conflit en Équateur, les plus importantes sont la pénurie de services et l'accès inéquitable à ces services, leur mauvaise qualité et leur gestion médiocre, dus aux faiblesses de la gouvernance, et la pauvreté et l'exclusion sociale. Les interventions visant à augmenter le budget et à améliorer la qualité de l'enseignement, ainsi que celles visant à générer des moyens d'existence durables, proposées ci-dessous comme étant deux secteurs d'intervention prioritaires, auront des répercussions à la fois directes et indirectes sur les conflits. En outre, il est envisagé d'intégrer à toutes les interventions communautaires des actions de prévention et de gestion des conflits et, le cas échéant, la prévention des conflits constituera un objectif direct ou indirect. Enfin, il pourrait être nécessaire que la CE traite cette question au moyen d'autres instruments de financement tels que l'instrument de stabilité et les lignes budgétaires thématiques consacrées au financement de la promotion des droits de l'homme et aux actions mises en œuvre par des acteurs non gouvernementaux.

Les domaines d'intervention identifiés dans le cadre de cette stratégie sont pleinement conformes aux stratégies mises en œuvre par la Commission dans la région, notamment en ce qui concerne l'accent placé sur le renforcement de la cohésion sociale moyennant l'augmentation des investissements sociaux dans l'éducation et l'amélioration de la gouvernance, et sur l'intégration régionale moyennant le soutien aux micro-entreprises et aux

petites et moyennes entreprises compétitives capables de maximiser les débouchés commerciaux au sein de la Communauté andine et au-delà.

Dans ce contexte, la CE a décidé d'accorder la priorité aux domaines stratégiques d'intervention suivants:

1. contribuer à l'augmentation des dépenses sociales de l'État pour améliorer l'accès des communautés marginalisées et défavorisées aux services sociaux;
2. créer des débouchés économiques durables et promouvoir l'intégration régionale en soutenant des micro-entreprises et des petites et moyennes entreprises compétitives.

Ces deux domaines d'intervention mettront largement l'accent sur la question du renforcement des institutions et de la promotion de la bonne gouvernance dans tous les domaines, pour contribuer, le cas échéant, au renforcement des autorités décentralisées. Dans ces deux domaines, les nouveaux programmes communautaires qui seront mis en œuvre s'appuieront sur les réalisations du programme Prolocal, dont ils prendront la succession en soutenant le développement économique local pour combattre la pauvreté. Quant au deuxième domaine identifié ci-dessus, il complétera et poursuivra les réalisations du programme ExpoEcuador pendant les premières années de la prochaine période de programmation. Les synergies et les complémentarités avec les programmes correspondants mis en œuvre dans le cadre du document de stratégie régionale seront également identifiées et maximisées.

Les deux secteurs d'intervention seront développés de manière à donner la priorité aux préoccupations environnementales et à promouvoir la gestion durable des ressources naturelles, deux aspects qui font partie intégrante de chacun des deux programmes mis en œuvre. Cela permettra de garantir que la CE s'appuie sur les réalisations des programmes déployés dans le cadre du document de stratégie 2002-2006 pour améliorer la gestion environnementale, tout en tenant compte des problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de ces programmes et qui sont dus, notamment, aux capacités institutionnelles limitées de l'Équateur (voir les points 4.1.3 et 4.3.6 ci-dessus).

## **5.2 Les secteurs centraux et les objectifs spécifiques de la coopération**

### **5.2.1 Contribuer à l'augmentation des dépenses sociales de l'État pour améliorer l'accès des communautés marginalisées et défavorisées aux services sociaux**

#### **5.2.1.1 *Les motifs d'intervention***

Les inégalités d'accès aux services de santé, d'éducation et aux autres services sociaux en Équateur se répercutent sur les facteurs qui ralentissent le développement social et économique du pays: le chômage, la pauvreté, le manque de confiance dans la gouvernance et dans les institutions, la mauvaise intégration interculturelle et l'émigration. Les chiffres de l'office national des statistiques révèlent qu'une proportion significative de la population éprouve des difficultés pour accéder à l'éducation et aux services de santé, et montrent que, pour améliorer le capital humain, il est impératif d'augmenter les dépenses sociales. Un des principaux facteurs d'exclusion sociale et de chômage, en particulier dans les communautés indigènes et afro-équatoriennes, est le manque d'efficacité du système scolaire dans les zones rurales et urbaines marginalisées. Compte tenu de sa grande diversité ethnique et culturelle, il est particulièrement important que l'Équateur dispose d'un système éducatif approprié.

À ce jour, le secteur équatorien de la santé est celui qui a bénéficié de la part la plus importante du total des contributions de la CE, avec le projet sanitaire dans l'Esmeraldas (6 millions d'euros) et le programme d'aide au secteur de la santé en Équateur (PASSE – 28 millions d'euros). Cela pourrait justifier d'autres interventions de la CE dans ce secteur, ce qui lui permettrait de s'appuyer sur son expérience, mais deux éléments plaident pour que la CE ne s'implique pas davantage dans la coopération avec ce secteur à partir de 2007. Tout d'abord, les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des projets CE semblent indiquer que le secteur sanitaire n'a qu'une capacité limitée d'absorption de montants importants d'aide extérieure. Deuxièmement, le programme PASSE n'a débuté ses opérations qu'en 2005 et, à la date de la rédaction du présent document, il est encore bien trop tôt pour observer les résultats et tirer les leçons de ce programme il n'est pas encore possible de tirer les leçons de ce programme, en particulier en ce qui concerne son impact potentiel sur la politique et la gestion du secteur de la santé dans son ensemble, par rapport aux améliorations locales des services sanitaires de base. Les conclusions de l'évaluation de ce programme ne seront pas disponibles avant 2008 au plus tôt.

### *5.2.1.2 Les programmes dans le secteur de l'investissement social: l'éducation*

Plusieurs arguments plaident en faveur d'une implication de la CE dans le secteur de l'éducation. La CE, comme la plupart des organismes internationaux de coopération, considère l'éducation comme un élément fondamental du développement humain durable et lie sa stratégie d'intervention à la concrétisation des objectifs du millénaire pour le développement. Au cours du processus de concertation qui a eu lieu en Équateur en 2005 aux premiers stades des préparatifs du présent document, de nombreux interlocuteurs ont déclaré que l'aide au secteur de l'éducation devrait être une priorité à cause de la corrélation importante entre les problèmes que connaît ce secteur et les difficultés qu'éprouve l'Équateur à atteindre les OMD. Les statistiques disponibles montrent que les dépenses sociales dans l'éducation sont à la traîne par rapport au secteur la santé, ce qui a une incidence négative encore plus importante sur les inégalités sociales et culturelles. Enfin, grâce aux études préparatoires à la réforme et à la modernisation du secteur de l'éducation réalisées pour les gouvernements précédents et la préparation d'un SWAP en 2004 en étroite collaboration avec les experts de la Banque mondiale, de la BID et de la CAF, les conditions d'une implication de la CE dans un accord multidonateurs sur l'aide à l'éducation semblent relativement prometteuses. Les 67 % de voix favorables au Plan Décennal d'éducation 2006/2015, comme politique nationale avec priorité budgétaire, lors du référendum de fin 2006, renforcent significativement la perspective d'une intervention efficace de la CE dans ce secteur.

Le soutien fourni par la Banque mondiale a été essentiellement utilisé pour financer le système des retraites des enseignants et le recrutement de nouveaux enseignants dans le système éducatif. Celui de la SAD est axé principalement sur les coûts d'entretien des infrastructures scolaires. Sur la base des résultats du dialogue politique qui devrait précéder l'intervention de la CE dans le domaine de l'éducation, la coopération communautaire pourrait apporter une dimension supplémentaire en axant son action sur des domaines non traités par les autres donateurs, comme l'amélioration du taux d'achèvement des études primaires, le soutien à l'éducation technique et professionnelle formelle et informelle et d'autres actions visant à améliorer la qualité du système éducatif, par exemple par la formation pédagogique des enseignants et l'élaboration de programmes d'études. Ces activités contribueraient à former une main-d'œuvre productive et compétitive, qui est essentielle à la réalisation des objectifs de l'autre secteur prioritaire (la création de débouchés économiques durables et la promotion de l'intégration régionale par le soutien de micro-entreprises et de petites et moyennes entreprises

compétitives). D'autres types d'interventions visant à promouvoir un accès équitable à l'éducation et aux autres services sociaux pourraient être envisagés, par exemple des interventions géographiques centrées sur des régions qui connaissent un taux élevé de pauvreté et une forte concentration de catégories défavorisées, telles que les populations indigènes et afro-équatoriennes, en travaillant en partenariat avec les autorités locales et régionales et leurs organisations représentatives. Les interventions axées spécifiquement sur l'amélioration de la participation à l'éducation des enfants ayant un travail rémunéré et sur la réduction des facteurs les conduisant à rechercher un travail payé seront également envisagées, de même que les actions pouvant contribuer à réduire la vulnérabilité des enfants et des jeunes au trafic et à l'exploitation sexuelle.

Indépendamment du type de soutien requis, reposant sur une base sectorielle ou géographique, les programmes prévus placent fortement l'accent sur la mise en œuvre et le transfert de compétences au niveau local en vue de soutenir le processus de décentralisation. La promotion de la bonne gouvernance basée sur la transparence et la responsabilité sera également un thème transversal important.

### **5.2.1.3 Les risques**

Les risques associés au secteur éducatif sont les suivants:

- le nombre important et la grande diversité des acteurs institutionnels;
- le fait que les enseignants, du moins dans le secteur public, sont très bien organisés au sein d'un syndicat puissant, qui a résisté à de nombreuses tentatives de réforme du secteur et qui ne semble pas toujours accorder la priorité à la dispense d'un enseignement de haute qualité;
- l'absence de politiques gouvernementales claires dans le domaine de l'enseignement technique et professionnel.

## **5.2.2 Créer des débouchés économiques durables et promouvoir l'intégration régionale en soutenant des micro-entreprises et des petites et moyennes entreprises compétitives**

### **5.2.2.1 Les motifs d'intervention**

La réduction de la pauvreté et la concrétisation des objectifs du millénaire pour le développement en Équateur ne pourront être obtenues sans une augmentation du revenu par habitant via la création d'emplois. Le marché du travail équatorien est caractérisé par sa précarité et par son taux élevé de chômage et surtout de sous-emploi. Les principaux aspects de ce sous-emploi sont: de grandes disparités entre les secteurs de la production et des services, la localisation des activités (dans les régions rurales ou urbaines), la nature juridique de ces activités (formelle ou informelle), le niveau de formation de la population active, et, enfin, les aspects liés au genre et à l'origine ethnique. Pour les populations équatoriennes pauvres, travailler équivaut généralement à appliquer une stratégie de survie économique.

La croissance économique constatée ces dernières années dans le secteur non pétrolier n'a pas eu d'impact majeur sur la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. De plus, les capacités de spécialisation et de gestion des activités économiques et de production sont faibles. La création d'emplois dépend fortement de l'activité industrielle et commerciale, mais la conjoncture équatorienne n'y est pas particulièrement propice. La création, le

développement et la gestion d'entreprises coûtent cher, prennent du temps et impliquent des difficultés d'accès au financement et au crédit. En outre, la relative complexité de l'environnement fiscal et réglementaire entraîne des coûts de mise en conformité élevés pour les entreprises - et peut, involontairement, inciter à recourir à la fraude ou l'évasion fiscale. Enfin, malgré de nombreuses tentatives et propositions pour résoudre ces problèmes, l'État n'a guère formulé d'orientations politiques ni élaboré de planification stratégique à long terme susceptibles de stimuler la productivité et la compétitivité. Pour que la croissance économique ouvre de meilleurs débouchés, il faut un cadre institutionnel efficace et une stratégie de soutien et de promotion du développement durable des entreprises.

Le système SPG Plus de l'Union européenne a pour but d'accorder un accès préférentiel aux produits équatoriens et de stimuler ainsi la croissance économique et la diversification. Toutefois, les entreprises équatoriennes n'ont pas toujours su exploiter pleinement les débouchés offerts par ce régime ou par le régime précédent. L'intégration régionale est une priorité de premier plan pour l'UE et pour l'Amérique latine. L'Union et les pays andins, dont l'Équateur, partagent l'objectif commun de conclure un accord d'association. La CE peut aider l'Équateur à atteindre ces objectifs en soutenant les actions visant à améliorer la compétitivité des entreprises locales, notamment des micro-entreprises et des petites et moyennes entreprises (PME), qui sont vitales pour la création d'emplois.

#### **5.2.2.2 Les programmes dans ce secteur**

Compte tenu de la structure actuelle de l'emploi, l'objectif consiste essentiellement à intervenir sur les aspects productifs, structurels et institutionnels liés à la productivité, à la compétitivité et à l'accès au marché dans les zones rurales, périurbaines et urbaines, et à créer des emplois décents.

Dans le cadre général de l'aide à la création et à la consolidation de micro- et de petites entreprises et dans le contexte du développement économique local dans les communes rurales et les zones périurbaines, les programmes viseront à créer et à promouvoir des activités de production dans le but de réduire le sous-emploi et le chômage et d'accroître le revenu produit par la principale activité économique des ménages. Si un environnement propice émerge des élections de 2006, cette intervention pourra être déployée à l'échelle du secteur en étroite collaboration avec les ministères compétents, à savoir les ministères du travail et de l'emploi, du commerce, de l'industrialisation, de la pêche et de la compétitivité. À ce stade, il semble plus probable qu'elle se concrétise dans des programmes entrepris en coopération avec des organismes tels que les ministères compétents et/ou les autorités locales et régionales et leur organisations représentatives, des organisations quasi non gouvernementales, telles que l'Institut National de normalisation, le Conseil de développement des ethnies et des peuples de l'Équateur et le Conseil national des femmes, et des organisations de la société civile, comme les chambres de commerce et les syndicats.

Cette intervention nécessitera de mettre l'accent sur (i) l'amélioration de la conjoncture économique; (ii) l'amélioration des aspects structurels et institutionnels liés à la productivité, à la compétitivité et à l'accès au marché; (iii) l'apport d'un soutien aux actions visant à augmenter la spécialisation de la main-d'œuvre et à stimuler des activités qui génèrent des produits à haute valeur ajoutée, le but étant d'accroître la productivité du travail et les bénéfices qui en résultent. Afin d'améliorer les conditions de l'intégration économique de l'Équateur dans la région, des efforts seront également consentis pour (iv) réduire le volume de l'emploi informel et le fossé entre le secteur formel et informel; (v) renforcer les dispositifs de financement et de crédit; (vi) améliorer la gestion et l'administration des entreprises, leur

accès aux marchés intérieur et extérieurs et leur position sur ceux-ci; (vii) encourager les réformes fiscales ; et (viii) renforcer les institutions nationales adéquates.

Des actions spécifiques seront également mises en œuvre pour stimuler la promotion de moyens d'existence durables dans les régions particulièrement vulnérables à l'incursion de la culture de coca venant des pays voisins, la Colombie et le Pérou, et/ou dans les zones où les autorités équatoriennes demandent une assistance pour démanteler les premières cultures de coca. Des méthodes innovantes de canalisation des transferts de fonds des émigrés vers des mécanismes de financement et de crédit pour promouvoir des débouchés économiques pourraient être étudiées. Lors du processus d'élaboration des programmes, les possibilités d'intégrer certaines des idées novatrices exposées dans le document COM(2005)390 intitulé «Migration et développement» (voir point 4.3.10 ci-dessus) seront examinées. Une attention particulière sera accordée, le cas échéant, à la concrétisation des bénéfices de l'utilisation des outils des TIC dans les programmes et par les bénéficiaires dans les divers domaines de l'activité économique.

La mise en œuvre d'actions efficaces et durables dans ce secteur renforcera le processus de décentralisation en soutenant des plans de développement économique locaux dans le cadre de la loi sur la décentralisation de l'État. Des efforts seront consentis pour identifier des actions qui, du point de vue spécifique de l'amélioration et de la création d'emploi, compléteront et s'appuieront sur les interventions menées dans le domaine de la **sécurité alimentaire**. Plusieurs programmes communautaires, notamment dans le cadre de Prolocal, ont déjà été centrés sur la réduction de la pauvreté chronique qui affecte les habitants des régions les plus délaissées d'Équateur, à travers des actions de soutien des organismes publics locaux et nationaux, essentiellement pour consolider les activités rurales et productives de base. Les programmes seront également rattachés au programme ExpoEcuador en cours, et à ceux mis en œuvre dans le cadre du document de stratégie régionale en vue de renforcer l'intégration régionale et les capacités commerciales, afin d'améliorer les échanges commerciaux avec l'étranger et les flux d'investissement dans les entreprises équatoriennes et européennes en consolidant les organismes compétents en matière de commerce extérieur et les entreprises elles-mêmes.

Les programmes intégreront des enjeux transversaux, comme le régime foncier, et des actions centrées sur l'égalité hommes-femmes et les inégalités ethniques. Lors de l'élaboration des programmes, des actions visant à réduire les niveaux actuellement élevés de travail des enfants en Équateur seront envisagées, de même que des actions pouvant contribuer à réduire la vulnérabilité au trafic et à l'exploitation sexuelle. Il faut tenir pleinement compte du fait que de nombreux Équatoriens pauvres assurent leur subsistance en exploitant les ressources naturelles et que la réduction durable de la pauvreté est étroitement liée à la politique de gestion de ces ressources. Nombre de débouchés économiques créés par les interventions financées par la CE pourraient avoir des répercussions importantes sur l'environnement. Le recours à des évaluations des incidences sur l'environnement (EIE), au niveau des projets ou des programmes, devra donc absolument être envisagé, de même que l'emploi d'indicateurs environnementaux dans la conception et l'évaluation des programmes. Une attention particulière sera accordée aux accords commerciaux internationaux signés par l'Équateur, de manière à ce que les actions proposées contribuent à accroître l'inclusion et la compétitivité du pays dans de la région andine et au-delà. À cet égard, il conviendra d'examiner l'intérêt de mener une évaluation des besoins en matière de commerce au cours de la phase d'élaboration des programmes, afin de s'assurer que tous les besoins dans ce domaine sont pris en compte et intégrés dans le plan d'action détaillé prévu.

### 5.2.2.3 Les risques

Pour que les interventions de la CE dans ce secteur atteignent le but recherché, le contexte politique et économique doit être propice aux investissements et à la consolidation des entreprises, indépendamment de leur taille. Les acteurs des institutions publiques et privées doivent être désireux de mettre en œuvre les mesures nécessaires. Par conséquent, la réussite des programmes soutenus par la CE dépendra des éléments suivants:

- le maintien d'un environnement institutionnel et réglementaire stable;
- l'amélioration de la sécurité juridique et la réduction significative des conflits sociaux et politiques;
- l'obtention par l'État d'une position stable sur la scène internationale en signant des accords avec des pays ou des groupes de pays de la région, du continent et du reste du monde;
- enfin, les catastrophes naturelles risquent d'affecter toutes les interventions et de menacer la capacité de production agricole, qui reste un élément clé de l'économie nationale.

## 6. LE PROGRAMME INDICATIF NATIONAL

Au vu des incertitudes sur l'évolution de la situation en Équateur et puisque le DSP devait être adopté au moment de la prise de fonction d'un nouveau gouvernement, la programmation de la future stratégie de la CE pour ce pays doit intégrer un maximum de flexibilité. C'est pourquoi le programme indicatif national défini ci-dessous couvre seulement la période 2007-2010. Pour garantir cette flexibilité et la capacité de s'adapter aux changements susceptibles de survenir à l'avenir en Équateur, les fonds disponibles pour la période 2011-2013 seront programmés ultérieurement. Cette deuxième phase de programmation n'exclut pas la possibilité de poursuivre les interventions dans les secteurs inclus dans l'actuel document de stratégie (les programmes et les projets dont les périodes de mise en œuvre s'étendent jusqu'à la fin de la première phase de programmation).

Pour ces raisons et en l'absence à la fin de 2006 d'une stratégie nationale valide et concertée pour combattre la pauvreté, le programme indicatif national présenté ci-après est défini en termes relativement généraux. Pour garantir la flexibilité maximale de la programmation, son contenu plus spécifique sera précisé ultérieurement, quand les aspects ci-dessus auront été éclaircis.

### 6.1 Contribuer à l'augmentation des investissements sociaux du gouvernement – Éducation (codes secteur DAC 11110, 11220, 11230)

#### *Objectif général*

Contribuer à l'amélioration de la cohésion sociale en aidant le gouvernement à augmenter les investissements sociaux dans le secteur de l'éducation, pour former une main-d'œuvre compétitive correspondant aux besoins de production du pays et en prise avec le marché.

Indicateurs d'impact: augmentation du pourcentage de dépenses publiques consacrées à l'éducation et des proportions de ces dépenses investies dans l'enseignement primaire et l'enseignement technique et professionnel.

### ***Objectifs spécifiques***

1. Renforcer le système d'enseignement primaire en Équateur en vue d'atteindre le deuxième objectif du millénaire pour le développement (instaurer un enseignement primaire universel).

Type d'indicateurs: nombre d'enfants de 5 à 14 ans qui terminent le cycle des dix années de l'enseignement primaire; nombre d'enfants qui suivent la première année du cycle primaire (actuellement, le nombre d'enfants n'ayant même pas assisté à cette première année est estimé à 100 000).

2. Renforcer le système d'enseignement technique et professionnel en tant que qu'élément du processus équatorien de réforme de l'éducation.

Type d'indicateurs: augmentation de l'offre de l'enseignement technique secondaire dans les zones périurbaines et rurales (écoles, postes d'enseignants); intégration d'éléments d'éducation technique dans les plans et les programmes comme base principale du cursus du troisième cycle primaire.

### ***Résultats escomptés***

Les taux de scolarisation et d'achèvement des études primaires dans les zones les plus délaissées d'Équateur se sont améliorés. Des stratégies de concertation ont été élaborées dans le secteur public (éducation, emploi, développement économique, communes) et le secteur privé afin de mieux cibler les politiques sectorielles et les programmes scolaires. Des propositions de programmes pédagogiques destinés à satisfaire les besoins économiques et industriels de l'ensemble du pays et des différentes régions, tout en tenant compte de la durabilité environnementale, ont été présentées pour les niveaux technique et professionnel. Du matériel pédagogique a également été conçu pour le nouveau cursus scolaire. L'équipement technique des écoles professionnelles a été amélioré (ateliers, fermes de démonstration, etc.) pour augmenter la qualité de l'enseignement. La formation d'instructeurs techniques professionnels a été modernisée pour garantir la qualité de l'enseignement dispensé et la viabilité du nouveau cursus. Le nombre d'élèves dans l'enseignement technique et professionnelle et le nombre de jeunes formés qui trouvent un emploi sur le marché du travail a augmenté. En ce qui concerne les catégories visées par les programmes, une attention spéciale sera accordée à la réussite des filles, des jeunes femmes et des étudiants d'origine indigène.

### ***Méthodes de mise en œuvre et questions transversales***

Les méthodes qui seront adoptées seront les plus adéquates et l'approche sectorielle sera privilégiée dans la mesure du possible. Une combinaison de méthodes de mise en œuvre est envisageable. Une partie des fonds pourrait être gérée par un programme de soutien budgétaire sous la tutelle directe du ministère de l'éducation, en coordination avec d'autres ministères (emploi, développement économique). Une assistance technique pourrait s'avérer nécessaire si des régions à la faiblesse technique et institutionnelle identifiées dans le secteur ont besoin d'être renforcées, dans un esprit de transfert de compétences. La possibilité d'entretenir un fonds pour soutenir des projets innovants dans le domaine de l'enseignement technique et professionnel conçus pour identifier et diffuser les expériences réussies, selon l'approche traditionnelle basée sur des projets, pourrait être examinée. Ce fonds aurait pour but de promouvoir le développement de politiques et de propositions au niveau central du ministère et aux niveaux décentralisés (provinces et communes).

Les interventions seront coordonnées avec celles visant à promouvoir la création de débouchés économiques (voir ci-dessous). Les programmes incluront des questions transversales, telles que la lutte contre les inégalités fondées sur le sexe et la race, et la promotion de la sensibilisation à l'environnement et aux pratiques environnementales durables. Au besoin, des évaluations des incidences sur l'environnement (EIE) seront entreprises au niveau des programmes ou des projets, des indicateurs environnementaux seront utilisés et les stratégies de réduction des risques de catastrophe seront intégrées aux phases de conception et d'évaluation des programmes. Une attention particulière sera accordée au rôle important des TIC en tant qu'outil d'éducation d'une part, et d'autre part sur la base des compétences en la matière que doivent acquérir les étudiants équatoriens et les personnes qui entrent sur le marché du travail. Il pourrait être opportun d'inclure des éléments d'éducation personnelle et sociale contribuant à une culture du respect des droits de l'homme, de la négociation et du dialogue, en vue de prévenir, ou au moins d'atténuer, les tensions politiques et sociales. Au moment de la rédaction du présent document, un programme financé par la CE dans le domaine de la formation professionnelle commençait au Pérou. Le cas échéant, il sera tenu compte des enseignements tirés de sa mise en œuvre dans l'élaboration des futurs programmes pour l'Équateur.

### ***Complémentarité avec d'autres instruments de financement***

Les actions menées dans le secteur de l'éducation seront coordonnées et compléteront d'autres interventions de la CE en Équateur, surtout celles mises en œuvre dans le contexte du cofinancement des organisations de la société civile (ONG et autres) et également du programme régional ALBAN pour l'enseignement supérieur.

## **6.2 Créer des débouchés économiques durables et promouvoir l'intégration régionale (codes secteur CAD 250, 25010, 331)**

### ***Objectif général***

Promouvoir la cohésion sociale et l'intégration régionale en créant et en consolidant des débouchés économiques durables et des emplois décents pour les populations démunies dans des micro- et des petites et moyennes entreprises compétitives.

Indicateur d'impact: augmentation du revenu par habitant entre 2007 et 2010.

### ***Objectifs spécifiques***

1. Promouvoir des activités génératrices de revenus durables, destinées plus particulièrement aux secteurs les plus pauvres, marginalisés et/ou désavantagés de la société équatorienne, en augmentant la productivité du travail et en créant des produits à valeur ajoutée.

Type d'indicateurs: augmentation de l'offre et de la demande de travail et augmentation du revenu monétaire et non monétaire de la population cible.

2. Favoriser la présence, la consolidation et la position de micro-entreprises et de PME sur les marchés intérieurs et extérieurs, et renforcer les institutions nationales en vue de consolider l'intégration de l'Équateur dans la région.

Type d'indicateurs: accès au financement, gestion et présence sur les marchés intérieurs et extérieurs, avec une augmentation de la contribution du secteur à la valeur nette des exportations et du volume économique des échanges commerciaux dans le pays; développement de marchés régionaux.

3. Promouvoir un environnement plus propice à la création d'emplois et à la compétitivité par le développement d'une politique nationale et d'un cadre réglementaire.

Type d'indicateurs: préparation de politiques et de stratégies publiques et adoption de règles, de règlements et de lois, création et formalisation d'entreprises et d'initiatives d'innovation technologique et amélioration des capacités des ressources humaines.

4. Soutenir le renforcement de l'intégration au sein des marchés régionaux et internationaux, en particulier en intensifiant et facilitant les échanges commerciaux au sein de la Communauté andine et entre l'UE et l'Équateur.

Type d'indicateurs: amélioration du cadre légal régissant les investissements étrangers; renforcement des capacités institutionnelles, judiciaires et réglementaires dans les domaines liés au commerce; amélioration de la gestion des frontières et réduction des entraves au commerce transfrontalier.

### ***Résultats escomptés***

Pour les groupes cibles: les activités économiques seront consolidées et rendues durables grâce à la création d'emplois et à l'amélioration des niveaux de revenus. Une attention particulière sera accordée à l'efficacité de ces actions pour les femmes et la population afro-équatorienne. Les interventions pourront être ciblées géographiquement en fonction du niveau de pauvreté et d'autres facteurs appropriés et/ou destinés à des groupes spécifiques de bénéficiaires, reposant par exemple sur le genre, l'appartenance ethnique ou d'autres critères, comme l'âge (permettant de centrer l'action sur les jeunes ou les personnes âgées). Le type d'activité économique pouvant être générée dépendra, en partie, des bénéficiaires ciblés, ainsi que de facteurs géographiques, économiques et autres, qui devront être analysés au cours du processus de définition et d'élaboration des interventions.

Comme indiqué au point 5.1 ci-dessus, la première source de conflit en Équateur est le manque de débouchés économiques et l'accès inéquitable à ces débouchés, qui génèrent et perpétuent la pauvreté. La multiplication des débouchés économiques peut donc avoir des effets directs et indirects sur la réduction et l'atténuation des conflits.

Les micro-entreprises et les PME soutenues directement ou indirectement par les programmes contribueront à la consolidation du tissu économique et social des régions et des secteurs concernés. En essayant de tirer pleinement parti des débouchés offerts par le SPG Plus et dans le cadre de la Communauté andine, et en renforçant les compétences et les capacités nécessaires pour participer plus efficacement aux négociations multilatérales, on peut également escompter que ce domaine d'intervention contribuera au renforcement des liens commerciaux de l'Équateur avec l'Union européenne et au renforcement de son intégration dans la CAN. Parmi les autres résultats escomptés, on peut citer la simplification et l'harmonisation des procédures d'importation et d'exportation et l'amélioration du cadre politique national en matière de concurrence et du climat des affaires, qui permettront d'attirer un volume d'investissement direct étranger (IDE) plus élevé et de garantir que l'IDE bénéficie davantage au pays. Enfin, il est espéré que les politiques et les stratégies qui seront appliquées par le gouvernement créeront un cadre propice à l'ouverture de débouchés économiques.

### ***Méthodes de mise en œuvre et questions transversales***

Conformément à la politique générale de coopération de la CE, les méthodes se révélant les plus appropriées seront adoptées, en suivant autant que possible une approche sectorielle. L'objectif de cette démarche serait de promouvoir l'élaboration de politiques et de propositions

au niveau central, par le ou les ministère(s) responsable(s), ainsi qu'au niveau décentralisé, par les autorités municipales et provinciales.

Pour atteindre les objectifs visés et assurer la cohérence avec l'évolution probable vers une plus grande décentralisation administrative et politique, la CE donnera la préférence aux programmes qui présenteront une composante régionale, avec des unités d'action communales.

Une attention particulière sera accordée aux questions transversales, telles que le régime foncier et l'affectation des sols, les discriminations fondées sur le sexe et l'appartenance ethnique, le respect des droits des populations indigènes et la durabilité environnementale. Toutes les activités entreprises devront intégrer des mesures visant à lutter contre les discriminations, à améliorer la sensibilisation à l'environnement et à promouvoir la gestion durable des ressources naturelles. Le cas échéant, des évaluations des incidences sur l'environnement seront entreprises au niveau des projets et des programmes, des indicateurs environnementaux seront utilisés et la réduction des risques de catastrophe sera intégrée à l'évaluation et à la conception des programmes.

### ***Complémentarité avec d'autres instruments de financement***

Des mesures seront prises pour parvenir à la complémentarité et à des synergies avec les programmes appropriés mis en œuvre dans le cadre du document de stratégie pour la région andine. Le programme AL-Invest, entrepris dans le cadre du document stratégique pour la région latino-américaine, contribuera à la consolidation des activités menées dans le cadre des objectifs spécifiques 2 et 3. Des efforts seront consentis pour garantir la complémentarité et la continuité entre le programme de sécurité alimentaire, qui doit s'achever en 2007, et les programmes qui seront entrepris dans le présent domaine d'intervention. Les efforts visant à faire basculer l'activité économique informelle vers le secteur formel peuvent limiter l'ampleur du phénomène de main-d'œuvre enfantine et devraient améliorer les conditions de travail pour les cas résiduels d'enfants au travail, dans la ligne de l'approche suivie par le passé avec l'initiative IEDDH et d'autres lignes budgétaires thématiques. Enfin, étant donné l'extrême vulnérabilité de l'Équateur à toute une série de catastrophes naturelles, la réduction des risques de catastrophe sera considérée comme faisant partie intégrante de la conception et de la mise en œuvre des projets et des programmes dans les zones exposées aux catastrophes. Il conviendra de rechercher des synergies et de favoriser la coordination avec la DG ECHO et les programmes DIPECHO, surtout pour les programmes reposant sur la production agricole.

### **6.3 Calendrier indicatif de mise en œuvre**

Au titre de l'Instrument de Coopération au Développement, une allocation indicative de € 137 millions a été réservée pour l'Équateur pour la période 2007-2013.

PIN I: 55 % du total de l'enveloppe pour l'Équateur (environ € 75Million)

PIN II: 45 % du total de l'enveloppe pour l'Équateur (environ € 62Million)

#### **Allocation indicatif en Millions d'Euros**

PIN I						PIN II
	2007	2008	2009	2010	Total	2011-2013
Secteur 1	7		34		41	
Secteur 2		20		14	34	

# Annex 1 Map of Ecuador



Map No. 3878 Rev. 3 UNITED NATIONS  
June 2004

Department of Peacekeeping Operations  
Cartographic Section

**Annex 2**  
**Ecuador at a glance**

<b>Flag:</b>		
<b>Country profile:</b>	Republic of Ecuador	National name: República del Ecuador
<b>Area:</b>	283,560 sq km	
<b>Population:</b>	13,363,593 (growth rate: 1.6%); birth rate: 22.7/1000; infant mortality rate: 23.7/1000; life expectancy: 76.2; density per sq km: 48	
<b>Languages:</b>	Spanish (official), Quechua, other Amerindian languages	
<b>Administrative Capital:</b>	Quito, <b>Largest cities:</b> Guayaquil, Cuenca,	
<b>Ethnicity/race:</b>	Mestizo (mixed Amerindian and white) 55-65%, Amerindian 25-35%, Afro-Ecuadorean 5-10%, white Caucasian 4-5%	
<b>Religion:</b>	Roman Catholic 95%	
<b>Head of state:</b>	President: Rafael Correa (2007); NB - the President is both the head of state and head of government	
<b>Legislative branch:</b>	unicameral National Congress or Congreso Nacional (100 seats; members are popularly elected by province to serve four-year terms)	
<b>Literacy rate:</b>	93% (2003 est.)	
<b>Natural resources:</b>	petroleum, fish, timber, hydro-electric power.	
<b>Unemployment:</b>	11.1%, underemployment 47%.	
<b>Major trading partners:</b>	U.S., EU, Colombia, Venezuela, Korea, Japan, Chile, Brazil	

Sources: World Bank: Global Data Information System, UN Statistics Division – Common Database, Andean Community web (all data 2004 unless specified)

**Annex 3**  
**Ecuador Data Profile**

**1. Selected social indicators**

**1.1 Indicators related to the Millennium Development Goals**

	1990	1994	1997	2000	2003
<b>Goal 1: Eradicate extreme poverty and hunger</b>					
<u>Percentage share of income or consumption held by poorest 20%</u>	..	..	..	3.3	..
<u>Population below \$1 a day (%)</u>	..	2.0	17.7	..	..
<u>Population below minimum level of dietary energy consumption (%)</u>	..	..	..	5.0	..
<u>Poverty gap ratio at \$1 a day (incidence x depth of poverty)</u>	..	0.5	7.1	..	..
<u>Poverty headcount, national (% of population)</u>	..	35.0	..	..	..
<u>Prevalence of underweight in children (under five years of age)</u>	..	..	..	14.3	..
<b>Goal 2: Achieve universal primary education</b>					
<u>Net primary enrollment ratio (% of relevant age group)</u>	97.8	..	97.0	99.4	99.5
<u>Primary completion rate, total (% of relevant age group)</u>	..	90.0	98.0	100.0	..
	100.0	..	..	..	..
<u>Proportion of pupils starting grade 1 who reach grade 5</u>	..	..	77.0	78.0	..
<u>Youth literacy rate (% ages 15-24)</u>	..	..	..	96.4	..
<b>Goal 3: Promote gender equality and empower women</b>					
<u>Proportion of seats held by women in national parliament (%)</u>	..	5.0	..	4.0	17.0
<u>Ratio of girls to boys in primary and secondary education (%)</u>	..	..	..	100.7	16.0
	100.6	..	100.4	..	..
<u>Ratio of young literate females to males (% ages 15-24)</u>	..	..	..	100.1	..
<u>Share of women employed in the nonagricultural sector (%)</u>	37.3	40.2	39.6	40.2	41.1
<b>Goal 4: Reduce child mortality</b>					
<u>Immunization, measles (% of children ages 12-23 months)</u>	60.0	72.0	75.0	84.0	99.0
<u>Infant mortality rate (per 1,000 live births)</u>	43.0	34.0	..	27.0	24.0
<u>Under 5 mortality rate (per 1,000)</u>	57.0	43.0	..	32.0	27.0
<b>Goal 5: Improve maternal health</b>					
<u>Births attended by skilled health staff (% of total)</u>	..	..	..	91.3	..
<u>Maternal mortality ratio (modeled estimate, per 100,000 live births)</u>	..	..	..	..	130.0
<b>Goal 6: Combat HIV/AIDS, malaria, and other diseases</b>					
<u>Contraceptive prevalence rate (% of women ages 15-49)</u>	52.9	56.8	..	65.8	..
<u>Incidence of tuberculosis (per 100,000 people)</u>	202.4	..	180.1	..	164.9
	151.1	..	138.4	..	..
<u>Number of children orphaned by HIV/AIDS</u>	..	..	..	..	..
<u>Prevalence of HIV, total (% of population aged 15-49)</u>	..	..	..	0.3	0.3
<u>Tuberculosis cases detected under DOTS (%)</u>	..	..	..	5.3	36.9
<b>Goal 7: Ensure environmental sustainability</b>					
<u>Access to an improved water source (% of population)</u>	69.0	..	..	..	86.0
<u>Access to improved sanitation (% of population)</u>	56.0	..	..	..	72.0
<u>Access to secure tenure (% of population)</u>	..	..	..	..	..
<u>CO2 emissions (metric tons per capita)</u>	1.6	1.3	1.7	2.0	..
<u>Forest area (% of total land area)</u>	43.1	..	..	38.1	..
<u>GDP per unit of energy use (2000 PPP \$ per kg oil equivalent)</u>	..	5.9	5.9	5.3	5.0
<u>Nationally protected areas (% of total land area)</u>	..	..	..	..	18.3
<b>Goal 8: Develop a global partnership for development</b>					
<u>Aid per capita (current US\$)</u>	15.7	19.0	13.1	11.8	13.5
<u>Debt service (% of exports)</u>	62	38	56	36	39
<u>Fixed line and mobile phone subscribers (per 1,000 people)</u>	47.8	60.3	86.0	135.0	..
	311.6	..	..	..	..
<u>Internet users (per 1,000 people)</u>	..	0.3	1.1	14.2	46.0
<u>Personal computers (per 1,000 people)</u>	1.9	9.8	16.8	21.7	31.1

<a href="#">Unemployment, youth female (% of female labour force ages 15-24)</a>	17.3	17.8	24.5	18.1	..
<a href="#">Unemployment, youth male (% of male labour force ages 15-24)</a>	11.1	12.7	15.1	10.5	..
<a href="#">Unemployment, youth total (% of total labour force ages 15-24)</a>	13.5	14.9	18.9	13.5	..

**Source: World Development Indicators database, April 2005** (figures in italics refer to periods other than those specified.)

## 1.2 Others

	1985	1990	1995	2000	2003
<b>Human Development Index *</b>	0,698	0,715	0,730	....	0,759 Ecuador ranked <b>82</b> in the total of 177 countries included in the HDR

Source: UN Development Programme Report 2005

\*The HDI – human development index – is a summary composite index that measures a country's average achievements in three basic aspects of human development: longevity, knowledge, and a decent standard of living. Longevity is measured by life expectancy at birth; knowledge is measured by a combination of the adult literacy rate and the combined primary, secondary, and tertiary gross enrolment ratio; and standard of living by GDP per capita (PPP US\$).

## 2. Selected economic, financial and trade indicators

### 2.1 Economic and financial indicators

	2000	2003
GNI, Atlas method (current US\$)	16.5 billion	23.8 billion
GNI per capita, Atlas method (current US\$)	1,330.0	1,830.0
GDP (current \$)	15.9 billion	27.2 billion
GDP growth (annual %)	2.8	2.7
GDP implicit price deflator (annual % growth)	-7.0	9.0
Inflation rate (%)*		7,9
Value added in agriculture (% of GDP)	10.6	7.7
Value added in industry (% of GDP)	34.7	28.7
Value added in services (% of GDP)	54.6	63.6
Foreign direct investment, net inflows in reporting country (current US\$)		
Present value of debt (current US\$)	13.1 billion	18.7 billion
Total debt service (% of exports of goods and services)		25.7
Short-term debt outstanding (current US\$)	797.1 million	1.8 billion

Source: World Bank: World Development Indicators database, August 2005

\*Source: IMF, delivered by DG Trade web

## 2.2 Trade indicators

	2000	2003	2004
Exports of goods and services (% of GDP)	37.1	23.8	30.2
Total exports (US\$ millions)		6,038	7,655
Oil		2,372	3,899
Bananas		1,099	1,023
Manufactures		1,584	1,658
Imports of goods and services (% of GDP)	31.0	28.8	27.5
Total imports (US\$ millions)		6,534	7,861
Food		....	.....
Fuel and energy		664	785
Capital goods		1,789	2,054
Trade in goods as a share of GDP (%)	54.2	46.2	..
High-technology exports (% of manufactured exports)	5.6	6.0	..
Rank of Ecuador as an EU's trade partner*			
Total			70
Imports from Ecuador			59
Exports to Ecuador			83

Source: World Bank: World Development Indicators database, August 2005

\*Source: EUROSTAT 2005

## 2.3 EU- Ecuador Trade indicators

### 2.3.1 European Union, trade with Ecuador (in Mio euro)

Year	Imports	Yearly % change	Share of total EU imports	Exports	Yearly % change	Share of total EU exports	Balance	Imports + Exports
2000	1 014		0.10	542		0.06	-472	1 556
2001	1 102	8.7	0.11	834	53.9	0.09	-268	1 936
2002	1 223	10.9	0.13	951	14.1	0.11	-272	2 174
2003	1 281	4.7	0.14	848	-10.8	0.10	-432	2 129
2004	1 229	-4.1	0.12	718	-15.4	0.07	-511	1 946
3m 2004	335		0.14	138		0.06	-196	473
3m 2005	340	1.7	0.13	198	43.1	0.09	-142	538
Average annual growth		4.9			7.3			5.8

Source: EUROSTAT 2005

### 2.3.2 Ecuador, trade with European Union (in Mio euro)

Year	Imports	Yearly % change	EU Share of total imports	Exports	Yearly % change	EU Share of total exports	Balance	Imports + Exports
2000	589		14.00	973		16.06	385	1 562
2001	914	55.3	14.59	1 087	11.6	17.71	173	2 001
2002	1 045	14.3	15.14	1 177	8.3	20.57	131	2 222
2003	927	-11.3	16.08	1 222	3.9	21.31	295	2 149
2004	748	-19.3	13.08	1 239	1.4	18.06	491	1 987
Average annual growth		6.2			6.2			6.2

Source: IMF

### 2.3.3 Ecuador's Trade balance with main partners (2004)

#### The major import partners

Partners	Mio euro	%
World	5 715	100.0
1 USA	1 416	24.8
2 EU	748	13.1
3 Colombia	732	12.8
4 Venezuela	479	8.4
5 Brazil	334	5.8
6 Chile	285	5.0
7 China	278	4.9
8 Japan	251	4.4
9 Korea	167	2.9
10 Mexico	164	2.9
11 Peru	155	2.7
12 Argentina	128	2.2
13 Canada	111	2.0
14 Angola	60	1.1
15 Thailand	42	0.7
16 Switzerland	36	0.6
17 Hong Kong	32	0.6
18 Turkey	23	0.4
19 Russia	21	0.4
20 Algeria	18	0.3

#### The major export partners

Partners	Mio euro	%
World	6 858	100.0
1 USA	3 311	48.3
2 EU	1 239	18.1
3 Colombia	375	5.5
4 Russia	243	3.5
5 Korea	236	3.4
6 El Salvador	154	2.2
7 Japan	124	1.8
8 Peru	118	1.7
9 Panama	115	1.7
10 Chile	81	1.2
11 Canada	77	1.1
12 China	66	1.0
13 Jamaica	64	0.9
14 Venezuela	61	0.9
15 Algeria	56	0.8
16 Mexico	54	0.8
17 Guatemala	42	0.6
18 Argentina	36	0.5
19 Dominican Republic	34	0.5
20 Turkey	29	0.4

#### The major trade partners

Partners	Mio euro	%
World	12 573	100.0
1 USA	4 726	37.6
2 EU	1 987	15.8
3 Colombia	1 107	8.8
4 Venezuela	540	4.3
5 Korea	403	3.2
6 Japan	374	3.0
7 Chile	366	2.9
8 Brazil	353	2.8
9 China	345	2.7
10 Peru	273	2.2
11 Russia	264	2.1
12 Mexico	219	1.7
13 Canada	189	1.5
14 Argentina	164	1.3
15 El Salvador	154	1.2
16 Panama	119	0.9
17 Algeria	73	0.6
18 Jamaica	64	0.5
19 Switzerland	62	0.5
20 Angola	60	0.5

Source: IMF

### 2.3.4 European Union, Imports from Ecuador by product grouping (Mio euro)

SITC Rev.3 Product Groups	2000	%	2002	%	2004	%
<b>TOTAL</b>	<b>1 014</b>	<b>100.0</b>	<b>1 223</b>	<b>100.0</b>	<b>1 229</b>	<b>100.0</b>
<b>Primary Products</b>	<b>963</b>	<b>95.0</b>	<b>1 154</b>	<b>94.4</b>	<b>1 182</b>	<b>96.2</b>
<i>of which:</i>						
Agricultural prod.	959	94.7	1 153	94.3	1 181	96.1
Energy	3	0.3		0.0		0.0
<b>Manuf. Products</b>	<b>41</b>	<b>4.1</b>	<b>54</b>	<b>4.4</b>	<b>31</b>	<b>2.5</b>
<i>of which:</i>						
Machinery	10	0.9	5	0.4	4	0.3
Transport equipm	1	0.1	23	1.9	1	0.1
<i>of which:</i>						
Automotive prod.	1	0.1		0.0		0.0
Chemicals	1	0.1	2	0.2	3	0.3
Textiles and cloth.	9	0.9	7	0.6	7	0.5

Source: EUROSTAT 2005

### 2.3.5 European Union, Exports to Ecuador by product grouping (Mio euro)

SITC Rev.3 Product Groups	2000	%	2002	%	2004	%
<b>TOTAL</b>	<b>542</b>	<b>100.0</b>	<b>951</b>	<b>100.0</b>	<b>718</b>	<b>100.0</b>
<b>Primary Products</b>	<b>43</b>	<b>8.0</b>	<b>68</b>	<b>7.1</b>	<b>67</b>	<b>9.4</b>
<i>of which:</i>						
Agricultural prod.	35	6.5	58	6.1	57	7.9
Energy	2	0.5	4	0.4	4	0.6
<b>Manuf. Products</b>	<b>478</b>	<b>88.3</b>	<b>866</b>	<b>91.0</b>	<b>585</b>	<b>81.5</b>
<i>of which:</i>						
Machinery	141	26.0	363	38.2	257	35.9
Transport equipm	61	11.3	119	12.5	64	8.9
<i>of which:</i>						
Automotive prod.	21	3.9	58	6.1	31	4.4
Chemicals	138	25.4	180	18.9	132	18.4
Textiles and cloth.	7	1.3	13	1.4	8	1.1

Source: EUROSTAT 2005

## Annex 4

# Country Environment Profile<sup>3</sup> - Ecuador

### **Geography and climate**

The Ecuadorean *coastal plain* is, proportionately, much larger than the coastal plains of the other Andean countries. Its climate and eco-systems show considerable variations from the north (tropical rain forest) to the south (semi-arid). It is heavily populated and farmed, being the most important area for agriculture (bananas, rice, etc.) and for cattle raising. The country's largest city and industrial and commercial centre, Guayaquil, is located here at the mouth of the Guayas River. The climate is tropical, with high levels of precipitation during the rainy season. Serious flooding is a problem that recurs every year and reaches catastrophic proportions when the “*El Niño*” phenomenon occurs.

In northern and central Ecuador, the *mountain area* consists of two parallel cordilleras, joined here and there by transversal elevations. Landscapes, climates and eco-systems are very varied, divided into so-called micro-climates. One finds green meadows and lakes very close to pure desert areas. In the southern part of the country the Andes splits into a more complex system of mountain ranges and valleys and the climate becomes drier. Since Ecuador is located on the equator (between parallels 1,3° North and 5° South) the climate is warmer than in Bolivia and Peru at equivalent altitudes.

The eastern third of the Ecuadorean territory consists of the *Amazonian tropical forest*. The northern part of this area is heavily affected by human activities; oil exploitation began here at the beginning of the 1970s and was followed by a disorderly immigration of settlers. The forest areas in this part of the country are being severely damaged by the oil business (deforestation and contamination of water and soils) as well as by logging and inappropriate farming and cattle raising methods. The area closest to the Colombian border is affected by coca fumigation carried out under the *Plan Colombia*.

### **Social and economic trends**

In the case of Ecuador, the World Bank's Poverty Assessment (April 2004) found that, while access to basic social services has improved slowly but steadily since 1990, national consumption-based poverty stood at 45% in 2001, compared with 40% in 1990, while the number of poor people increased from 3.5 to 5.3 million during the same period. The rise in poverty was highest in urban areas, due to migration and to the 1999 banking and financial crisis; but in rural mountain areas, too, poverty went up by 15%.

During the last twenty years, there has been only a small increase in Ecuador's GDP. Real GDP per capita fell by 0.5% per year between 1980 and 1990 and has been more or less static since then. Ecuador's poor economic performance is to some degree due to external factors, including natural disasters, but mainly it is a consequence of bad policies, unstable government and slow productivity growth. The relationship between productivity and growth has become even more significant since 2000, when Ecuador adopted the US Dollar as its national currency. By doing this, the country abandoned the possibility of using monetary policy as an instrument for increasing competitiveness.

---

<sup>3</sup> This Profile is an edited version of the Annex on Ecuador included in “Regional Environmental Profile - Andean Countries” (February 2005). The Regional Environmental Profile was financed by the European Commission and presented by ORGUT Consulting AB for the European Commission. It does not necessarily reflect the opinion of the European Commission.

In addition to generalized poverty among people still living in the country, the other dramatic manifestation of the economic crisis in Ecuador is emigration. There has always been some emigration from Ecuador to the United States, but after the crisis in 1999-2000, this became a mass movement. It is estimated that 2.5 million Ecuadoreans have left their country in the last four years, most of them having gone to Europe. At present, there are almost 400,000 legally registered Ecuadorean immigrants in Spain, which has been the most popular destination, followed by Italy. The number of illegal immigrants is also significant. Ecuador has, for the first time in its history, become an exporter of people and an importer of remittances; according to the Ecuadorean Ministry of Finance and Economy, remittances totalled 1.5 billion dollars in 2003. Unfortunately, there is as yet no mechanism in place to help to channel these resources to the productive sectors in an orderly manner; much of it goes on consumption of imported luxury goods.

## **Environmental issues**

### **Water**

In the lowlands of Ecuador, both to the east and west, there is still – generally speaking – enough water to cover all the needs, from drinking water to water for irrigation and other use. However, as regards the mountain region it is now clear that serious legal and institutional measures will have to be taken in order to achieve sustainable water management. While there is still no hard evidence that precipitation has decreased in general, there are many areas where consumption of water, particularly for irrigation, exceeds – and sometimes far exceeds – the normal supply. Also, there is a problem with protection of water sources, especially in the so-called “*páramo*” areas, which are highland moors with a very large capacity for storage of rain water; these are increasingly being damaged by the advance of the agricultural frontier.

The situation with regard to water use and protection in general, including water for domestic and industrial use, borders on legal and institutional chaos, with certain aspects handled by different agencies simultaneously while other aspects are overlooked by everyone.

Of the five Andean countries, Ecuador is the one with the highest proportion of irrigated agricultural land in relation to the total cultivated area (55%). Unfortunately, there has never been any proper long-term planning of water use. Numerous water concessions have been granted without sufficient basic information on available resources and irrigation projects have been implemented, and continue to be planned, by various operators without any kind of social, or even private, cost-benefit analysis. The Ecuadorean state has implemented a process of privatising irrigation systems and so (for the foreseeable time) there will be no further national, public investment in irrigation systems. However, there are many existing systems and incomplete systems that need considerable investment and improved management in order to be used properly.

### **Soils and agriculture**

Since the 1960s, two parallel agricultural systems have developed in **Ecuador**: modern large-scale establishments (*haciendas*) and peasant farmers’ small-holdings. The *haciendas* can be differentiated according to the area of land which they occupy and their orientations with regard to the market. On the one hand, there are the big plantations in the coastal region which produce foodstuffs for export (traditionally bananas, but more recently a variety of fruits and vegetables) and the cattle ranches and the oil palm plantations, based on the advance of the agricultural frontier and the reduction of forested areas. These types of farming cause the most damage to the soil, both by deforestation, overgrazing and inappropriate use of agrochemicals.

On the other hand, there are small farmers dedicated to coffee and cocoa production for export and cultivation of rice, corn and other cereals for the domestic market; when they are located on more or less level land, these crops do not appear to be too harmful to the soil.

In the mountain region, the big *haciendas* are mainly oriented towards milk production, and, more recently, flowers. The small farmers fall into two categories: those who occupy land of good quality and are fairly near markets and communication; and those who occupy the mountainsides with more fragile soil cover and a more difficult climate. The latter combine production for the market with subsistence farming. No less than 53% of the territory in Ecuador is located on slopes with differing degrees of inclination; 21% is on extremely steep slopes.

According to the 2002 Agricultural Census, there were 842,888 agricultural properties in the country. Of these, 636,375 were of less than 10 ha and 248,398 had less than one hectare. In the mountain region, the agrarian reform processes and the systems of inheritance have caused serious fragmentation of land ownership in areas already barely suitable for agriculture (including the “*páramos*”); the end result is enormous pressure on the land and the destruction of soils (and water sources). The pattern is very similar to that found in many parts of Bolivia.

### **Forest**

In Ecuador, the destruction of tropical and sub-tropical forests is dramatic, both in the Amazon region and in the northwest of the country on the Pacific coast and along the border with Colombia (this applies particularly to the very special Chocó forest, which runs along the Pacific coast from southern Panama, through Colombia, into northern Ecuador). The most affected area within the western coastal plain is Esmeraldas Province, where forest resources are being severely depleted by logging and by the opening up of land for oil palm plantations.

There has also been serious destruction of mangrove forests in Esmeraldas and further south, mainly due to the construction of shrimp ponds. According to the Ecuadorean *Instituto Geográfico Militar* there were originally about 360,000 ha of mangrove in the Ecuadorean coastal area, but this had been reduced to 150,000 ha by 1999. This development has taken place despite the fact that, as long ago as 1986, the government declared all the mangrove forests to be protected areas.

The pattern of ownership of forest lands in Ecuador is interesting and important to bear in mind; it is very different from the patterns in Bolivia and Peru. According to a well informed source, the forest lands in Ecuador now amount to 11.5 million ha, rather than the 10.5 million indicated in the table. Of these, 3.5 million are in protected areas. Another 3.5 million are to be found on land owned (with official government recognition) by indigenous communities, for instance the *Shuar* in the Pastaza Province and the *Awá* on the border with Colombia. These communities are claiming another 1.5 million ha as ancestral lands, and it is not unlikely that they will obtain it at some point. The population of these indigenous forest owners adds up to only 2% of the entire population of the country.

The remainder of the forest land is mostly owned by small proprietors with an average of 35 ha each. Forest-based industry owns only about 30,000 ha. There are no large concessions of state-owned land in Ecuador, and one would presume that this situation provides a much better starting-point for sustainable forest management. What is needed is an improvement of the economic chain of production (added value for timber and its end products); combating of

illegal logging which, naturally, exerts a downward pressure on raw material prices; technical assistance in management; and stronger controls in general.

In 2003, Ecuador's Ministry of the Environment contracted out the control of forestry activities by hiring the *Société General de Surveillance* (SGS) for this purpose. A system was set up with a data base run by the SGS which could cross-check information on approved forest management plans and transportation permits with the road check-points run by the so-called *Vigilancia Verde*, which is a conglomerate of NGOs, the police and others. The amount of confiscated illegal timber soon doubled. However, this initiative broke down after only six months because certain forest owners took legal action arguing that this arrangement was unconstitutional (recourse to this particular argument is a frequent occurrence in Ecuador). The case seems to have been dropped recently, which may mean that this arrangement could be revived; it is a case of more energetic action being needed on the part of the Ministry of the Environment.

As a final comment it is worth pointing out that the EC Programme for Decentralization of Environmental Management in Three Northern Provinces includes the tropical forests and the mangrove as important themes.

### **The Galápagos Islands**

In 1962, there were fewer than 3,000 inhabitants on these islands and by the beginning of the 1980s the number had gone up only to 5,000. Thereafter, the rate of population increase took a dramatic turn upwards, for various reasons: tourism and related services increased, as did fishery activities; and, around 1999-2000, the economic crisis in Ecuador (bank collapse, dollarization, etc) made people move to Galápagos in search of new opportunities. In 2004, the resident population in the Galápagos was estimated at 20,000 or more and it was expected to reach 30,000 by 2010. In recent years the number of tourists visiting the Galápagos has increased by 10-12% annually and now stands at about 100,000 each year, of which about 70% are foreigners.

The increased pressure on habitats, both from the growing local population and from tourists does, of course, pose a threat to the Islands' eco-systems and wildlife. Already in 1997, more than 20% of bird species, 35% of mammals and over 40% of reptiles were classified as endangered. In 2002, 58% of evaluated endemic flora was classified as vulnerable or in danger. There are also severe problems in the Marine Reserve, particularly with regard to illegal fishing for shark (for their fins) and sea cucumbers (these are a delicacy in Japanese cuisine). The latter are currently the subject of conflicts between fishermen and the Ministry of the Environment.

Tourism to the Galápagos generates around 100 million dollars per year for the Ecuadorean mainland and 30 million dollars for the islands. The inhabitants of Galápagos are certainly not the poorest inhabitants of Ecuador. As far as different sorts of international cooperation are concerned, Galápagos has also been quite favoured. Hence, the conservation and sustainable development of the Province (the islands) is not a matter of needing more financial resources, in the short term. It is, once again, a matter of governance, social cohesion and management. Due to the recent strong population growth in the islands, 75% of the people there can be considered as "immigrants" - from all parts of the country. Their level of general education is poor. The local social, political and other conflicts that are so common in the entire country are magnified in the Galápagos, and, as one very knowledgeable observer puts it: "The magic of the islands has been lost".

This “complex” population and its activities are supposed to be governed and administered by a rather convoluted set of institutions. A Province since 1973, the Galápagos has a provincial government, three municipal governments and delegations of sectoral Ministries, like any other province. Then there are the INGALA institute (responsible for regional planning), the autonomous National Park administration and the Charles Darwin Foundation. On top of it all, Galápagos is a playground for numerous NGOs of different sorts, many of them with their own agendas and with little or no coordination among themselves or with any of the other actors.

### **Air pollution**

The general air quality situation in Ecuador is similar to that of Peru, but far less dramatic. The concentration of people, industries and vehicles is less pronounced, petrol is of much better quality (lower sulphur content and lead-free petrol is available) and considerable work has been done on monitoring air pollution in the biggest cities. In terms of practical improvements, the Municipality of Quito has done a great deal over the last few years, by boosting public transport (electric and ecological buses). Attempts have also been made to control pollution caused by the private transport sector; here, progress has been limited due to the lack of cooperation – not to say active resistance - by bus and truck owners.

### **Environmental laws and institutions**

Ecuador has a good track record in terms of environmental legislation, strategies and plans, dating back to the beginning of the 1980s. However, environmental issues and policies have not been very high on the agendas of recent governments and the Ministry of the Environment is extremely weak in every sense. Over the last two years there have been frequent changes of ministerial incumbents, which has inevitably led to discontinuity in the Ministry’s work. The staff of the Ministry were on strike (over salaries) for most of October 2004 and during the latter part of this mission in November 2004. Higher level political appointees continued to work during this period, from alternative premises, but it proved impossible to interview any of them during the week available.

Like Bolivia and to some extent Peru, Ecuador has formally launched a decentralization process in environmental management, although it is moving forward very slowly. Nevertheless, considering the overall current political panorama in Ecuador, this is most likely to offer the best prospects for achieving real progress in sustainable development and environmental conservation.

### **International cooperation**

The European Commission has supported several projects in Ecuador, directly related to environmental matters: Utilization of Mangrove Resources in the Manabí Province; Conservation and Management of Native Andean Forest in the South; Natural Resources Management in the Pastaza Indigenous Territory; and Sustainable Coastal Management in the Machalilla National Park. These projects, which started around 1997-98, have been of moderate size and duration. There is no consolidated information readily available on their results.

In April 2002, the EC and the Ecuadorean Government signed a financing agreement for the project “Development of the Paute River Basin” (Paute II), with an EC contribution of 11 million euros. This project grew out of a previous EC-financed project (Paute I) in the same area, aimed at rehabilitation and reconstruction after the “*La Josefina*” landslide disaster in 1993. The general objective of the second Paute project is to improve living conditions for the

rural population (230,000) in this river basin (520,000 ha), with an emphasis on poverty reduction and environmental conservation. This project has had a slow start. First of all, the introduction by the EC of new financial procedures required the approval of an Addendum to the Financing Agreement, which was signed in July 2003, i.e. more than a year after the signature of the Agreement itself. Secondly, according to various reliable sources, effective project execution was hampered by the 'political' appointment of an unsuitable National Coordinator.

A similar story can be told about another EC intervention in Ecuador, namely the “Programme for Support to the Decentralized Management of Natural Resources in Three Provinces in Northern Ecuador”. The Financing Agreement was signed in January 2004, with the Ecuadorean Institute for International Cooperation (INECI) as national counterpart body. According to the Agreement, the INECI was to handle the financial administration of the project, while technical implementation was to be delegated to the Ministry of the Environment. After signing the Agreement, the Ecuadorean authorities involved spent about nine months doing nothing or arguing about the distribution of responsibilities. Only from September 2004, when the EC put pressure on the local authorities and rumours became public that the country was about to lose this Programme due to the inaction of government authorities, did things start to move. By the end of January 2005, a National Coordinator was appointed (after some further in-fighting) and work got under way on the Global Operation Plan and the first Annual Operation Plan.

Other cooperation agencies also have important activities in environmental matters. The Galápagos is an attractive area both for multilateral and bilateral official and private cooperation. It is interesting to mention here, with reference to the institutional and governance problems in the islands, that UNDP is involved in a study to redesign the procedures for appointing the Director of the Galápagos National Park. In addition to this, it should be mentioned that German, Belgian, Spanish, Dutch and Italian cooperation agencies are involved in various environment-related projects dealing with rural development in general, river basin management and management of protected areas. The Netherlands, however, will withdraw official technical cooperation with Ecuador from 2005, which is a matter of considerable concern for some NGOs which have had support from this source. German, Belgian and Spanish cooperation agencies will remain as important players and should be taken into consideration by the EC in future programming activities.

As part of its official cooperation, Sweden financed a project for planning the sustainable development of three bi-national river basins in the north of Ecuador, in 2003 and 2004, affecting the same three Provinces as the EU programme mentioned above. In an extension of this project, ASDI and the Ministries of Foreign Affairs and of the Environment of have agreed to receive Swedish-financed support for the elaboration of the Global Plan and the first Annual Operational Plan for the EU Programme. A Spanish-financed programme in Imbabura province, which ended in December 2004, has contributed to the establishment of a Provincial Development Agency there which will provide infrastructure and physical facilities for the EU Programme, as well as its entire institutional memory and data bases. These include 36 parish development plans, six municipal development plans and one provincial development plan. This can be considered as a good practical example of aid coordination between the EC and EU Member States.

The UNDP, with GEF funding, works in the areas of climate change and natural disaster prevention and risk reduction. A major IDB programme on sustainable management of coastal

resources is about to start. The IDB is also involved in projects for the supply of drinking water to cities of intermediate size, while the World Bank handles the same issues in cities with a population of less than 50,000.

**ANEXO 5: Matriz de Donantes y Agentes de Cooperación** (los datos provienen de un gran número de fuentes diferentes, así que los autores no pueden garantizar que la información sea completa y actualizada)

Programa / Organización / Donante	Objetivos / Sectores / Áreas	Volumen de financiamiento	Modalidades de Ejecución	Foros de coordinación	Aspectos relevantes / Localización
Banco Mundial	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Reducción de Pobreza y mejora de la calidad de vida a través del crecimiento económico.</li> <li>■ Desarrollo rural y comunitario; Medio ambiente; Educación; Salud; Modernización del estado; Obras Públicas</li> <li>■ Las acciones financiadas en el marco del presente ejercicio financiero son:</li> <li>■ PROMSA (Investigación agrícola 19,8 M. USD aprobado en julio 1996, Finalizado diciembre 2003).</li> <li>■ SICA (Censo agrícola 24,8 M. USD. Aprobado enero 1998. Finalizado septiembre 2004).</li> <li>■ PROLOCAL (Reducción de pobreza 25,2 M. USD Aprobado julio 2001. Cierra diciembre 2006).</li> <li>■ PRODEPINE (Proyecto de desarrollo de las poblaciones indígenas y afroecuatorianos 25 M. USD. Aprobado septiembre 1998. Finalizado abril 2003). PROPINE II en curso.</li> <li>■ MODERSA (Modernización sector Salud 45 M. USD. Aprobado junio 1998. Cierra Diciembre 2004).</li> <li>■ FSTAL (Sector Financiero, 10 M. USD. Aprobado junio 2000. Finalizado junio 2004)</li> <li>■ PRAGUAS (Agua y saneamiento rural 32 M. USD Aprobado octubre 2000. Cierra abril 2004. Ya está aprobada una extensión de 3 años).</li> <li>■ Integración internacional y de Comercio (21 M. USD. Aprobado junio 1998. Finalizado junio 2003).</li> <li>■ PROMEC (Modernización de los sectores energía y comunicaciones rurales. 23 M. USD. Aprobado noviembre 2001. Finaliza junio 2006).</li> <li>■ SIGEF (Apoyo a la Gestión Financiera Pública 13,86 M. USD. Aprobado marzo 2002. Finaliza septiembre 2005).</li> </ul>	<p>Total 222, 07 M. USD (1996 – 2006)</p> <p>Además para el 2005 están planeadas las siguientes acciones:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ SWAP Educación 25 M. USD/año</li> <li>■ SWAP Salud 2 M. USD/año</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cooperación técnica y económica reembolsable</li> <li>■ Ejecución a través UGP establecidos en una institución nacional con personal internacional y nacional pagado a cargo del programa</li> <li>■ 9 líneas no reembolsables para la acciones para la conservación de la Biodiversidad</li> </ul>	<p>Con los mayores Organismos Internacionales</p>	<p>Presente desde los últimos 50 años</p>

Programa / Organización / Donante	Objetivos / Sectores / Áreas	Volumen de financiamiento	Modalidades de Ejecución	Foros de coordinación	Aspectos relevantes / Localización
<b>BID</b>	<p>Opera en 2 frentes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Apoyo a las Políticas Sectoriales del País para apoyar problemas coyunturales y</li> <li>■ Programa de inversión para incidir en problemas Estructurales a muy largo plazo como reducción de la pobreza, exclusión, desigualdad, impunidad y corrupción, a través de fondos de inversión que financian proyectos puntuales.</li> <li>■ Programa Sectorial Social (210M USD) Acciones enfocadas sobretudo hacia el apoyo a la educación primaria</li> <li>■ SWAP Educación para el 2005 (20 M. USD/ año) con la participación del BM (25 M. USD/ año) y de la CAF (40M. USD/ año)</li> <li>■ SWAP Competitividad para el 2007 83 m. USD</li> </ul> <p>A través del Fondo de Inversión financia proyectos de conservación y manejo de RR NN. (70 M. USD en ejecución y 60 en preparación). Las Acciones se enfocan hacia el manejo de desechos sólidos urbanos (programado para el 2007), Turismo eco sostenible (programado para el 2007), conservación de la Biodiversidad (proyecto Galápagos); Proyecto de agua y saneamiento en ciudades intermedias (30 M. €), Apoyo al Sector Justicia (5 M. USD), Rehabilitación de centro histórico de Quito (8 M.USD, 2007) y apoyo a la competitividad (83 M. USD). La programación futura prevé además un proyecto de Apoyo al Sector Electricidad (80 M. USD, inicio 2007);</p>	<p>Prestamos para 535 M USD aprobados</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cooperación técnica y económica Reembolsable. Apoyan políticas Sectoriales del Gobierno sobretudo en Educación (SWAPs), paralelamente financian a través del fondo de inversión proyectos mirados a resolver problemas estructurales del país.</li> <li>■ Beneficiario y garante de los prestamos es el Gobierno (Ministerios competentes), ejecutores pueden ser, a través de delega, los gobiernos locales y compañías públicas municipalizadas.</li> <li>■ Los Proyectos y Programas financiados a través de los préstamos del BID, operan con una secretaria técnica con personal nacional e internacional pagado con los fondos del BID.</li> </ul>	<p>Con los mayores Organismos Internacionales</p>	<p>El Gob. de Ecuador está solicitando recortes de la deuda para un total de 12,4 M. de USD Además el Gobierno está negociando que el personal nacional sea pagado por él mismo y que los montos sean reducidos del prestamos. Otra negociación está basada sobre la reducción de todos los costes de imprevistos no utilizados,</p>
<b>CAF</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Educación</li> <li>■ Medio ambiente y conservación de Biodiversidad</li> <li>■ Modernización del estado</li> <li>■ Comercio</li> <li>■ Agua potable y saneamiento</li> </ul>	<p>2004 1,5 M. USD SWAP Educación 40 M. USD / año (2005)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cooperación técnica y económica reembolsable</li> <li>■ Apoyan la elaboración y implementación de planes sectoriales</li> </ul>		
<b>Comisión Europea</b>	<p>EI CSP 2002 – 2006 prevé intervenciones en los siguientes sectores:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Salud</li> <li>■ Medio ambiente</li> <li>■ Integración regional</li> </ul>	<p>Total 150 M€ 92 M € Cooperación Técnica y Financiera</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cooperación técnica y económica</li> <li>■ no reembolsable</li> <li>■ Cooperación ONGs</li> <li>■ Ayuda Alimentaria</li> </ul>	<p>Con los mayores donantes y EE MM</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cooperación económica comercial</li> </ul> <p>Además se financian proyectos a través de las líneas Seguridad alimentaria, ECHO ONGs y Bosques tropicales y proyectos de tipo desarrollo rural (financiados antes de 2002)</p>				
<b>Programa / Organización / Donante</b>	<b>Objetivos / Sectores / Áreas</b>	<b>Volumen de financiamiento</b>	<b>Modalidades de Ejecución</b>	<b>Foros de coordinación</b>	<b>Aspectos relevantes / Localización</b>
<b>Estados Miembros UE</b>					
<p>Alemania</p> <p>BMZ GTZ DED KfW CIM InWent</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Protección del medio ambiente y Manejo RR NN</li> <li>■ Apoyo a la modernización y descentralización del estado; Fortalecimiento de los Gobiernos Seccionales</li> </ul>	<p>Total 15,5 M. € / año</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Referente nacionales son INECI y MEF</li> <li>■ 3 niveles de cooperación: <u>Macro</u>: Apoyo en elaboración de políticas y procesos de concertación a nivel nacional <u>Mezo</u>: apoyo organizaciones <u>Micro</u>: transferencia de tecnología.</li> <li>■ La estrategia es de trabajar a nivel de Municipio</li> <li>■ Manejan directamente los fondos asignados por la cooperación bilateral.</li> <li>■ Trabajan con ONGs y apoyan Municipios que demuestran mayor atención a temas medio ambientales.</li> </ul>	<p>Si</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ El Gobierno Alemán financia el programa de expertos integrados administrado por la OIT.</li> <li>■ La GTZ trabaja a través de un documento de estrategia País.</li> </ul>

Programa / Organización / Donante	Objetivos / Sectores / Áreas	Volumen de financiamiento	Modalidades de Ejecución	Foros de coordinación	Aspectos relevantes / Localización
Bélgica	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Desarrollo rural: micro crédito, agroindustria, infraestructura social y productiva y comercialización (zona Norte)</li> <li>■ Salud: Apoyo al Municipio de Esmeralda; Al Ministerio de Seguro Social; Derechos sexuales y reproductivos de los adolescentes</li> <li>■ Fortalecimiento Institucional: INECI (2005) para la preparación de estrategias para los sectores Salud (Salud descentralizada), Desarrollo rural (MAG MEDUVI), para las áreas de medio ambiente, Apoyo al proceso de descentralización y representación democrática, atención a la identidad cultural de la población indígena, y prevención de conflictos (Desarrollo de la frontera Sur: Plan Binacional Ecuador-Perú y Apoyo con proyectos de fortalecimiento de UDENOR localizados en las provincias del Norte )</li> </ul>	Bilateral directa 6M€/ año ONGs y Universidades 4M€/ año Total previsto para 2005 12 M€	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Bilateral directa,</li> <li>■ ONGs</li> <li>■ Cooperación Universitaria</li> </ul>	Si	Actualmente la cooperación belga financia 15 proyectos
España AECI	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Reducción de la pobreza: Programas de Desarrollo local;</li> <li>■ Gobernabilidad y Apoyo Institucional: Fortalecimiento INECI y CODEMPE,</li> <li>■ Apoyo a la formulación de la estrategia nacional de reducción de pobreza</li> <li>■ Proyecto de justicia administrativa 10 años por un monto total de 10 M. € (en preparación -inicio junio 2005)</li> <li>■ Medio Ambiente: Programa Galápagos (programa integral con una fuerte componente de investigación y biodiversidad)</li> <li>■ Cooperación cultural: restauración de barrios, Escuelas</li> <li>■ Micro crédito: Banco solidario Banco Pichincha</li> <li>■ Desarrollo humano: sistema de becas; Cooperación inter universitaria.</li> </ul>	AECI 7 M€/ año lcoop. Intermunicipal 1,7 M€/ año ONGs 1,7 M€/ año	<p>La Cooperación técnica española se ejecuta a través</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ de la agencia AECI y a través</li> <li>■ de los fondos de la cooperación intermunicipal.</li> <li>■ Además operan en el país 50 ONGs (200 proyectos)</li> </ul>	Si	Están en fase de elaboración de la estrategia 2005 - 2008
Francia	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cooperación cultural: Enseñanza del francés y programa de becas</li> <li>■ Salud</li> <li>■ Apoyo a la sociedad civil</li> <li>■ Modernización del estado (Policía de Quito)</li> </ul>	Bilateral Directa: 170,000 €/ año Previsión 2005: 200,000 € Cooperación cultural y enseñanza 4M€/ año	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cooperación Técnica y Científica bilateral directa, y</li> <li>■ Cooperación Cultural y de enseñanza del Francés</li> <li>■ En lo posible evita la cooperación con los Ministerios</li> </ul>	Si	
Italia	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Reducción de la pobreza;</li> </ul>	Directa: 6,8 M€ en	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Bilateral directa</li> </ul>	Si	El Gobierno de Italia firmó un

	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Salud;</li> <li>■ Medio ambiente;</li> <li>■ Desarrollo Institucional;</li> <li>■ Educación / Coop. Ínter universitaria</li> <li>■ Producción;</li> <li>■ DD HH;</li> </ul>	3 años Multilateral 2,1	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Multilateral (PNUD)</li> <li>■ ONGs</li> </ul>		acuerdo para el canje de parte de La deuda (aprox. 27 M. US\$) a destinarse a la financiación de proyectos de desarrollo socioeconómico y de protección del medio ambiente en 50 cantones y 200 parroquias entre las más pobres)
<b>Programa / Organización / Donante</b>	<b>Objetivos / Sectores / Áreas</b>	<b>Volumen de financiamiento</b>	<b>Modalidades de Ejecución</b>	<b>Foros de coordinación</b>	<b>Aspectos relevantes / Localización</b>
Luxemburgo	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Lucha contra la pobreza</li> <li>■ Desarrollo sostenible</li> <li>■ Salud</li> <li>■ Educación</li> </ul>	1,2 M€/ año	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ A través de proyectos y programas de Salud; Educación; Agua potable y saneamiento ambiental</li> <li>■ Apoya el desarrollo de capacidades técnicas y gestionales locales para asegurar la sostenibilidad</li> </ul>		
Países Bajos	<p>Trabajan sobretodo a nivel central y local en temas como:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Conservación de RR NN;</li> <li>■ Medio ambiente;</li> <li>■ Apoyo a la empresa privada;</li> <li>■ Apoyo a la exportación de productos orgánicos través de COPEI y de la red holandesa CBI; Género</li> </ul>	5 M€ (becas incluidas)	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cooperación técnica y económica</li> <li>■ no reembolsable</li> <li>■ Cooperación ONGs</li> </ul>	Si	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cierra los programas de cooperación bilateral el 31/12/2005</li> <li>■ Permanece la cooperación multilateral y programas de ONGs</li> <li>■ Ofrece becas para un monto de 1 M€</li> </ul>
Reino Unido <i>DFID</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Ambiente;</li> <li>■ DD HH;</li> <li>■ Desarrollo sostenible;</li> <li>■ Jóvenes y Niños;</li> <li>■ Género y Gobernabilidad</li> </ul>	270,000 €/ año	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Apoya los programas de la CE (Aproxim. 18% del presupuesto de la Ce para Ecuador proviene del Reino Unido)</li> <li>■ Adicionalmente financia un programa bilateral a través del DFID</li> </ul>		
Suecia	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Medio ambiente</li> </ul>	n.d.	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Su estrategia es dirigida a complementar la cooperación europea a través de un addendum al convenio marco de cooperación de la UE con el</li> </ul>	Si	

Programa / Organización / Donante	Objetivos / Sectores / Áreas	Volumen de financiamiento	Modalidades de Ejecución	Foros de coordinación	Aspectos relevantes / Localización
			Gobierno de Ecuador y particularmente con el Ministerio de Ambiente.		
FMI	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Velar por la estabilidad del sistema monetario y financiero. Lograr la estabilidad económica y financiera; fomentar el crecimiento y aliviar la pobreza.</li> </ul>	400 M. USD previstos Bloqueado después de un primer desembolso de 80 M. USD por incumplimiento	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Supervisión;</li> <li>■ Asistencia Técnica y Financiera</li> </ul>		
IICA	<p>Desarrollo rural, Investigación agropecuaria</p> <p>Su acción se focalizar en 7 áreas principales de acción:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Política y comercio</li> <li>■ Agua y riego</li> <li>■ Sanidad agropecuaria</li> <li>■ Sanidad alimentaria</li> <li>■ Desarrollo Rural Sostenible</li> <li>■ Educación y Capacitación</li> <li>■ Información y comunicación</li> </ul>	2M. USD/ año	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Colaboran con Ministerios,</li> <li>■ Gobiernos locales,</li> <li>■ ONGs y Universidades</li> </ul>	Si	Costa y Sierra
Japón	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Agricultura y Producción rural</li> <li>■ PYME</li> <li>■ Medio ambiente y conservación de Biodiversidad</li> </ul> <p>1. Multisectorial</p>	21 M. USD / año	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Trabajan con un elevado número de voluntarios</li> </ul>		Trabajan en todo el país
<b>Mayores ONGs europeas y nacionales</b>					
ALDHU ALER CARITAS Alisei Ayuda en Acción CARE CEDENMA CESA CISP CRIC FEPP	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Salud y educación</li> <li>■ Decentralización</li> <li>■ RR NN y medio ambiente</li> <li>■ DD HH</li> <li>■ Micro crédito rural</li> <li>■ Apoyo a la sociedad civil</li> <li>■ Producción y comercialización</li> <li>■ Cooperación cultural</li> </ul>	Solamente disponemos de los datos de los proyectos co-financiados con la CE: 18,25 M. € (Total)	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cooperación no reembolsable, con entidades,</li> <li>■ en colaboración con Organismos Internacionales, Organizaciones de la sociedad civil, Ministerios, Gobiernos locales</li> </ul>	Existe un foro de coordinación de ONGs	Ejecutan proyectos en todo el territorio

Horizont 3000 INTERMON Oxfam Observatorio Red Financiera Rural ONGs ejecutoras proyectos línea ONG					
<b>Programa / Organización / Donante</b>	<b>Objetivos / Sectores / Áreas</b>	<b>Volumen de financiamiento</b>	<b>Modalidades de Ejecución</b>	<b>Foros de coordinación</b>	<b>Aspectos relevantes / Localización</b>
<b>Plan Binacional</b>	Programa de acción binacional, que promueve la ejecución de proyectos fronterizos entre Perú y Ecuador para promover la participación del sector privado, en la financiación de proyectos de desarrollo de la región fronteriza. Acuerdo suscrito entre los 2 países el 26 de octubre 1998. <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Infraestructura social y productiva</li> <li>■ promoción de la inversión privada</li> </ul>	204 M. USD Total acumulado (marzo 2004)	Reciben financiamiento por: <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Fondo para la paz y desarrollo</li> <li>■ Los Gobiernos de Ecuador y Perú,</li> <li>■ Grupo consultivo de financiamiento internacional Ecuador – Perú.</li> <li>■ Grupo Binacional de promoción de la inversión privada</li> </ul>	Si con los mayores agentes de cooperación	
<b>Sistema de las Naciones Unidas</b>					
ACNUR	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Colaborar con el Gobierno para garantizar la protección internacional de los refugiados.</li> <li>■ Proyectos de apoyo comunitario; Formación; capacitación; DD Humanos</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cooperación técnica y económica</li> <li>■ no reembolsable</li> </ul>		Presente desde el 2000 (Total de la inversión 2;400 M. USD)
FAO	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Erradicación del hambre; seguridad alimentaria.</li> <li>■ Desarrollo rural y comunitario; Medio ambiente; Educación; Agricultura; Ganadería; Pesca y Forestas.</li> </ul>	10 M. USD total	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cooperación técnica y económica</li> <li>■ no reembolsable</li> </ul>		
OPS (Organización regional de la OMS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Promover la equidad de la salud; combatir la enfermedad; mejorar la calidad y prolongar la duración de la vida de las poblaciones americanas</li> <li>■ Salud.</li> </ul>	10 M. USD Total	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Supervisión y Asistencia Técnica</li> </ul>		Creada en 1951
PMA	Erradicación del hambre <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Salvar vidas en situaciones de crisis</li> <li>■ Proteger vidas de gente envueltas en crisis humanitarias y</li> </ul>	263 M. USD Total	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Supervisión y Cooperación técnica y económica</li> <li>■ no reembolsable</li> </ul>		Colabora en Ecuador desde 1969

	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ aumentar su capacidad de adaptarse a impactos</li> <li>■ Ayudar a mejorar el estatus nutricional y de salud en los niños; madres y otras personas vulnerables</li> <li>■ Apoyar el acceso a la educación primaria y reducir la desigualdad de género en el acceso a la educación y capacitación</li> <li>■ Ayudar a los gobiernos a fortalecer su capacidad de planificación y manejar los programas de alimentación</li> </ul> <p>Seguridad alimentaria; Salud; Educación Equidad de género.</p>				
<b>Programa / Organización / Donante</b>	<b>Objetivos / Sectores / Áreas</b>	<b>Volumen de financiamiento</b>	<b>Modalidades de Ejecución</b>	<b>Foros de coordinación</b>	<b>Aspectos relevantes / Localización</b>
PNUD	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Constituir una red mundial para el desarrollo que promueva el cambio y conecte a los países con los conocimientos; la experiencia y los recursos necesarios para ayudar a los pueblos a forjar una vida mejor</li> </ul> <p>Prioridades:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Gobernabilidad democrática;</li> <li>■ Reducción de la pobreza;</li> <li>■ Desarrollo sostenible.</li> </ul>	176 M. USD Total	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Supervisión y Cooperación técnica y económica no reembolsable</li> </ul>		Coordina el sistema de las Naciones Unidas en Ecuador
UNESCO (Sede regional para los países del Pacto Andino)	<p>Cooperar a nivel regional en las áreas de</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Educación;</li> <li>■ Ciencias sociales;</li> <li>■ Ciencias exactas y Cultura.</li> </ul>	2 M. USD Total	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cooperación técnica y financiera no reembolsable</li> </ul>		
UNFPA	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Apoyar al derecho de las personas y las parejas a decidir libremente el número de hijos que han de tener y su espaciamiento y a disponer de la información y los medios para lograrlo.</li> <li>■ Aplicación de políticas públicas; programas y proyectos de beneficio de las poblaciones</li> <li>■ Salud sexual y reproductiva; población y desarrollo</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Asistencia técnica y financiera no reembolsable; dirigida a fortalecer nacionales a nivel central y local.</li> </ul>		La AT se concentra en las provincias de Manabí Chimborazo y Orellana con Organismos Gubernamentales; Municipios; ONGs y organizaciones comunitarias
UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Garantizar que la niñez y los adolescentes cuenten con los servicios sociales básicos para garantizar su derecho en salud; nutrición; educación básica; desarrollo infantil y protección.</li> <li>■ Aumento de la inversión social del País.</li> <li>■ Educación; Salud; DD HH; Minorías étnicas.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Asistencia técnica al Gobierno Cooperación técnica y financiera no reembolsable</li> </ul>		Coopera a nivel local en 22 Cantones
UNIFEM	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Promueve el ejercicio pleno de los derechos y la</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cooperación técnica y</li> </ul>		

(Sede regional para los países del Pacto Andino)	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ ciudadanía de las mujeres ecuatorianas</li> <li>■ Asegurar el derecho a la participación política y seguridad económica; el liderazgo de las mujeres en los diversos espacios sociales; la prevención de la violencia de género y la inserción del enfoque de género en las políticas y programas del sistema de las NNUU y sus agencias nacionales.</li> <li>■ Fortalecimiento de las organizaciones de mujeres</li> </ul>		financiera no reembolsable		
UN Volunteers	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Contribuir al desarrollo humano sostenible.</li> <li>■ Voluntariado entre Ciudades; Intercambio internacional Municipal; las Agencias de desarrollo Empresarial; y la prevención de HIV/SIDA</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cooperación técnica y financiera no reembolsable</li> </ul>		Presente desde el 1991
<b>Programa / Organización / Donante</b>	<b>Objetivos / Sectores / Áreas</b>	<b>Volumen de financiamiento</b>	<b>Modalidades de Ejecución</b>	<b>Foros de coordinación</b>	<b>Aspectos relevantes / Localización</b>
USAID	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Frontera Norte</li> <li>■ Frontera Sur</li> <li>■ Democracia y apoyo institucional (Justicia, Descentralización)</li> <li>■ Reducción de pobreza</li> <li>■ Reformas Macroeconómicas</li> <li>■ Medio Ambiente</li> </ul>	160 M. USD/ para 5 años	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cooperación técnica no reembolsable. No operan directamente con el estado sino a través de ONGs, empresas privadas, fundaciones, universidades etc..</li> </ul>	Manifiestar interés a una coordinación más amplia	Presente desde 60 años

**Annex 6**  
**Overview of current EC cooperation with Ecuador**

<b>Pays</b>	<b>ÉQUATEUR</b>						
<b>Délégation</b>	<b>COLOMBIE</b>						
<b>(MIO EUR) (1)</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005 (2)</b>	<b>Total</b>
<b>Engagements</b>	5,9	22,2	5,1	23,2	41,5	26	123,9
<b>Paiements</b>	6,3	5,6	8,3	13,4	12		45,6

<b>Portfolio des projets en exécution et /ou démarrage (3):</b>			
<b>Lignes budgétaires</b>	<b>Titre ligne</b>	<b>Nombre projets</b>	<b>(M€)</b>
<b>Géographiques</b>			
190901	<i>Coopération Fin. et Technique</i>	8	104,00
190902	<i>Coopération Economique</i>	1	10,00
190903	<i>Réfugiés</i>		
190904	<i>Réhabilitation</i>		
			<b>114,00</b>
<b>Non Géographiques</b>		<b>Nombre contrats</b>	
190204	<i>Mines antipersonnel</i>		
190211	<i>Lutte drogues</i>		
190403	<i>DDHH et Torture</i>	1	0,94
210201/210202	<i>Sécurité Alimentaire</i>	7	16,85
210203	<i>ONG</i>	13	8,22
210205	<i>Env. Forêts Tropicales</i>	1	1,00
210206	<i>Genre</i>		
21020702/03/04	<i>Santé (Maladies pauvreté, santé reproductive et SIDA)</i>	1	1,40
210213	<i>Coop. Décentralisée</i>		
			<b>28,41</b>
<b>TOTAL</b>			<b>142,41</b>

(1) Toutes lignes budgétaires gérées par AIDCO (géographiques et thématiques)

(2) Projets engagés sur la programmation 2005

(3) Projets en cours ou démarrage, à l'exclusion des projets cloturés

(4) Ce montant représente la somme des montants engagés.

**Programmation indicative  
2002-2006 (MIO EUR)**

<b>Secteur</b>	2002	2003	2004	2005	2006	<i>total</i>
<i>Développement rural*</i>	11	17				28
<i>Economie</i>			10			10
<i>Appui Institutionnel</i>						
<i>Infrastructure</i>				26		26
<i>Développement social</i>			28			28
<i>Divers</i>						
<i>Total</i>	11	17	38	26		92

\* incluant environnement

## Annex 7

# Ecuador's participation in Latin American region EC cooperation programmes

### **ALBan - European Union Programme of High level Scholarships for Latin America**

The **ALBan** programme aims at furthering co-operation between the EU and Latin America in the field of higher education. The programme promotes increased mobility of Latin Americans into the European area of Higher Education. Such individuals may benefit from the excellence of such institutions, thus enhance their employability and so have better employment prospects once they return to their own countries. The ALBan programme covers the period 2002-2010 and is now in its first phase: 2002-2005. The total cost of the ALBan programme is **€113.5 m**, with a European Community contribution of **€88.5m**, out of which €75m will be devoted to scholarships. This represents an average of 3,900 scholarships, each lasting 12 months and each for an amount of €1,500 per month. (First phase: €37.5m for scholarships).

### **ALFA - Latin America Academic Training**

The ALFA programme began in **1994** and sought to reinforce co-operation in the field of Higher Education. The programme co-finances projects aimed at improving the capacity of individuals and institutions (universities and other relevant organisations). The first phase, ALFA I, with an EC contribution of **€ 31m**, ran until 1999 and the second phase (**2000-2005**), ALFA II, for which the EC contribution is **€52m**, has a total of 10 selection rounds (2000-2004). The total European Community financial contribution to the ALFA II approved projects in the context of the first 9 selection rounds amounts to **€48.5m**. The average European contribution per project is **€233,500**.

### **AL-INVEST enhancing commerce between SMEs**

The AL-INVEST programme involves the promotion of international long-term co-operation between SMEs in both the EU and Latin America. It is made up of two networks of organisations called Coopecos in Europe and Eurocentros in Latin America. These networks constitute the foundation of the programme and implement its activities. The EC launched the programme in **1993** (EC contribution **€11m**) and it is now in **Phase III** for 2004-2007 (**€46m**). In addition to the traditional tool of sectorial meetings to stimulate direct contact between the SMEs, in this latest phase, new capacity- and institution-building activities have also been incorporated, such as the Business Development facility, LA and EU Business Weeks and so on. In total, the participants from Latin America now number **55 Eurocentros**.

### **@LIS Alliance for Information Society**

@LIS aims at reducing the digital divide between Europe and Latin America, integrating Latin America into a Global Information Society and creating long-term partnerships between the two regions. The programme was adopted by the EC on 6 December 2001. It has a total budget of **€77.5m** of which **€63.5m (approx 82%)** is financed by the European Commission. The activities of the programme have been organised around three areas of intervention: dialogues, networks and demonstration projects. Within these three areas, there are five horizontal actions (in which all countries are involved and issues are addressed as a region) and 19 demonstration projects (individual participation in four areas – e-Education, e-Inclusion, e-Governance and e-Health) being developed.

### **URB-AL - Urban Policy Coordination**

URB-AL is a decentralised co-operation programme directed at local communities of the EU and Latin America as well as other players involved in the urban sector. It aims to disseminate and apply "Best Practices" in the area of urban policy as well as to facilitate research into contemporary issues. The programme activities are proposed, implemented and managed by the participants themselves. URB-AL currently represents more than **800** different local authorities and 2000 cases of participation

(a single local authority can take part in more than one activity). The first phase from 1995-2000 had a budget of €14m. URB-AL is currently in its second phase (2001-2006) with a budget of €50m.

### **EU – Latin America: New Areas of Cooperation**

#### **EUROSociAL – Regional Programme for Social Cohesion**

The general objective of EUROSociAL is to increase levels of social cohesion in Latin American societies. It focuses on the policies of education, health, the administration of justice, fiscal policy and employment. To this end the programme will promote the exchange of experiences concerning these particular policies between public administrations of the EU and Latin America. The programme specifically aims to establish the conditions whereby this exchange can generate social cohesion. EUROSociAL will last for a period of **4 years (2004-2007)**. The European Commission's contribution to the programme is **€30m**. More information can be found on the EUROSociAL website:

[http://europe.eu.int/comm/europeaid/projects/amlat/eurosociAL\\_en.htm](http://europe.eu.int/comm/europeaid/projects/amlat/eurosociAL_en.htm)

#### **EUROSOLAR**

The objective of EUROSOLAR is to promote the use of renewable energy sources in the poorest countries of Latin America and improve living conditions by combating poverty, particularly that of indigenous groups. It enables those in the poorest rural areas without access to the national grid to access electricity generated by sun and wind. EUROSOLAR provides these communities with a hybrid system of photovoltaic panels and small wind panels in order to generate electricity and other applications for community use. The installation of a maximum of **600** such facilities is planned. The countries participating in the EUROSOLAR programme are Bolivia, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Paraguay and Peru. The programme was submitted to the EU Member States for approval in the second half of **2005** and will last for **4 years**. The total contribution from the European Commission is **€24m**.

#### **OBREAL - Observatory of the Relations between Europe and Latin America**

OBREAL is a programme consisting of a network of **23** universities from Latin America and Europe, led by the University of Barcelona, whose aim is to promote a process of reflection on the relationship between the EU and Latin America. It focuses on the common challenges being faced by both regions and how these challenges can be overcome effectively. The activities of OBREAL concern bi-regional association and common interests, keeping in mind the expectations of each region. In addition, OBREAL advocates the dissemination of information relating to the relationship between the EU and Latin America and the strategic vision of each region. The European Commission's contribution to the activities of OBREAL is **€1.35 m** and the programme will run for **3 years (2005-2007)**. More information can be found on the OBREAL website:

[http://europe.eu.int/comm/europeaid/projects/amlat/oreal\\_en.htm](http://europe.eu.int/comm/europeaid/projects/amlat/oreal_en.htm)

#### **Ecuador's Participation in Alfañ - European Union Programme of High level Scholarships for Latin America**

**At the first Alfañ call for candidates for the academic year 2003/2004, 251 scholarships were awarded. On average, they were for a period of two years, the average EC contribution being €26,700 per scholarship, with a total EC contribution of € 6.7m. Out of 251 selected candidates, two (approx. 0.8%) were Ecuadorean citizens and their main areas of study were Social Sciences and Architecture.**

**In the second Alfañ call for candidates (2004/2005), 779 scholarships were awarded, again for an average of two years, with an average EC contribution of €25,600 per scholarship amounting to a total of € 20.22m. Of the 779 applicants selected, 16 (approx. 2.05%) are from Ecuador, which is an**

increase very much in line with the increased capacity of the programme; they are mostly studying Business Studies and Social Sciences.

Eligible candidates & Scholarships awarded to Ecuadorean nationals by type of course <sup>4</sup>					
Year		M	D	E	Total
2003	Eligible	36	24	1	61
	Awarded	2	0	0	2
2004	Eligible	35	19	2	56
	Awarded	10	6	0	16
<b>TOTAL Awarded Ecuador</b>		12	6	0	18
<b>TOTAL Awarded LA 03+04</b>		<b>421</b>	<b>564</b>	<b>45</b>	<b>1030</b>

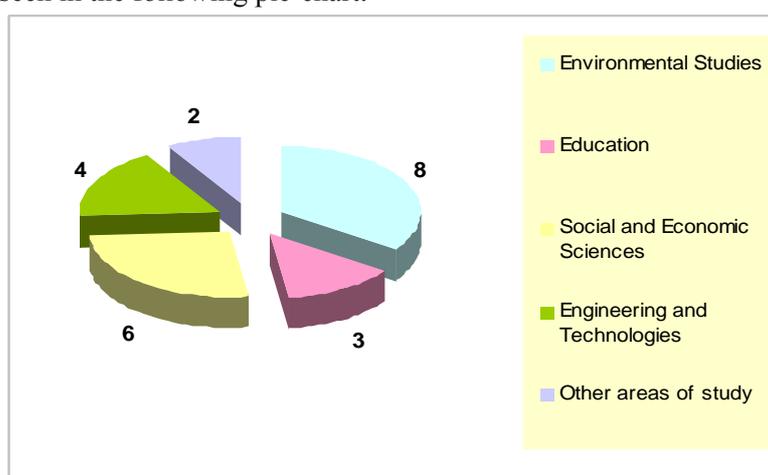
Taking the 2003 and 2004 calls together, the scholarships awarded to nationals of Ecuador make up **1.75 %** of the total number of scholarships awarded to all of the LA countries.

### **Main Alban Events in Ecuador in 2005**

The programme did not envisage any events in Ecuador during 2005. However, there was an **Alban** Ex Alumni Meeting in Valencia, Spain, on **13 May 2005** to which all of the Ex Alumni from Ecuador were invited.

### **Ecuador's participation in ALFA II - Latin America Academic Training**

**Eight** eligible Higher Education Institutions (HEIs) from Ecuador are participating in **23** of the **208** approved projects of ALFA II in the context of the first 9 selection rounds (involvement in **over 11% of the projects**). HEIs from **Ecuador** are coordinating **one** of the 23 above-mentioned approved projects. The main fields of study of the **23** projects in which Ecuadorean HEIs are involved can be seen in the following pie-chart:



The EC financial contribution to the activities carried out by the **23** projects in which Ecuador is taking part is **€5.5m**, which represents on average **74 %** of the total cost of each project. The average EC contribution per project is approximately **€239,304**.

<sup>4</sup> **M** stands for Master Degree, **D** for PhD studies and **E** for Specialization of Professionals.

## **Main ALFA Events in Ecuador in 2005**

- **13 – 16 Sept, Quito:** VII Congreso Iberoamericano de Historia de la Educación, participation in a panel to present the results of the ALFA Project PATRE-MANES, (II-0441-A)

- **1 – 10 Oct (to be confirmed), Cuenca:** Conferencia internacional: 'La migración internacional a Europa y EEUU: comparando procesos de inclusión y exclusión social' + reunión coordinación y seminario de formación con los becarios seleccionados, ALFA Project TransMigraRed, (ref: II-0336-FI).

- **Oct (to be confirmed), Loya:** Coordination meeting and International Seminar on Education of the ALFA Project UE-AIESAD, 'Postgrados y doctorados a distancia en educación' (ref: II-0449-FA).

## **Ecuador's Participation in AL-INVEST - enhancing trade and investment between SMEs**

There are currently **three Eurocentros in Ecuador**

- Chamber of Commerce, Guayaquil
- Chamber of Industry, Pichincha
- CORPEI (Corporación de Promoción de Exportadores e Inversiones)

Of the 250 cases where the principal operator of a project has been Latin-American, the Ecuadorean Eurocentro Guayaquil has led **five** of them (approx. **2%**). The other Eurocentros are new to AL-Invest III. Ecuadoreans have also collaborated in **51** of the 464 activities organised by AL-INVEST to date, involving **918 companies**, and a participation rate of **approx. 11%**. The value of the contracts signed between European and Ecuadorean enterprises amounts to **€6,757,791** and the range of activities covered by these agreements includes fruit (plantain and banana in particular), fish and shellfish, cocoa and its products, textiles, electronics and construction.

## **Main AL-INVEST Events in Ecuador in 2005**

(The main operator of each of the following events is Ecuadorean;)

- **4 – 9 April, Guayaquil:** Capacity Building for SMEs Traceability of Fruit Production Systems.
- **9 – 20 May, Guayaquil and Italy:** Capacity Building for SMEs Association and Development of SMEs.
- **6 – 9 July, Guayaquil:** Business Meeting Tecno Agro EC.
- **1 – 12 August, Guayaquil and Panama:** Capacity Building for SMEs Fish Safety and Quality.

## **Ecuador's Participation in @LIS - Alliance for Information Society**

### Horizontal Actions:

Like all of the Latin American countries, Ecuador has one partner in the Network of Researchers (ALICE) called **CEDIA** – Consorcio Ecuatoriano para el Desarrollo de Internet Avanzado, and one in the Network of Regulators called **CONATEL**, the Consejo Nacional de Telecomunicaciones.

### Demonstration Projects:

Ecuadorean partners enjoy a high level of activity in three of the four sectors of the @LIS demonstration projects. There are currently Ecuadorean partners participating in the implementation of **five of the 19 demonstration projects** (participation in **26% of the projects**). This involves **10 Ecuadorean partners** in the projects, with as many as five partners the projects SILAE (e-Governance). In total, 107 Latin American partners participate in @lis demonstration projects, so **approx. 9% of the members are from Ecuador**.

The **five @LIS demonstration projects** currently on-going in **Ecuador and their members** are:

PROJECT TYPE	DEMONSTRATION PROJECT NAME	NAME OF ECUADOREAN MEMBER
e-Education & Cultural Diversity	ATLAS	Fundación de Hoy en la educación
	Cibernárium	Ayuntamiento de Quito
e-Governance	SILAE	CONELEC – Consejo Nacional de Electricidad
		CONCOPE – Consorcio de Consejos Provinciales
		CODENPE – Agencia de Apoyo a Comunidades Indígenas
		ANDINATEL
		CIE – Centro de Investigación en Energía
	Met@logo	Universidad de las Américas Ecuador
		Latin American Federation of Cities, Municipalities and Associations
e-Health	-----	NO ECUADOREAN PARTICIPATION
e-Inclusion	IALE (Intercomunicación América Latina)	ALER – Asociación Latinoamericana de Radiofónica Acrónimo

### Main @LIS Events in Ecuador in 2005

- 2 – 6 May, Cuenca: SILAE: XX Latin American Conference on Rural Electricity
- 4 – 6 May, Quito: ACTION 1 “Political and Regulatory Dialogue”: Regional and Technical meeting for LA and Caribbean in preparation for INFOLAC.

### Ecuador's participation in URB-AL - Urban Policy Coordination

The URB-AL programme consists of thirteen **thematic networks** co-ordinated by a single local authority. Six of the thematic networks are coordinated by Latin American local authorities, **however, Ecuador coordinates none of these networks**. All those local actors who wish to cooperate on a given theme participate in the corresponding network, which provides a focal point of information and a forum for discussion. Joint projects are then designed and implemented within the networks. To date **154 joint projects** have been selected, of which **49** have the involvement of an Ecuadorean partner (**31%** of the projects). Ecuador is also represented by **5 external members** in the URB-AL joint projects.

Of the 268 different Latin American local authorities that are active in joint projects, **11** are **Ecuadorean** (**4%** of the total). Of the approved joint projects, the following **three Ecuadorean** local authorities are coordinators;

- Cuenca (two projects)
- Quito Distrito Metropolitano
- Riobamba

### Main URB-AL Events in Ecuador

- 6 – 11 June, Ecuador: Meeting of Project R5-B5-03 *Centro regional potenciador para mujeres emprendedoras y trabajadoras* (Project coordinator Odense, Denmark)

- **November 2005 – January 2006, Quito:** Meeting of Project R9-A4-04 *Participando a en la gobernabilidad local: impacto de los presupuestos participativos en la administración pública local* (Project coordinator Córdoba, Spain)

- **April - May 2006, Quito:** Workshop of Project R9-A4-04 *Participando a en la gobernabilidad local: impacto de los presupuestos participativos en la administración pública local* (Project coordinator Córdoba, Spain)

## Annex 8

### Ecuador y la migración

A partir de la década de los años 60, los países andinos han pasado de ser una región de inmigración a una región de emigración. En los últimos 10 años, este proceso se ha incrementado notablemente, convirtiéndose en una de las regiones de mayor emigración en el mundo. Ecuador se enmarca totalmente en estas tendencias.

Ahora, en Ecuador se ha pasado de la emigración “amable” de algún miembro de familias originarias de zonas urbanas en busca de fortuna en países vecinos o hasta Nueva-York, y a veces hasta la vieja Europa, a una emigración masiva, campesina y urbana, transcontinental y crecientemente feminizada que está generando problemas tanto para los países de destino como para Ecuador y los propios emigrantes.

#### **Principales flujos migratorios**

Hasta fines de la década de los setenta, Estados Unidos es el país de mayor destino. Se reporta la presencia allí de 190.000 ecuatorianos en 1990 y de 260.000 en 2000. Sin embargo, estas cifras están subestimadas. Si se consideran los inmigrantes ilegales, las cifras oficiales pueden doblar o triplicar. La región de Cuenca (sierra central) y del Sur contribuyó mucho a este flujo que tiene que ver en particular con la decreciente demanda del sombrero de paja toquilla (“Panamá”), principal ingreso de la región.

Desde 1980, y hasta 1997 se considera un flujo medio de 20.000 emigrantes anuales con destinos muy diversos. A partir de 1998, año en que se cuentan 60.000 emigrantes, empieza el incremento que llegó a 120.000 en 1999 y más de 200.000 en 2000 (estimaciones) con, esta vez, una focalización de los destinos: España, Estados Unidos e Italia. En 2000 España recibió la mayoría de los emigrantes, ubicando los ecuatorianos en segundo lugar de la población extranjera, después de los magrebíes.

A partir de 2001-2002, las medidas cada vez más restrictivas y la exigencia de visado generalizada en el año 2003, han frenado el flujo migratorio hacia Europa.

#### **Razones de la reciente ola de emigración**

Crisis económica: La emigración ha pasado de ser un acto aislado y concentrado principalmente en algunas ciudades del austro, a ser una estrategia social de supervivencia a nivel nacional. El detonante del fenómeno fue la mayor crisis económica que el país ha tenido en su historia. El año 1999 se registra la mayor caída del PIB. Este bajó de 19.710 millones de dólares en 1998 a 13.769 millones en 1999. El país experimentó el empobrecimiento más acelerado en la historia de América Latina. Entre 1995 y 2000, los pobres pasaron de ser 34% al 71% y la pobreza extrema dobló su número. Esto vino acompañado de una mayor concentración de la riqueza y por lo tanto de una acentuación de la inequidad. Las consecuencias principales de la situación fueron el masivo desempleo y subempleo, la caída de los ingresos, la reducción de las inversiones sociales (salud, educación, desarrollo comunitario,...), la inseguridad ciudadana y la caída de la confianza en el país.

A finales del 2002, según cifras del INEC (Instituto Nacional de Estadísticas y Censos), se calcula que más de 2,5 millones de ecuatorianos viven fuera del país, de una población total de 12 millones de habitantes.

Otros factores: Hubo otros factores coyunturales en ese momento que acentuaron la situación, como fueron el fenómeno de El Niño, la caída de los precios del petróleo, la desestabilización financiera internacional, la corrupción galopante y la inestabilidad política.

A estos problemas coyunturales se añaden otros de tipo estructural mutuamente interrelacionados como la debilidad y fragilidad del mercado interno, la presencia de sistemas de producción atrasados, ausencia de políticas generadoras de empleo, elevada propensión a importar, mal manejo administrativo del Estado, irrespeto casi permanente de la institucionalidad democrática y de la misma Constitución, entre otros. Asimismo, no se deben olvidar el impacto de la dolarización que también contribuyó al empobrecimiento de las clases media y baja de la población, incitándolas aún más a emigrar. En estos años la decisión migratoria pasó de ser un deseo individual de superación a ser una estrategia familiar de supervivencia.

### **Características de la emigración**

Se trata de una emigración masiva, a largo plazo, en la que de momento no se observa una tendencia al retorno. Al contrario, los emigrantes tienden a buscar la reagrupación familiar. El flujo migratorio ecuatoriano de la nueva ola se dirige principalmente y casi específicamente a España, Estados Unidos e Italia. El flujo hacia Estados Unidos pasó de representar el 65% del total de los emigrantes hasta 1995 a representar el 30% en el período 1995-2000. En las mismas fechas, España paso de 15% a 53% e Italia de 4% a 10%.

La gran mayoría de los emigrantes pertenecen a los sectores medio y medio bajo de la población, empobrecidos por la crisis financiera. En el país de destino encuentran empleo principalmente en los sectores de la construcción, la agricultura y el servicio doméstico.

En cuanto a la composición por género, la corriente migratoria hacia España estuvo en un principio liderada por las mujeres. En 1998, al estallar el flujo, el 67,4% de la población ecuatoriana con residencia y con visa de trabajo validadas en España, eran mujeres y la mayor parte de ecuatorianos “sin papeles” residentes en España hasta el año 2000 también eran mujeres. Es interesante mencionar que la emigración femenina no parte de un modelo uniforme de mujer, sino que proviene de distintas condiciones familiares. Sin embargo en los últimos años se ha producido un cambio hacia la emigración masculina. Así, la proporción de mujeres registradas en España ha bajado de 67,4% en 1998 a 55,5% en 2000, con la consecuente subida del porcentaje masculino de 29,3% a 44,3%.

Frente a la dificultad creciente de emigrar legalmente, la emigración ilegal está ganando terreno. En muchos casos, el futuro emigrante paga los servicios de los “coyoteros” o los “chulqueros” para ingresar en los países de destino clandestinamente. Para ello, están obligados por lo general a contraer grandes deudas y a hipotecar los bienes familiares. Los aspirantes a la emigración también se apoyan en redes sólidas constituidas por las personas ya instaladas en el país de destino que les facilitan tanto información como la integración a su llegada.

Dentro de todos los países de América Latina, Ecuador se encuentra en sexto lugar en cuanto al nivel de las remesas recibidas. Estas representan \$1.740 millones en 2004 (BID) siendo la segunda fuente de ingresos del país, después del petróleo. Cabe destacar el coste

particularmente elevado de las transferencias, que en ciertos casos puede representar el 20% del monto transferido.

### **Problemas resultantes de la emigración**

Solamente se mencionan algunos problemas encontrados por el emigrante y por sus familiares en Ecuador y por el Estado ecuatoriano.

La ONU estima que un promedio de 200.000 profesionales se han marchado de Ecuador para buscar mejores condiciones de vida en países como España, Chile, Colombia y Estados Unidos. Esta fuga de cerebros costaría miles de millones de dólares al país.

A nivel social se debe destacar la desestructuración familiar generada tanto en Ecuador como en los países de destino. Se observan problemas de comportamiento y de integración en la sociedad de los jóvenes y niños dejados en manos de familiares o incluso vecinos. En los países de destino ya se está empezando a observar el surgimiento de una delincuencia juvenil a raíz de la inmigración.

Las remesas se invierten mayoritariamente en la construcción y en el consumo, en lugar de en inversiones productivas susceptibles de mejorar a medio plazo el nivel de vida de los familiares. Sin embargo cabe destacar algunas experiencias innovadoras con la canalización de remesas para fines de inversión social por medio de la venta a emigrantes de acciones en empresas municipales (por ejemplo de parte del Gobierno Provincial del Azuay).

### **La inmigración en Ecuador**

Ecuador no es tradicionalmente un país de inmigración, pero resulta relativamente fácil la circulación para los ciudadanos de los países de la CAN (tarjeta andina y futuro pasaporte andino).

A pesar de haber sido un país de acogida de refugiados de los países del Cono Sur, ahora el principal flujo de refugiados que llegan a Ecuador proviene de Colombia, representando el 95% del total. El 5% restante corresponde a peruanos y a diferentes países africanos.

Según el Ministerio de Relaciones Exteriores, entre 2000 y 2005 (octubre), se han registrado 35.311 solicitantes de refugio de los cuales se han reconocido 11.137. El Gobierno reconoce un total de 370.000 colombianos residiendo en el país, pero la cifra real está seguramente por encima. La mayoría huye la situación de fuerte violencia e inseguridad (FARC y paramilitares, narcotráfico, Plan Colombia).

Las bases legales internacionales para la protección de los refugiados se aplican relativamente bien en Ecuador: Declaración Universal de los Derechos Humanos, Convención de Ginebra sobre los refugiados de 1951 y Declaración de Cartagena de 1984. Aunque esta última no es vinculante, está incluida en el Decreto nacional 3301/92, que sí lo es. Según ACNUR, Ecuador sería uno de los países de América Latina que más cumple con los convenios y tiene una actitud más abierta al respecto.

El 65% de la población registrada reside en centros urbanos, principalmente Quito. Las mujeres representan el 42% y los jóvenes el 69%. Las familias viven bajo la línea de pobreza en un 92% de los casos (ACNUR, 2004). La población refugiada colombiana se caracteriza

por una tendencia a la invisibilización a través de una dispersión dentro de la población local, por razones de seguridad y para mejorar sus condiciones socioeconómicas. Se observa un creciente rechazo de los refugiados percibidos por los ecuatorianos como competidores en el mercado del trabajo.

## Annex 9

### **Description du processus de coordination et harmonisation entre les bailleurs de fonds en Équateur**

La coordination des donateurs en Équateur est globalement assez faible et semble plus du domaine de la rhétorique que de la réalité. Deux explications peuvent être avancées :

- la crise politico-institutionnelle permanente de ces dernières années a empêché toute vision de développement national (ou sectorielle) à moyen ou long terme autour de laquelle les donateurs auraient pu se rassembler,
- bien que le résultat de ce déficit de gouvernance pénalise les progrès du pays dans tous les secteurs, le pays n'est pas dans un état de crise socio-économique profonde qui aurait été également une forte incitation à coordonner l'aide externe.

Les donateurs continuent donc à développer leurs propres agendas et stratégies de coopération, même si les diagnostics et analyses de la situation sont assez souvent partagées, voire mises en commun. Il arrive que des projets soient cofinancés entre plusieurs bailleurs (ex PROLOCAL avec la BM et la CE) mais ce sont des exceptions qui confirment la règle.

Cependant des initiatives sont en cours qui pourraient améliorer la situation. Au niveau de l'Union européenne depuis l'ouverture de la délégation de la Commission européenne en Équateur mi-2003, un dialogue continue s'est instauré avec des réunions mensuelles des chefs de mission et des conseillers de coopération, des échanges d'informations et concertation autour de secteurs appuyés en commun, des protocoles d'accord ponctuels de collaboration, des initiatives communes auprès des autorités nationales pour sauvegarder les intérêts de la coopération. Il y a eu un effort particulier pour associer les états membres de l'UE à toutes les étapes de préparation du présent document. Une dernière initiative en cours au moment de rédiger le présent document est la publication prévue pour 2006 à l'initiative de la Commission d'une brochure sur la coopération l'UE avec l'Équateur. Pour cela, un travail de coordination et de collecte d'informations est en cours qui implique toutes les représentations des états membres présents dans le pays.

Au niveau de l'ensemble des coopérations bi- et multilatérales la manifestation la plus concrète de coordination se réalise à travers des sept « mesas de concertación » thématiques créées par l'INECI (Direction du Ministère des Relations Extérieures en charge de la coordination de la coopération) et qui se réunissent plus ou moins régulièrement depuis 2003. Elles sont le lieu d'échange d'informations et de dialogue sectoriel. Il faut souligner le fait que les donateurs y sont beaucoup plus actifs que les institutions nationales.

Cependant au commencement de 2006 cet effort d'information, de concertation voire de collaboration ponctuelle reste encore très insuffisant en raison de la faiblesse institutionnelle et de l'instabilité politique du pays qui ne permettent pas l'émergence d'une demande (équatorienne) ordonnée de coopération qui puisse rencontrer une offre (internationale) de coopération pour l'heure toujours assez forte. Les coopérations manquent d'interlocuteurs institutionnels avec de vrais politiques sectorielles autour desquelles elles peuvent se coordonner. En conséquence elles oeuvraient encore largement en ordre dispersé. Cet état de faiblesse des institutions nationales ne doit cependant pas cacher le fait que les coopérations

n'ont pas eu la volonté et/ou n'ont pas fait tous les efforts nécessaires pour coordonner leur action.

Les états membres de l'UE ont accueilli favorablement la perspective de développer une meilleure coordination et harmonisation en établissant dans le cours de 2006 une feuille de route européenne. Cette proposition de la Commission (novembre 2005) est arrivée au même moment que les premiers résultats d'une étude commandée par plusieurs coopérations (Suisse, Espagne, Allemagne, PNUD) pour établir un diagnostic à base des opinions des 25 plus grandes institutions nationales et internationales impliquées dans la coopération sur le thème de « Armonización y alineamiento de la cooperación con Ecuador .» Cette étude a confirmé que les importantes lacunes nationales en terme de définition de politique et de stratégie de coopération, d'instabilité politique et institutionnelle, de faible coordination entre les institutions de l'Etat, offraient un terrain peu favorable à une meilleure coordination et harmonisation de l'Aide. Il a été décidé que la Délégation rejoigne le groupe de suivi des résultats de cette étude.

Tout en soulignant le réel intérêt de plusieurs états membres de l'UE et d'autres coopérations pour entamer une analyse et de faire des propositions concrètes en matière de coordination et harmonisation, il n'est pas possible à ce stade de déterminer un objectif à atteindre, compte tenu des multiples dimensions de la question (degré de liberté des représentations locales par rapport aux sièges, flexibilité restreinte des règlements et procédures de chacun, type d'exigences de l'Équateur, entre autres).

## Annex 10

# Participación de la sociedad civil en el proceso de preparación del CSP 2007-2013

Desde el inicio de la preparación del actual documento de estrategia, en noviembre de 2004, se han mantenido conversaciones con los representantes de la sociedad civil de Ecuador en los diferentes momentos clave del proceso.

De las reuniones que se han mantenido en una primera misión de pre-programación, que fue llevado a cabo por una consultoría con el objeto de estudiar el contexto político, económico y social del país y de hacer recomendaciones sobre posibles sectores prioritarios para la futura cooperación de la CE, el 34% han sido con representantes de la sociedad civil. Se han entrevistado ONGs locales y europeas que trabajan en el Ecuador en diferentes sectores, a universidades, a organizaciones representantes de los pueblos indígenas y de los campesinos y a representantes del sector comercial y empresarial.

Una vez elaborada una “Nota Concepto” por los servicios de la Comisión europea, se han celebrado tres talleres temáticos - Políticas sectoriales, Descentralización y Desarrollo local, y Cooperación Económica - en el mes de mayo de 2005, para difundir y discutir con los principales interesados, la apreciación del contexto y los enfoques priorizados para la futura estrategia de cooperación de la CE. La sociedad civil ha estado representada por los sectores ya mencionados y ha supuesto casi el 40% de la asistencia total (104 participantes en los tres talleres además de los representantes de la CE). Sus aportaciones y comentarios han sido muy valiosos para la elaboración de las conclusiones. En particular, en el sector educación ha habido una participación activa, con una fuerte demanda para su mejora. Este ha sido un elemento esencial para considerar este sector como prioritario.

En un tercer lugar, en noviembre de 2005, se ha celebrado un taller nacional de reflexión sobre el documento preliminar de CSP para recoger aportes a ser considerados en la versión final. En este caso, el 25% de los asistentes han sido representantes de la Sociedad Civil.

Finalmente, cabe destacar las reuniones periódicas, organizadas por la Delegación de la Comisión europea en Ecuador, con las organizaciones y representantes de la sociedad civil en temáticas prioritarias. Sus reflexiones y aportaciones también han sido tomadas en cuenta en el proceso de preparación del CSP.

**Annex 11**  
**Ecuador's prospects for meeting the**  
**Millennium Development Goals<sup>5</sup>**

**ASSESSMENT OF THE LIKELIHOOD OF MEETING MILLENNIUM**  
**DEVELOPMENT GOALS**  
**Ecuador**

MDG <sup>6</sup>	Extreme Poverty		Education	Gender Equality	Child Mortality	Maternal Health	HIV/AIDS	Environmental Sustainability	Global Partnerships
	Poverty	Hunger							
Ecuador									

**Key :**      **LIKELY**  
**POTENTIALLY**  
**UNLIKELY**

<sup>5</sup> United Nations Development Programme (UNDP) 2006 – see <http://www.undp.org/rblac/mdg/>

<sup>6</sup> Country projections based on the Millennium Development Goals' Country Reports, in consultation with country teams. Check the reports at <http://www.undp.org/rblac/mdg> Status: 21 completed reports. 4 ongoing reports: Ecuador, Belize, Suriname, and Trinidad & Tobago.